

la vérité

revue trotskyste

février - avril 1964 - N° 527 - 3 f.

**classes sociales
et état en algérie**

**perspectives du
développement capitaliste**

l'économie américaine

chroniques - notes de lecture

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

A NOS LECTEURS

Il est souvent difficile de trouver *La Vérité* dans les kiosques. Nous ne pouvons, en effet, en assurer la distribution dans tous les points de vente. Aussi, le plus sûr moyen d'avoir *La Vérité* est-il de s'abonner. C'est aussi en vous abonnant que vous aiderez le mieux *La Vérité* à poursuivre son effort.

Nous avons été contraints de porter le prix de vente de la revue à 3 francs. D'autre part, nous unifions nos tarifs d'abonnements à 10 francs pour un an (4 numéros). Cet abonnement donne droit aux brochures publiées en supplément, mais nous ne pouvons actuellement, avant de stabiliser mieux la situation de la revue elle-même, garantir la régularité de publication de ces brochures.

La Vérité.

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros)	10,00 F.
Etranger	11,50 F.
Abonnements de soutien	15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Editorial

Si l'on voulait faire ce qu'il est convenu d'appeler un « tour d'horizon » de la situation politique internationale, on pourrait commencer par n'importe quel point du panorama, ce seraient les mêmes conclusions qui s'imposeraient : aucun événement n'est explicable en termes nationaux, tous révèlent une même réalité internationale, les mêmes contradictions profondes, montrant à l'œuvre les mêmes forces décisives.

Ainsi, il y a quelques jours, c'était Jomo Kenyatta, vieux leader nationaliste africain, ayant passé des années dans les geoles de l'impérialisme anglais qui, devenu premier ministre d'un Kenya fraîchement indépendant, appelait à la rescousse, contre ses soldats mutinés, les troupes de Sa Gracieuse Majesté britannique. Il ne s'agit pas d'un simple épisode dans la carrière politique d'un homme. Cette affaire manifeste clairement le contenu réel de l'indépendance accordée par l'impérialisme à ses anciennes possessions coloniales. L'obtention d'un drapeau, d'un hymne national et d'un siège à l'O.N.U. n'entraînent nullement la disparition de la mainmise de l'impérialisme sur ces pays.

En Afrique, les convulsions actuelles, les luttes tribales soigneusement entretenues, indiquent l'impasse dans lesquelles se trouvent les couches dirigeantes à qui l'impérialisme a abandonné le pouvoir politique dans une mosaïque d'états, artificiellement découpés en fonction des anciennes possessions coloniales. Mais, fondamentalement, et quel que soit le degré relatif de « force » de la bourgeoisie nationale, les formes politiques diverses de sa domination, la situation est identique dans tous

les états ayant accédé à l'indépendance politique. Dans le cadre des rapports capitalistes, aucun avenir n'est ouvert aux peuples des pays « sous-développés ». En dépit des bavardages sur l'aide économique, il a fallu constater, encore une fois, au terme de la dernière année, que l'écart s'accroît entre eux et les pays industrialisés.

Ce qu'il importe politiquement de définir clairement, c'est le rôle de ces bourgeoisies nationales. Leur pouvoir ne représente aucunement une « étape nécessaire de la révolution coloniale ». Au contraire, c'est en entravant le développement de la révolution, en évitant la rupture avec l'impérialisme — et elles n'ont pu y parvenir que parce que les prolétariats des pays industriellement avancés, ligotés par la politique des bureaucraties qui les dominent, n'ont pas joint leur combat à celui des masses paupérisées des pays coloniaux — qu'elles ont établi leur pouvoir. C'est dire que toute action révolutionnaire dans ces pays, toute tentative d'y organiser le prolétariat en fonction de ses propres intérêts, suppose une lutte sans merci contre ces bourgeoisies nationales. C'est sous cet angle — donc aussi sous celui de la sélection d'une avant-garde communiste internationale — que nous commençons à étudier, dans cette revue, l'évolution de l'Algérie depuis Evian et que nous étudions ce curieux « socialisme arabe » pour qui les chômeurs d'Oran constituent la « contre-révolution »...

*
**

Si l'on se tourne vers les zones les plus avancées du monde, on constate, contrairement aux homélies dérisoires de ses avocats que la crise du capitalisme est intense au cœur même de ce système : dans les pays industriels d'Europe comme dans la forteresse de l'impérialisme, les Etats-Unis d'Amérique. Une large place de ce numéro de « La Vérité » est donnée à l'analyse des bases objectives de cette crise, à la manière dont opèrent concrètement aujourd'hui les contradictions de l'économie capitaliste.

L'économie américaine stagne, et les experts sont satisfaits de ne recenser que quelques 5 millions de chômeurs tandis que

le nouveau Président des Etats-Unis doit avouer que le pays le plus riche du monde compte au moins 30 millions de pauvres.

L'expansion européenne s'essouffle tandis que s'accroît la lutte entre puissances impérialistes pour le contrôle d'un marché trop étroit. Partout, par une offensive contre les conditions de vie de la classe ouvrière, la bourgeoisie cherche à assurer le maintien de ses profits. La « rationalisation » c'est la sur-exploitation des travailleurs ; la « lutte contre l'inflation » prônée à l'échelle de l'Europe, c'est le blocage des salaires, la baisse du niveau de vie.

En France, du fait des conditions politiques particulières — un pouvoir autoritaire né d'une défaite sans combat de la classe ouvrière — l'offensive est ouverte. Les licenciements se succèdent, le patronat emploie sans cesse l'arme du « lock-out ». L'héroïque et formidable grève des mineurs qui avait montré la combativité profonde de la classe ouvrière de ce pays ; la récente grève des traminois de Nantes poursuivie pendant 39 jours comme celle des marins de commerce qui s'est déroulée cet été, montrent que la classe ouvrière entend résister et se battre.

Mais quelle perspective lui offrent les appareils bureaucratiques qui contrôlent ses organisations ? Le parti communiste comme le parti socialiste, s'intéressent d'abord à l'élection présidentielle. Lutter contre le régime là où se déroule le combat décisif, sur le terrain de classe, ils s'y refusent. Englués dans leur politique de collaboration de classe, incapables de s'opposer à un régime qui ne leur saura nul gré de leur attitude, les directions syndicales en refusant de poser la question de l'extension des mouvements, d'une résistance organisée de toute la classe, ouvrent la voie à la capitulation.

Une autre voie est ouverte : celle qui s'est dessinée à Nantes, où les traminois forts de l'appui de toute la classe ouvrière nantaise — obtenu malgré et contre la volonté des appareils bureaucratiques — ont fait reculer le patronat. Résistance ou capitulation ? La question se résoudra dans le cours même de la lutte, face à l'offensive toujours plus violente du capitalisme et de son état. La réponse dépendra pour beaucoup de la capacité d'intervention des révolutionnaires, de leur capacité à s'orga-

niser, à défendre une politique, c'est-à-dire à sélectionner une avant-garde, soudée sur un programme. En France, comme à l'échelle internationale, la question clé de notre époque reste celle de la constitution, à partir de l'activité de la classe ouvrière, d'une direction révolutionnaire, représentant les intérêts historiques de la classe ouvrière.

*
**

« La Vérité » n'a d'autre objectif que de tenir sa place dans l'accomplissement de cette tâche dont dépend, en définitive, l'avenir de l'humanité.

Nous nous réclamons du « Programme de Transition » élaboré par Léon Trotsky en 1938. Nous poursuivons la lutte pour la construction d'une Internationale communiste fondée sur ce programme, pour la construction de la IV^e Internationale.

Ce programme constatait que « l'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques ». Il affirmait aussi que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ». Cela résume notre perspective : la crise du capitalisme, à l'échelle internationale, conduit sans cesse les masses à l'assaut du régime même, fonde leur lutte pour la transformation révolutionnaire de la société. Cette lutte ne sera victorieuse que, si à travers leurs expériences et leurs combats, les masses forgent leur propre direction, une direction unie sur le programme, c'est-à-dire sur la généralisation théorique, au niveau le plus élevé, des leçons de leurs expériences et de leurs combats.

Dans cette perspective, la lutte théorique prend tout son sens comme partie intégrante et indispensable du combat politique pour la révolution socialiste. C'est cette lutte que, à la mesure de ses moyens, « La Vérité » entend poursuivre.

CLASSES SOCIALES ET ETAT EN ALGÉRIE

Depuis la signature des accords d'Evian, l'indifférence et la confusion règnent dans ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche » pour tout ce qui concerne l'Algérie. On parle de socialisme, de castrisme, de nasserisme, de capitalisme d'état, sans, pour autant, se livrer à une analyse marxiste du régime actuel. Cette confusion et cette indifférence peuvent surprendre, à l'égard d'un problème qui a tant passionné l'opinion publique française — la masse de la documentation écrite le prouve — elles ne sont pourtant qu'un reflet de la situation actuelle du mouvement ouvrier français.

Jusqu'en 1958, les répercussions du problème algérien sur la vie politique française étaient directes : une embuscade à Palestro ou Sakamody entraînait un débat au parlement. La campagne électorale du Front républicain, la capitulation de Guy Mollet après le 6 février 1956, le vote des pouvoirs spéciaux, Suez, la bataille d'Alger... ces événements étaient au cœur de la politique française.

C'est qu'à ce moment, et en dépit de la politique de trahison constante des directions de la classe ouvrière, l'avant-garde pouvait, du fait même de l'activité du prolétariat, se fixer l'objectif de le mobiliser dans une perspective révolutionnaire, de poser ainsi la question du pouvoir. C'est cette possibilité de voir la crise algérienne se traduire en termes révolutionnaires en France même qui la rendait si brûlante.

Mais l'instauration, après le 13 mai, du pouvoir gaulliste, défaite sans combat de la classe ouvrière, modifie profondément le rapport des forces existant entre les classes.

Les problèmes algérien et français sont, dès lors, séparés. En Algérie, la perspective révolutionnaire fait place à celle de la construction d'un état bourgeois. En France, le prolétariat, réduit à la défensive, est enchaîné par ses partis au soutien de fait du gaullisme (à preuve l'attitude des directions lors des putschs de 60 et de 61). C'est pourquoi il ne réagit pas aux manifestations grandioses des musulmans à Alger en décembre 1960, ni au massacre des travailleurs algériens de Paris en octobre 1961.

Au cours de l'été 1962, la F.L.N., miné par ses contradictions, éclate. Le fait que le peuple ne participe pas directement à cette lutte, comme l'absence de différences programmatiques entre les

groupes qui s'affrontent — ils ont tous approuvé les accords d'Evian — la font apparaître comme un simple règlement de comptes entre cliques rivales. Au cours de ces événements, l'Algérie devient de plus en plus, pour le prolétariat français, un pays « étranger ».

Cependant, tant dans l'avant-garde ouvrière que dans les milieux qui se baptisent généreusement « marxistes », les transformations survenues en Algérie, comités de gestion, réforme agraire, nationalisations, provoquent un regain d'intérêt. Tandis que la presse de droite se déchainait contre les « violations » des accords d'Evian, toute une propagande de « gauche », amplifiant la terminologie révolutionnaire employée par Ben Bella, traite le « frère président » de « *Castro de l'Afrique* », et vit, dans son régime, « *une forme nouvelle de socialisme* ».

Mais, pour ceux qui veulent comprendre pour agir, l'intérêt provoqué par l'évolution de l'Algérie débouche sur une série de questions précises :

Le régime actuel ne s'est-il pas imposé par la force (bataille de Boghari), grâce à l'armée des frontières, contre les militants de l'intérieur ?

Au congrès de l'U.G.T.A., le B.P. n'est-il pas intervenu pour briser toute indépendance syndicale ?

Ben Bella n'a-t-il pas instauré un régime de pouvoir personnel, en éliminant ses rivaux sans débat, en recourant à l'emprisonnement (Boudiaf, etc.), en interdisant les partis politiques, en imposant ses créatures au parlement, en contrôlant strictement tous les organes d'information ?

Tout repose donc sur le « frère président ». Au nom de quoi, lui faire « entière confiance ». Depuis l'indépendance, il s'est livré à une propagande pan-arabe et raciste (anti-juive, notamment). Il a fait de l'Islam une religion d'état, et ne manque jamais de faire l'éloge de De Gaulle.

A ces questions, il n'est pas de réponse sans une analyse sérieuse, menée avec la méthode marxiste, du caractère de classe de l'état algérien.

Aujourd'hui, pour toute une série de courants (1) ; l'Algérie « devient » — automatiquement ? — ou est dès maintenant « socia-

(1) Le Parti communiste français, *Libération*, *France Observateur* (Martinet, R. Deliste, Stibbe), *L'Express* (J. Daniel), les chrétiens « de gauche » (*Témoignage Chrétien*, *Esprit*), le P.S.U. qu'il s'agisse de l'organe officiel *Tribune du Socialisme* ou de la prétendue gauche « socialiste et révolutionnaire », et tous les groupes qui prétendent redresser l'appareil des P. C. : *Le Communiste* (Michel Mestre), *L'Internationale* (Pablo-Franck).

liste ». Pour eux, l'existence de l'U.R.S.S. permet, en effet, même avec l'aide du capitalisme, la « transcroissance » d'un pays du tiers-monde en pays socialiste, sans intervention du prolétariat : la petite-bourgeoisie, appuyée sur la paysannerie, y suffit. Les comités de gestion, les réformes de structure, le neutralisme et le treillis de Ben Bella en sont les preuves.

D'autres (2), à partir d'une étude de la vie politique en Algérie — de ces mêmes comités de gestion, en particulier — concluent que le régime de Ben Bella n'est nullement « socialiste ».

Le débat porte donc sur les fondements même du socialisme, sur le rôle historique de la classe ouvrière à notre époque.

Aussi, les objectifs du présent article sont-ils doubles. D'une part, il s'agit de tenter une analyse, aussi complète que possible, du problème algérien, pour démontrer, sur la base de faits, le caractère réactionnaire de l'idéologie commune aux staliniens, aux pablistes et aux différentes variétés de « progressistes ».

D'autre part, nous nous proposons de mettre en lumière le véritable sens du « socialisme algérien », et, par là même, d'aider à la sélection, en Algérie comme en France, d'une avant-garde communiste parmi les travailleurs algériens.

Ces objectifs déterminent le plan de cette étude. Dans la première partie (publiée dans ce numéro), c'est essentiellement les facteurs objectifs de l'actuelle situation algérienne qui seront analysés. Après avoir, en guise d'introduction, rappelé les traits fondamentaux de la société algérienne, et avoir insisté, en particulier, sur la question agraire, il sera traité des modifications apportées à ce tableau par les réformes de 62 et de 63. Enfin, une première définition de l'état « ben belliste » sera donnée à partir d'une étude de sa politique comme de ses institutions (l'A.N.P. en particulier).

Dans la seconde partie, ce sera la crise du mouvement nationaliste algérien, les rapports de force entre les classes et leur évolution, la question des perspectives et du programme d'action d'une avant-garde marxiste révolutionnaire, les conclusions théoriques enfin, qui seront abordées.

(2) *La Voix Communiste, Voix Ouvrière* (numéro du 18 novembre 1963), *Informations Ouvrières, Pouvoir ouvrier* (numéro de novembre 1963) Par ailleurs, il faut remarquer que si *Pékin Information* (nov. 1963) salue la révolution algérienne, la revue pro-chinoise *Revolution* du même mois, sous la plume d'Abdallak, conteste nettement que l'Algérie soit socialiste.

POPULATION ET CLASSES SOCIALES

En 1954, la population algérienne comptait 9.529.726 habitants comprenant 984.031 Européens (10,9 %), et 8.449.726 Musulmans (89,1 %). Cette population a fortement évolué depuis un siècle. En effet, en 1856 elle ne s'élevait qu'à 2.496.067 habitants et elle a donc presque triplé.

Une étude de l'évolution démographique à partir de 1873, quand la structure traditionnelle a été détruite avec les lois foncières de 1863 et 1873, et que s'affirment des rapports capitalistes en Algérie, ne manque pas d'intérêt.

Elle révèle une différence de structure entre la population européenne, dont la moitié a plus de 30 ans, et population musulmane très « jeune » (52,6 % ont moins de 20 ans). Elle révèle aussi que la moitié de la population active (celle qui a de 20 à 50 ans) supporte chez les musulmans la charge considérable des enfants et des vieillards, alors que l'équilibre est meilleur chez les Européens. Derrière ces chiffres, c'est la réalité du système particulier de colonisation qu'a connu l'Algérie qui commence à se dévoiler.

Etudions d'abord ce qu'était socialement la « communauté européenne ».

Les Européens d'Algérie

En 1960, sur 1.027.000 Européens, la moitié vivait dans les villes d'Alger et d'Oran, 70 % dans les 6 villes principales et seulement 15 % dans les campagnes. La population européenne est urbaine à 85 %.

Si, dans l'ensemble, la population européenne s'oppose en bloc aux musulmans, elle ne forme pas cependant un *peuple classe*, un tout homogène. On peut la diviser selon l'origine et suivant la place dans la production.

ORIGINE

Les origines différentes des Européens expliquent en partie la compartimentation des différents groupes qui constituent la population européenne.

a) *La souche française* : jusqu'en 1900, période de peuplement par immigration, les Français fournissent la moitié des contingents qui se succèdent et qui proviennent de différentes régions de France. Jusqu'en 1875, les départs se font de la région parisienne et de l'Est (Alsace, Lorraine). Après 1875, la moitié Nord de la France s'industrialise et garde ses habitants. Ce sont les régions du sud de la Loire qui fournissent les émigrants. Les Européens de souche française ont une situation privilégiée. A qualification égale ou même inférieure, ils occupent les postes de l'administration, des travaux publics et des services publics. Ils font partie de l'aristocratie des vainqueurs et, au mépris de leurs intérêts de classe, ils sont soudés à la grande colonisation. Ce sont des « clients » à la manière romaine.

b) *Les juifs* : intermédiaires entre l'extérieur et l'Algérie, entre les villes et le bled, les juifs jouaient un rôle important dans les échanges de l'Algérie arabe. Assimilés aux Français par le décret Crémieux en 1871, leur nombre s'était élevé de 35.000 à 110.000 en 1954, et leur situation au sein de la société algérienne s'était modifiée. Ils tenaient un rôle prépondérant dans le commerce de gros et demi-gros (tissus, épices, alimentation...), la bijouterie et le commerce de luxe, la chaussure, la confection, la bonneterie, les cinémas. Mais ils avaient pour clients les Européens qui disposaient d'un pouvoir d'achat important. Ils tenaient également une place très importante dans les professions libérales : médecins, enseignants, pharmaciens, avocats, magistrats.

Liés étroitement aux Européens par mille liens économiques, fortement solidaires entre eux, ils formaient un bloc compact, sans fissure, jusqu'en 1954. Hostiles aux grands propriétaires fonciers (Borgeaud, etc.) et aux petits blancs fortement antisémites d'Oranie, ils suivaient en définitive la tendance néolibérale représentée par J. Chevalier, le maire d'Alger. Ils quittèrent l'Algérie massivement après la crise de juillet-août 1962.

c) *Les étrangers* : jusqu'en 1870, une forte proportion des immigrés autres que les Français provient de l'Europe du Nord, de la Rhénanie, de la Suisse. Après 1870, la quasi totalité est formée de Méditerranéens : les *Espagnols* (2/3 du total) se fixèrent en Oranie, où ils formèrent une population homogène. Dans la

population active ils détenaient la quasi totalité des métiers suivants : pêche et ses branches annexes : conserverie, restauration... ; l'agriculture et en particulier l'horticulture ; conducteurs d'autobus, de cars, cheminots, électricité et gaz ; les salariés dans les commerces, les chantiers, la police, la garde des eaux et forêts, la ferblanterie, la forge, la mécanique...

Les Italiens venus de Toscane ou de Sicile et les Maltais installés dans les grandes villes du Constantinois (Bône surtout). Ils occupent dans l'Est les mêmes branches que les Espagnols à l'Ouest. Concurrencés par les musulmans, ne pouvant rivaliser avec les juifs, ces couches ont lié leur sort à celui des gros colons (Borgeaud) qui tiennent l'administration. Ils formeront les troupes de choc de l'O.A.S. et quitteront le pays malgré les accords Chevalier-Susini-Mostefai parce qu'ils ne pouvaient plus espérer conserver leurs emplois.

et représenteront leur condition de colons du pays d'Alg.

LEUR PLACE DANS L'ECONOMIE ALGERIENNE

Voici la répartition des personnes actives d'après les estimations faites en 1960 :

Industriels et chefs d'entreprise	3.600		
Agriculteurs	18.300		
Salariés agricoles	10.000		
		dont maîtrise	3.500
Commerçants	31.000		
Professions libérales	11.000		
		cadres techniques ..	39.000
		employés	56.000
		manœuvres	7.200
Salariés non agricoles, y compris le secteur public	245.000 dont	O.S.	28.000
		O.P.	51.000
		service dom.	39.000
		chômeurs	14.000

« Sur ces 245.000 salariés, 102.000 relèvent du secteur public dont environ 22.000 sont fonctionnaires de l'état et des collectivités locales et 20.000 appartiennent au secteur public productif (entreprises, T.P.), les 60.000 restants étant surtout des auxiliaires des communes et des forces armées » (1).

Leur niveau de vie

« D'enquêtes et d'études poursuivies vers 1954, il ressort que, si 3 % de la population européenne implantée en Algérie avait un niveau de vie moyen quintuple du niveau moyen des Français habitant la métropole, et 26,6 % de cette population un niveau de vie supérieur de 50 %, par contre 61,3 % n'avaient pas la moitié de ce niveau de vie, et 9,1 % le quart.

« Finalement pour l'ensemble des Pieds-noirs, à cette époque le niveau de vie moyen était de 10 à 15 % inférieur au niveau de vie moyen des Français. » (Club J. Moulin, o.c., p. 30.)

LA LUTTE DES CLASSES

Si, dans la société algérienne, l'antagonisme entre Européens et musulmans est fondamental (par exemple, en 1936, c'est le front unique des Pieds-noirs qui a contribué à faire rejeter le projet Violette, et la pression du Consistoire juif d'Alger sur Blum n'a pas peu contribué à écarter ce projet), il serait erroné de considérer que les Pieds-noirs forment un peuple homogène. La lutte se situe plus entre les trois groupes (Juifs, Espagnols-Italiens, Français) qui occupent chacun des situations fortes dans un domaine particulier de la production qu'entre salariés et patrons (entreprises de petite dimension, caractère particulier du salariat européen...).

A partir de 1950, la classe dirigeante se scinde en deux :

Les colonialistes, dirigés par les gros propriétaires fonciers (Borgeaud, Germain, de Calan...), sont liés au capital français qui tient le quasi monopole du commerce extérieur, du tabac, de l'alcool, de la distribution du sucre, du ciment, des textiles, des allumettes, de l'exploitation des mines avec sa clientèle de petits blancs étrangers d'Oranie et de l'Est, partisans du statu quo, et qui s'expriment dans « L'Echo d'Alger », l'organe de Sérigny.

Les néo-colonialistes ou « libéraux » qui regroupent les grands capitalistes algériens (Blachette, Tiné...), l'Eglise, le R.P.F., appuyés par les Juifs qui assurent, grâce à leur puissance électorale, l'élection du maire J. Chevalier. Ils sont liés au groupe Rothschild. Ils précé-

(1) Club Jean Moulin : Deux pièces du dossier Algérie (Editions du Seuil, 1962, p. 148).

nisent une évolution par étapes de l'Algérie, en accord avec les tendances modérées des nationalistes algériens de l'U.D.M.A., des Oulémas, puis des centralistes du M.T.L.D., plus tard avec le C.R.U.A. puis avec le G.P.R.A.

On retrouvera à chaque étape de la marche vers l'indépendance et des tentatives de négociation, de 1956 à juin 1962, cette « aile libérale ». Dans les deux dernières années de la domination directe française, l'O.A.S. la fera taire, et ce ne sera que devant l'effondrement de « l'Algérie française » que Susini (représentant les petits-bourgeois français d'Algérie) se ralliera à J. Chevallier et à Tiné qui négocient un accord avec le F.L.N. — trop tard pourtant pour éviter l'exode des vaincus, vite transformé en panique. Seule restera la puissance financière (Schiaffino, Blachette, Tiné, Chevalier), qui contrôle les circuits financiers et commerciaux.

Les classes sociales chez les musulmans

Existait-il, en 1954, *UNE BOURGEOISIE MUSULMANE* ? Pour E.F. Gautier (1), il y avait, en 1830, une classe dirigeante : les Turcs, mais elle fut congédiée par les Français, et l'Algérie indigène, essentiellement rurale, s'est trouvée entièrement décapitée. Il existe sans doute des médecins, des commerçants des avocats, mais :

« Ces messieurs sont des individus, ils sont peut-être un parti politique, ils ne sont pas une classe distincte » (p. 196).

Cela est l'aboutissement d'une longue histoire, au cours de laquelle les conditions géographiques, économiques, historiques et sociales n'ont pas permis le développement de grandes cités comparables à Tunis ou Fès. Et il conclut :

« Les conséquences sont considérables. Il y a en Algérie une plèbe rurale et pastorale, et, pour encadrer cette plèbe, rien d'autre que les 833.000 colons, seule classe bourgeoise constituée. » (Id., p. 197.)

Cette thèse fut celle de tous les partis nationalistes algériens (P.P.A., M.T.L.D., M.N.A. ou F.L.N.). Ben Bella l'a reprise à son compte, en disant qu'il existait « une mentalité bourgeoise plus qu'une bourgeoisie ». Elle est à la base des analyses de staliniens, de Fanon ou des pablistes.

Que représentait la bourgeoisie musulmane en 1954 ?

(1) E.-F. GAUTIER : Un siècle de colonisation (Alcan, 1963).

Si l'on considère sa part dans la production totale, celle-ci n'est pas négligeable. Devant la poussière des petites exploitations paysannes, les 8.499 propriétaires qui possèdent ensemble 1.688.800 ha, avec des exploitations de dimensions souvent comparables à celles des Européens, dominent le secteur musulman. En effet, eux seuls possèdent le bétail et le matériel nécessaire à l'agriculture : chevaux pour le labourage, charriage, dépiquage... Ils prêtent, à des taux usuraires, les semences, assurent les soudures, autorisent le pacage ou le ramassage du bois et des produits de la forêt qu'ils contrôlent, fournissent l'argent pour les mariages, les décès, les impôts, les procès. A la récolte, ils accaparent une part importante de la production, si bien que les petits propriétaires sont dans la dépendance totale des moyens et gros propriétaires fonciers (1).

Donc c'est Mais cette bourgeoisie assure aussi bien la liaison avec le secteur européen capitaliste. En effet, si elle continue à produire des céréales, elle consacre de plus en plus ses terres aux cultures « modernes » : vigne, agrumes, etc., d'un meilleur rapport, mais qui la rendent totalement dépendante des banques sur le plan des débouchés, investissements et crédits. La bourgeoisie musulmane est donc devenue en Algérie une classe « compradore », dont le sort est lié à celui de la colonisation. Cette dépendance était une faiblesse, comme l'écrit D. Rousset :

« La bourgeoisie algérienne ne pouvait se constituer en classe dominante et la bourgeoisie se transformer en grande bourgeoisie industrielle et agraire qu'en grimpant sur le dos de la bourgeoisie pied-noir, qu'en étroite participation avec le capital européen en Algérie. Et cela durant une longue période » (1).

Mais la liaison avec l'impérialisme a multiplié par mille ses forces. C'est pourquoi la bourgeoisie, présente au F.L.N. dès le début (centralistes, oulémas, U.D.M.A.), a apporté son appui, en 1958, après la défaite du prolétariat français, l'arrivée de De Gaulle au pouvoir et la capitulation du M.N.A., au G.P.R.A., le gouvernement soutenu par Moscou, l'impérialisme et les états bourgeois arabes. C'est elle qui a imposé Evian au F.L.N. Mais l'exode massif des Pieds-noirs de la gestion économique a anéanti les possibilités, pour la bourgeoisie musulmane, de se substituer aux Européens défaillants et d'assurer la relève. Doit-on, pour cela, conclure à

(1) En ce qui concerne l'exploitation et la paupérisation de la paysannerie, nous ne disposons d'aucune étude complète qui nous permette de préciser l'accroissement des revenus et besoins monétaires dans le budget des familles paysannes du secteur traditionnel.

(1) *France-Observateur*, 28 novembre 1963.

la transformation de l'Algérie en pays socialiste ? Il faudrait alors démontrer que les rapports capitalistes y sont abolis, non seulement dans l'agriculture, mais dans tout le domaine de la production, et que le prolétariat — seule classe qui puisse, historiquement, succéder à la bourgeoisie comme classe dominante — dirige l'Etat. Or, une telle démonstration est impossible à faire, comme nous le verrons en étudiant les rapports de production de l'Algérie actuelle.

Les *CLASSES MOYENNES* sont peu nombreuses et de formation récente. Elles englobent une faible couche de propriétaires fonciers moyens (50 à 100 ha) et certaines catégories urbaines.

L'industrie n'a joué aucun rôle notable dans leur développement (la catégorie des ingénieurs et contremaîtres est mince). Par contre, c'est le commerce, avec l'accroissement de la circulation des marchandises, qui a permis leur croissance. Intermédiaires entre les douars et la ville, ils circulent sur tous les marchés, deviennent revendeurs de volailles, marchands de légumes, épiciers ou bouchers ambulants, courtiers en bestiaux. D'autres s'installent dans les villes, et deviennent revendeurs de tissus, céréales, denrées alimentaires diverses... D'autres deviennent entrepreneurs de transport, tiennent un café, ou deviennent courtiers et agents d'affaires. Dans l'ensemble, ils forment une catégorie peu nombreuse, mais importante sur le plan économique, car elle contrôle les échanges. La guerre a développé la catégorie des intermédiaires, qui ravitaillaient les maquis en prélevant sur eux leur dîme. Elle s'est renforcée avec les cadres venant du djebel, dont un bon nombre sont arrivés avec les cotisations qu'ils s'étaient partagées, comme avec les cadres de l'extérieur, revenus nantis.

Autre élément constitué par le « secteur tertiaire » : professions libérales (avocats, médecins, pharmaciens...), fonctionnaires groupant les employés, les caïds, gardes...

Esquissons maintenant les aspects essentiels de la *PAYSANNERIE ALGERIENNE* avant l'indépendance. Le processus qui a conduit à la fin du XIX^e siècle à la destruction de la paysannerie traditionnelle (fellahs, khammès, salariés, aristocratie foncière...) s'est encore accentué depuis la crise de 1929 :

« A partir de 1930, tout se précipite. Les besoins augmentent, l'argent coule ; les salaires et traitements jouent un rôle grandissant ; tout prend une tournure juridique plus dure, participe d'une économie plus contraignante. Une âpreté prosaïque envahit les contrats aussi bien agricoles que l'élevage » (1).

(1) J. BERQUE : Le Maghreb entre deux guerres (Editions du Seuil, 1962, p. 158).

Le tableau suivant permet de mesurer l'ampleur de cette transformation :

	1930	1938	1940	1948	1954
Propriétaires	617.544	549.395	531.600	537.800	494.500
Métayers	630.600	713.000	—	132.900	60.400
Khammès (fermiers) ..	50.771	55.600	—	—	—
Ouvriers journaliers ..	428.032	462.467	—	448.100	357.500
Ouvriers saisonniers ..	—	—	—	35.800	77.100
Ouvriers permanents ..	—	—	—	—	108.800
Main-d'œuvre familiale (chômeurs)	—	—	—	—	1.438.300

(Nouschi, La naissance du nationalisme algérien, p. 120.)

Ainsi, de 1930 à 1954, le nombre des propriétaires diminue de 20 %, celui des ouvriers agricoles (journaliers, saisonniers, permanents) croît de 29 %, tandis que disparaissent les métayers :

« La guerre semble avoir éliminé l'un des éléments de la société rurale algérienne. Les métayers et les khammès sont probablement passés en partie dans la catégorie des journaliers, catégorie qui fournirait elle-même l'essentiel du contingent des travailleurs algériens émigrant en France. Il s'agirait donc d'une véritable mutation de la structure sociale. » (Nouschi, o.c., p. 121.)

Cette petite paysannerie ne cesse de se paupériser. Disposant de peu de capitaux, le fellah conserve la faucille, l'araire qui égratigne le sol, et l'âne pour le transport et la culture. Son bétail (chèvre, mouton) est maigre. Il conserve la culture aléatoire des céréales (orge et blé dur). Les rendements sont en baisse constante. La production totale ne croît que légèrement, alors que la population s'est fortement accrue, comme le montre le tableau suivant (en milliers de quintaux) :

	1938	1955	1958
Blé dur	6.277	9.261	8.386
Orge	5.871	6.928	7.301

Le rôle de la femme, si important dans la transformation des produits (tissage, vannerie, poterie) et dans l'approvisionnement (collecte des plantes comestibles), a diminué, la misère s'est accrue dans le foyer. Enfin, signalons que la pratique de l'entraide (biens habbous, charité), si efficace dans les périodes de disette, a disparu avec l'éclatement des grandes familles.

Une dit est nécessaire / Il faut dire

Peut-on parler maintenant d'une expérience commune de la production agricole dans la paysannerie algérienne. On en revient encore à la distinction de deux régimes. Le secteur musulman n'est qu'un réservoir de main-d'œuvre non qualifiée. Mais, dans le secteur moderne (plaine d'Oranie, Mitidja, Constantinois), il existe un véritable prolétariat rural, constitué par les ouvriers permanents et les saisonniers, différencié, pour qui la principale ressource est le salaire en argent, possédant souvent une bonne qualification, et une conscience de classe et de l'organisation qui s'est manifestée en 1936. A cette date « des grèves éclatent dans les régions agricoles à forte concentration ouvrière. C'est ainsi qu'à Aïn Témouchent, au cœur de l'Oranie, se fait sentir l'action des militants prolétariens de Beni Saf. Une Bourse du travail est fondée en 1936... Les grèves se multiplient dans les régions à primeurs... on dénombre en Algérie, fin juin 1936, plus de 100.000 grévistes. » (J. Berque, o.c., p. 286.)

Cependant l'organisation syndicale s'est peu développée dans l'agriculture. Elle était récente, limitée géographiquement, et s'adressait à une main-d'œuvre trop souvent saisonnière et mobile. Par ailleurs, la moindre revendication syndicale débouchait sur l'action politique et remettait en cause tout le système colonial. Les militants étaient alors emprisonnés ou étaient absorbés dans le P.P.A.-M.T.L.D.

La guerre n'a pas facilité les choses. Sitôt créée, l'U.S.T.A. (Union syndicale des travailleurs algériens) fut dissoute, et tous ses cadres emprisonnés. Puis ce fut au tour de l'U.G.T.A. C'est pourquoi M. Launay parle « d'expérience unique du syndicalisme agricole algérien de 1958 à 1961 » (1). Et encore ! Il s'agissait d'un syndicat... C.F.T.C. (1), dirigé par un ancien de la J.A.C. Le militant le plus connu, Benamar, était, lui, en prison

LE PROLETARIAT ALGERIEN

Depuis le début du siècle, la population a doublé en Algérie. Il s'est constitué un « trop plein rural », qui n'a pas pu être absorbé par les centres industriels trop peu importants. Par ailleurs, la mécanisation de l'agriculture a entraîné une réduction constante de l'emploi. Qu'est devenue cette masse sans cesse grandissante ? Une partie est restée sur place, une autre s'est entassée dans les bidonvilles, et une troisième a pris le chemin de l'émigration en France.

Dans l'agriculture, comme nous l'avons déjà vu, il existe un

(1) M. LAUNAY : Paysans algériens (Ed. du Seuil, 1963, pp. 330-340).

prolétariat rural authentique, englobant les travailleurs permanents, les saisonniers et les tâcherons, c'est-à-dire les travailleurs qui vivent essentiellement de leur *salaire* (de la vente de leur force de travail à un capitaliste), que ce salaire prenne la forme de l'argent ou soit payé en nature. Mais le problème devient plus complexe quand on aborde le secteur traditionnel, dans lequel il existe une masse de paysans sans terre ou possédant un lopin ridicule. Faut-il les considérer comme des clochards (comme le fait Germaine Tillon), ou, recourant à la méthode des populistes russes, à la manière de Fanon ou de Pablo, considérer toute la paysannerie de ce secteur comme une masse indifférenciée.

Là aussi, il nous faut distinguer paysans riches, paysans moyens et prolétariat, et englober dans cette dernière classe (1), tous ceux qui vendent, sous une forme ou sous une autre, leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Mais, lorsque survient une crise importante (par exemple les mauvaises récoltes de 1951 dans le Constantinois), la seule manière de survivre est d'émigrer vers le « douar » (village arabe qui s'est constitué à proximité du marché local). Ce phénomène s'est généralisé depuis 1950, et a modifié la géographie humaine de l'Algérie.

Agglutinés près des villages, ces travailleurs trouvent leur subsistance dans l'élevage de chèvres, de poules, etc., et la vente intermittente de leur force de travail (ramassage des légumes secs, emplois domestiques).

Du village, une partie passe à la ville régionale, ou s'en va, vers les grandes villes du littoral, grossir les bidonvilles. Une littérature abondante a décrit la condition de ces misérables, vivant d'expédients ; la désintégration des traditions villageoises et de la morale traditionnelle, la prostitution des femmes, etc. Bref, autour des villes se regroupe une couche qui, par bien des traits, est plus proche du « lumpen » que du prolétariat. C'est parmi ces affamés que le F.L.N. a recruté les troupes de choc du terrorisme urbain aveugle ; c'est vers eux qu'il s'est tourné pour trouver des instruments utilisables contre l'organisation prolétarienne, l'U.G.T.A.

Mais cette masse n'est pas stabilisée. Il ne s'agit nullement

(1) « Un autre type nouveau est le prolétariat rural, la classe des ouvriers salariés possédant un lot de terre. Ce type englobe la paysannerie non possédante, y compris celle qui est complètement dépourvue de terre ; mais le représentant le plus typique du prolétariat rural russe est le salarié agricole, le journalier, le manoeuvre, l'ouvrier du bâtiment ou tout autre ouvrier, pourvu d'un lot de terre. » (V. Lénine : Le développement du capitalisme en Russie, Editions en langues étrangères de Moscou, pages 184 et 185.)

d'une « classe lumpen », mais d'éléments « lumpénisés ». Souvent, d'ailleurs, certains de ses membres se détachent du bidonville, lorsqu'ils ont trouvé un emploi à la ville — ou émigrent.

En effet, si l'Algérie n'a pas connu de véritable industrialisation, entraînant une modification profonde des rapports entre la ville et la campagne (en 1955, par exemple, 80 % de la population active musulmane relevait de l'agriculture), les besoins mêmes de l'impérialisme ont entraîné la création « d'ilôts » industriels avancés (mines, pétrole, quelques industries de transformation) et d'une infrastructure nécessaire au fonctionnement de ces secteurs (transports, bâtiment, services publics, etc.). Ainsi, s'est créé, en Algérie même, *un véritable prolétariat industriel*, né non comme conséquence d'un développement de la bourgeoisie nationale, mais comme produit direct de l'économie capitaliste mondiale.

Quelques chiffres, tiré de l'introduction à l'ouvrage « Les Algériens en France » (P.U.F., 1955, page 22) donnent une idée de l'importance numérique de cette couche :

« En dehors des professions agricoles, on trouve 350.000 hommes et 50.000 femmes. Les hommes appartiennent surtout aux catégories transports et manutention, techniciens et métiers manuels des industries de transformation et commerce... La catégorie patrons-directeurs, gérants et chefs de service n'est presque pas représentée ; les artisans forment près de 25 % du total, les ouvriers, employés et cadres inférieurs 75 %. »

D'autre part, l'émigration des Algériens en France a connu une grande ampleur dans la période de l'entre-deux-guerres. Un de ses traits c'est son caractère saisonnier. Ainsi, de 1947 à 1953, il y a eu 746.300 arrivées en France et 561.000 retours, soit un solde de 184.700.

L'émigration provient d'abord des régions à très forte densité et aux ressources limitées (Kabylie, plaines du Constantinois). Elle est relativement organisée. L'émigré ne se dilue pas dans la population française, mais reste regroupé avec des originaires de son douar ou de sa région. Les émigrés sont absorbés par les régions industrielles (Nord, Est, région parisienne, Lyon, Marseille).

Cette organisation des Algériens et le caractère limité de leur émigration les rend souvent imperméables à l'influence française. L'exploitation intense qu'ils subissent renforce leur hostilité au monde extérieur, en sorte qu'ils se frottent à la société moderne, mais ne la pénètrent pas réellement.

Cependant, aussi limité que soit son séjour, l'Algérien, en usine,

travaille en équipe et côtoie des prolétaires français, portugais, marocains, africains — ou des Algériens d'autres régions. Et la même exploitation qui, par certains de ses effets, conduit le travailleur algérien à se replier sur lui-même, est, plus profondément, le ciment de sa solidarité avec tous ces travailleurs d'origines différentes. L'adversaire est le même : le capital et ses agents. La moindre grève, la moindre manifestation syndicale lui font prendre conscience de la réalité de la lutte des classes. Lorsqu'il retourne en Algérie, même s'il n'est jamais sorti de sa médina, si ce n'est pour se rendre au chantier, l'ouvrier algérien est transformé dans son comportement comme dans ses revendications.

Par ailleurs, ceux qui s'installent en France ne demeurent pas des émigrés, car le brassage constant, les arrivées incessantes rendent les informations vivantes et suivies, assurant la présence du pays et de ses luttes.

Dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien, l'émigration en France a joué un rôle très important. C'est dans les centres industriels de la région parisienne, du Nord et de l'Est qu'est née et s'est développée, au lendemain de la guerre 14-18, l'Etoile nord-africaine. Ce sont les militants passés par la France qui furent, en Algérie, les meilleurs cadres du P.P.A., du M.T.L.D., du M.N.A. ou du F.L.N.

Le fait qu'une fraction très importante du prolétariat industriel algérien se soit trouvée géographiquement séparée de son cadre national, a, certes, pesé lourd dans l'histoire de la révolution algérienne. Mais cela ne change rien au fait que le prolétariat algérien est la seule force sociale capable de résoudre les problèmes de cette révolution.

Il faut toujours penser en termes internationaux. Ce qui donne sa force à la misérable bourgeoisie algérienne, c'est sa liaison organique avec l'impérialisme. Ce qui fait du prolétariat algérien la seule force capable de diriger la révolution jusqu'au bout, ce n'est pas seulement son enracinement dans la société algérienne, mais le fait qu'il est partie intégrante du prolétariat international.

Il était pourtant nécessaire de décrire ce prolétariat algérien, pour montrer que notre position n'est en rien un jeu de l'esprit, qu'il existe, en Algérie comme ailleurs, des prolétaires capables de jouer le rôle que le développement historique a, partout dans le monde, assigné à la classe ouvrière.

D'ailleurs, s'il fallait une preuve supplémentaire on la trouverait sans mal dans les actes de ceux-là mêmes qui soutiennent que cette classe ne peut, en Algérie, exercer son hégémonie. Ils déploient, en effet, de nombreux efforts précisément pour lui interdire de s'organiser comme *classe*...

LA QUESTION AGRAIRE EN 1954

L'agriculture algérienne présente un double régime. Le secteur moderne, européen, capitaliste, mécanisé, installé dans les meilleures terres du Tell, profitant de l'irrigation et des crédits, atteint de hauts rendements et se caractérise par une production presque uniforme de vins, de légumes, agrumes, blé tendre, largement écoulée sur le marché français.

Le secteur traditionnel, musulman, dominant dans l'Algérie orientale (Kabylie, Constantinois, Aurès) et le Sud algérien, continue à pratiquer la culture des céréales (blé dur, orge) et l'élevage du mouton. Ses rendements sont faibles, ses récoltes aléatoires, sa paupérisation croissante.

Sur la répartition de la population foncière ; le recensement de 1950-1951 fournit le tableau suivant :

Exploitations	Nombre d'exploitants			Superficie en milliers d'hectares		
	Non	Musul-	Total	Non	Musul-	Total
	musul-	mans		musul-	mans	
—	mans	mans	—	mans	mans	—
Moins de 1 ha	2.393	105.964	108.347	0,8	37,2	38
De 1 ha à 10 ha	5.030	332.529	337.568	21,8	1.341,3	1.363,1
10 ha à 50 ha ..	5.585	167.170	172.755	135,3	3.185,8	3.321,1
50 ha à 100 ha ..	2.635	16.580	19.215	186,9	1.096,1	1.283
Plus de 100 ha	6.385	8.499	14.844	2.381,9	1.688,8	4.070,7
Ensemble de						
l'Algérie	22.037	630.732	652.769	2.726,7	7.349,2	10.075,9
Dont l'Algérie						
du Nord	21.674	534.310	564.984	2.706,1	7.131,2	9.387,3

(Cité dans « Club Jean Moulin ». Deux pièces du dossier algérien, p. 148.)

La simple comparaison des superficies moyennes d'exploitation est déjà significative (11,6 ha contre 123,7). Plus édifiante est la comparaison entre les grandes et les petites exploitations : 7.423 Européens seulement contre 438.483 musulmans (sur un total de 630.732 agriculteurs musulmans) ont de 1 à 10 ha. La moyenne des grandes exploitations de plus de 100 ha est de 373 ha pour les Européens,

196 pour les musulmans. 6.385 Européens possèdent plus que 3/4 des fellahs (2.381.900 ha, contre 1.378.500 ha seulement).

Mais cette statistique ne fournit que des données quantitatives. Elle fait abstraction de toute la différence qualitative entre les deux régimes de propriété en Algérie, que nous allons étudier séparément.

Le secteur moderne

Le secteur moderne est concentré dans la région la plus favorable de l'Algérie : le Tell (98 % des exploitations). Il n'est pas possible d'esquisser ici une histoire de la colonisation, de montrer comment les Européens s'étaient emparés de la terre. Rosa Luxembourg avait traité des premières étapes du processus dans son « Accumulation du capital » (« L'Introduction du capitalisme en Algérie », chapitre XXVII).

Il suffit de dire que le « tournant » dans l'histoire de l'agriculture algérienne sera provoqué par la crise du phylloxéra ravageant le vignoble du Midi français. Le vignoble va alors se développer en Algérie au détriment des céréales. La concentration va se renforcer, le contrôle des banques devenir de plus en plus étroit :

« Il y a un lien étroit entre la viticulture et la banque. La vigne n'atteint son plein rendement que 4 ou 5 ans après la plantation. Lorsqu'elle est en plein rendement, les frais sont énormes, surtout depuis que les maladies parasitaires exigent des sulfatages, des traitements chimiques préventifs... Le colon compte ses hectares par dizaines, et son fonds de roulement dépasse ses possibilités personnelles. Son fonds de roulement n'est pas à lui, il l'emprunte à la Banque » (1).

La crise mondiale de 1930 secoue fortement l'Algérie et généralise les rapports capitalistes dans l'agriculture et dans toute la société algérienne. Protégée par les pouvoirs publics, la grosse colonisation se renforce et s'agrandit jusqu'en 1940, au détriment des petits colons ou des musulmans.

Le développement de la propriété privée européenne (terres agricoles et forêts) se résume finalement ainsi :

1850	115.000 ha	1900	1.942.000 ha
1870	765.000 ha	1920	2.581.000 ha
1880	1.245.000 ha	1940	3.045.000 ha
1890	1.635.000 ha	1954	3.028.000 ha

Les 3.028.000 ha de 1954 comprennent 2.818.000 ha de terres agricoles et 210.000 ha de forêts (2).

(1) E.-F. GAUTIER : *Un siècle de colonisation* (Alcan, 1930), p. 75.

(2) GALISSOT : *L'économie de l'Afrique du Nord* (P.U.F., 1961), p. 45.

Part du secteur européen dans la production totale, en 1950 :

Blé tendre	3/4
Ensemble des céréales	1/2
Vin	90 %
Agrumes	90 %
Oliviers	1/3
Cultures maraîchères	2/3

Nous reviendrons sur la valeur de la production européenne. Signalons déjà que le revenu de 1 ha de vigne est 10 fois supérieur à celui de 1 ha de céréales, celui de 1 ha d'agrumes 11 fois et celui de 1 ha de tomates 30 fois (1). L'agriculture moderne utilise des techniques perfectionnées et procède à un effort remarquable pour améliorer la technique et compléter l'équipement. Malgré le développement de la petite industrie, le marché algérien des produits de consommation n'est que très peu alimenté par les industries locales.

LES GRANDS DOMAINES CAPITALISTES

Avant d'étudier le poids de la grosse colonisation sur l'économie algérienne, citons quelques grands domaines : le domaine d'Aïn Regada (66.000 ha) dépendant de la Compagnie Algérienne, les domaines de Keroulis (61.000 hl de vin) de la Mitidja, de la Trappe et du Chapeau de gendarme (Borgeaud) avec ses 1.200 ha dont 776 de vigne et 80 d'orangers ; les fermes du Chelif...

CAPITALISTES FRANÇAIS ET ALGERIENS

Si les capitalistes locaux algériens d'origine européenne (Shiafano, Blachette, etc.) détiennent dans la structure capitaliste de l'Algérie une place importante et solide, cette part reste cependant modeste. Les vrais maîtres de l'Algérie, *ce ne sont pas les colons mais les groupes financiers français*. Le capital français contrôle les banques algériennes. Ainsi, le « Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie » est contrôlé par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque d'Indochine avec participation du groupe Borgeaud ; la Banque industrielle d'Afrique du Nord est contrôlée par les groupes Worms, la Banque d'Indochine et la Banque de l'Union Parisienne Mirabaud ; la Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque est contrôlée par la Banque de l'Union Parisienne-Mirabaud, Mallet et Vernes... » (2).

(1) Idem, p. 89.

(2) *Economie et Politique*, numéro spécial « La France et les trusts », 1954, p. 111.

LE CONTROLE DE LA VIE ECONOMIQUE ALGERIENNE

PAR LE CAPITAL FRANÇAIS

Quelques grands groupes financiers métropolitains détiennent des positions essentielles dans les banques qui dominent l'économie algérienne, dans le commerce extérieur et dans les grandes compagnies minières. Parmi eux, le groupe Banque de l'Union Parisienne-Mirabaud domine l'importante Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque et sa sœur jumelle la Compagnie Algérienne, les groupes miniers « Ouenza » (3/4 du fer algérien), « Mokta-el-Hadid », les « mines de Ouasta et de Mesloul » (30 % du plomb algérien)... Il participe à la puissante « Société des lièges des Hamandas et de la Petite Kabylie » qui est le plus gros producteur de liège du monde. Il contrôle la puissante « Société Commerciale d'Affrètements et de Commission » qui joue un grand rôle dans tous les trafics portuaires, tant en France qu'en Algérie et au Maroc.

Le groupe Rothschild contrôle Penarroya (25 % du plomb), les mines du Guergour (zinc)..., le commerce extérieur, tant par la flotte dont il dispose — les « Bateaux à vapeur du Nord » et la S.A.G.A. notamment, qui contrôlent le commerce du vin et prennent une part notable dans l'exportation des agrumes — que par la mainmise qu'il a, au travers de la « Société algérienne des pétroles Mory », sur le marché des produits pétroliers de soute en Afrique du Nord et en Afrique occidentale, etc. (1).

LES DEBOUCHES — LE MARCHÉ INTERIEUR ALGERIEN

Peu de produits de l'industrie locale absorbés par le secteur moderne. La plupart des produits (textiles, laines, produits d'entretien, sucre, huile...) viennent en France.

La dépendance est de plus en plus grande à l'égard du marché français. Les agriculteurs liés aux banques vendent en une seule fois leur récolte et vivent ensuite en dépensant leur argent. Les ressources procurées par les cochons, les œufs, volailles, produits laitiers..., sont devenues de plus en plus insignifiantes à partir de 1948-52.

— Structure du commerce extérieur : en 1956 (pourcentage en valeur).

	Exportations	Importations
Produits alimentaires	67	26
Matières premières et demi-produits ..	29	25
Produits fabriqués	4,1	49

(1) « Vérités sur l'Algérie », de R. Barbé, dans *Economie et Politique*, de janvier 1955.

Le secteur traditionnel

La propriété européenne a refoulé vers les terres arides du Sud ou dans les montagnes les anciens propriétaires.

La politique coloniale désintégra la propriété collective indigène (Senatus Consulte de 1863 et loi Warnier de 1875 en furent les principaux instruments). L'administration préleva l'impôt, supprima les organisations culturelles, les institutions juridiques et d'enseignement public qui existaient sur le plan tribal, abolissant les anciennes unités administratives ou politiques.

« *Le mouvement, à peine esquissé en 1875, s'affirme dès 1884 et se précipite ensuite pour s'achever pratiquement à la fin du siècle.* » (1). Mais le développement du capitalisme, s'il devait provoquer la concentration des meilleures terres dans les mains de quelques-uns, ne devait pas restreindre le secteur traditionnel, mais au contraire l'élargir :

— En Kabylie, les paysans rachetèrent systématiquement les terres expropriées.

— Sur les Hauts-Plateaux, les colons abandonnent la culture aléatoire des céréales et partent vers la ville. Le mouvement s'est accéléré pendant les crises de l'entre-deux-guerres, puis, après 1945, rendant d'immenses territoires épuisés par une agriculture intensive au secteur traditionnel.

Compte tenu de la différence des terres (nature, situation), de leur épuisement, de la faiblesse des investissements, de la croissance démographique, des techniques arriérées utilisées (faucille, l'âne, l'araire), de la nature des cultures (céréales essentiellement), de la faiblesse des rendements (4 à 5 quintaux à l'hectare en moyenne), des aléas des récoltes et des circuits commerciaux tenus par les Européens, nous pouvons distinguer trois régimes de propriété :

1° Les petits paysans (moins de 50 ha) : 605.633 propriétaires pour 4.564.300 ha.

2° Les propriétaires moyens (de 50 à 100 ha) : 16.580 propriétaires pour 1.096.100 ha.

3° Les grands propriétaires (plus de 100 ha) : 8.499 pour 1.688.800 ha.

Nous voyons donc que pour la quasi-totalité du peuple algérien la question agraire se posait avec une acuité extraordinaire.

(1) YACONO : *La colonisation des plaines du Chelif*. (Tome 2, p. 289.)

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN 1963

L'exode massif et brutal des Pieds-noirs, au cours de l'été 1962, a créé une situation explosive dans l'agriculture algérienne, car *c'est tout le secteur moderne qui s'est trouvé en vacance.*

Il est difficile d'étudier la question agraire dans l'Algérie actuelle, car les rapports entre les classes ne sont pas stabilisés, et aussi par suite de la désorganisation du service de la statistique. Cependant la Direction générale du plan et des études économiques a fait paraître des documents (1) que nous utiliserons largement (et dont sont extraites les citations sans référence dans ce qui suit).

1° Bilan de la production agricole 1962-1963.

Malgré l'exode européen, l'insécurité durant l'été, la désorganisation totale, l'insuffisance du matériel et la réduction des terres cultivées, le bilan n'est pas mauvais. En effet, deux facteurs positifs ont joué : les conditions climatologiques très favorables, et une large initiative des paysans :

« La production des céréales a été de 22.263.000 quintaux pour une moyenne de 21.600.000 qx entre 1954 et 1959 ; celle des agrumes de 3.800.000 qx contre 3.700.000 pour 1960-1961 ; sur l'ensemble de l'année, la production de cultures maraîchères a été normale pour les artichauts, les pommes de terre (2.160.000 qx) et les tomates (500.000 qx), mais la surface cultivée, durant l'automne 1962, est en nette régression sur celle de l'année 1961. Par contre, les résultats de la campagne viticole sont de 10,5 millions d'hectolitres contre

(1) « Etude sur la situation économique de l'Algérie au 1^{er} janvier 1963 », puis une « Note rapide sur la situation de l'industrie au 1^{er} avril 1963.

une moyenne de 15 millions.» (Dans « Confluent » de juin-juillet 1963, p. 522.)

Examinons la balance commerciale. Après une chute sévère, à la suite de la crise de l'été, les exportations ont repris depuis octobre 1962.

Moyenne des dix premiers mois (unité : million de francs)

	Exportations vers la France	Importations de France
1961	229,3	360,9
1962	261,8	225,3

La balance commerciale s'est donc modifiée. Le déficit habituel a fait place à un excédent, mais l'examen des postes révèle que l'amélioration n'est qu'apparente. L'accroissement des exportations provient de 3 postes : les matières premières d'extraction, le pétrole, les produits alimentaires (produits maraîchers, agrumes et surtout le vin).

« Le vin assure à la jeune république une de ses principales recettes d'exportation (1.167 millions de francs en 1962, soit — si l'on exclut le pétrole — 64 % des ventes de l'Algérie à l'étranger) » (2).

La diminution des importations porte essentiellement sur les biens d'équipement, machines, matériel agricole...

La permanence du double secteur

Le départ des Pieds-noirs n'a pas supprimé le caractère asymétrique de l'économie algérienne. Le secteur moderne est passé entièrement aux comités de gestion. Le secteur traditionnel n'a pas été touché par la réforme agraire.

La politique économique de Ben Bella rejoint donc celle qu'avaient définie le plan de Constantine ou les accords d'Évian : ne pas faire disparaître le double secteur, mais au contraire le développer encore ; développer le secteur moderne, en y maintenant les cultures qui ne peuvent trouver de débouchés que sur le marché français (vins, agrumes...) ; faire du secteur traditionnel un réservoir de matières premières et de main-d'œuvre (les réservoirs traditionnels : Italie, Espagne, Portugal, sont presque épuisés). En tout cas les ouvriers européens peuvent mieux s'organiser, alors que les

(2) *Le Monde* : page économique hebdomadaire. 22-23 juin 1963. En 1961, 50 % des ventes seulement. De Gaulle a soutenu systématiquement Ben Bella en débloquant des tranches à chaque fois que celui-ci était en difficulté, de sorte que Ben Bella, qui ne cesse de proclamer le caractère islamique de l'Algérie, édifie son état à l'aide de la vente du vin !

Algériens, coupés du prolétariat français, sont soumis à l'exploitation brutale au profit des grandes villes ou de l'industrie européenne.

On voit ici que l'orientation économique prise par Ben Bella perpétue la dépendance de l'Algérie envers la France. Cela devient flagrant lorsqu'on étudie le secteur industriel.

2° Le secteur industriel

La statistique révèle une baisse de la production dans le secteur public, une hausse dans le secteur privé. Prenons quelques branches significatives.

a) Secteur public

Voici l'évolution de la production d'énergie (tableau des indices mensuels de janvier 62 à mars 63 ; base 100 = moyenne mensuelle de 1961) :

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F
98	102,8	86,4	86,8	84,2	75,2	72,9	79,2	76,2	77,3	80,7	82,1	77,6	79,7

L'industrie d'équipement (entreprises métallurgiques de transformation et de constructions mécaniques, tuileries, briquetteries, entreprises de travaux publics) a subi une baisse importante en 1962. Malgré la légère reprise en fin d'année, la situation reste précaire. Seuls, les travaux d'aménagement comme ceux d'Arzew (usine de liquéfaction de gaz d'Hassi R'mel) et de Bône (complexe sidérurgique) ont évité l'effondrement dans ce secteur. Notons la disparition des petites entreprises et le renforcement des grosses. Sur 2.000 il n'en reste que 600, mais le potentiel demeure à 75 % de ce qu'il était.

Dans le domaine de la métallurgie (entreprises de constructions métalliques et mécaniques, fabrication du matériel agricole des tubes métalliques, des fils câblés et du matériel électrique), c'est l'effondrement, avec une baisse de 50 % en 1962 sur 1961, année de récession.

La situation des industries de transformation n'est guère brillante. Le capitalisme cherche en effet à étrangler ce secteur qui pourrait servir au démarrage de l'industrie légère. Les semouleries, meuneries, fabriques de pâtes alimentaires, tabacs, corps gras connaissent de grandes difficultés.

La production de pâtes et couscous traditionnellement exportatrice rencontre sur les marchés une sévère concurrence. En 1962,

elle n'avait que 85 % de son activité de 1961. Et encore ne se maintient-elle que par les exportations sur le marché français. Quant à la meunerie, elle tend à se limiter au marché local ou régional.

b) Secteur privé

Dans le pétrole on note une augmentation de la production. En millions de tonnes on passe de 15,656 en 1961 à 20,5 en 1962.

Dans les phosphates, maintien au niveau de 1961 : 425.000 t.

Dans le minerai de fer, la crise de l'été a provoqué une diminution : 2 millions de tonnes en 1962 contre 2.835.000 en 1961.

Dans l'ensemble « *le secteur des industries extractives... est entièrement conditionné par les cours mondiaux. Il est encore essentiellement privé* » (1). Le capital peut fermer à sa guise les mines non rentables (ex. : gisements du Konif), et en ouvrir d'autres plus intéressants (Djebel Onk), sans se préoccuper du reclassement de la main-d'œuvre, ni du gouvernement algérien. Seuls comptent le profit et les cours mondiaux. Comme le capital peut exporter ses bénéfices (loi prévue par le code des investissements, voté en juillet 1963), on peut dire qu'il continue à contrôler entièrement, comme avant, le secteur décisif de l'industrie, et qu'il suce la substance algérienne. Nous pouvons aborder maintenant l'étude du secteur « socialiste ».

La formation du secteur « socialiste »

La crise de l'été 1962 a entraîné le départ des Pieds-noirs et la désorganisation de la vie économique. La grande peur des Pieds-noirs fut provoquée par la crise du F.L.N., qui ne pouvait plus garantir leurs biens, en face de l'immense désir d'appropriation des Algériens. Dans le vide provoqué par cet exode, les paysans s'engouffrèrent. Ils occupèrent les terres, procédèrent à la répartition du bétail et du matériel. Pour éviter de se trouver devant le fait accompli, le Bureau politique du F.L.N. nomma, partout où cela était possible, des préfets qui désignèrent des responsables pour contrôler les comités de gestion qui s'étaient largement développés, tandis que l'A.N.P., agissant comme force de répression, rétablit l'ordre par la terreur en liquidant les cadres paysans et les militants des syndicats ou de l'O.P.A. (Organisation politique et administrative, chargée par le F.L.N. de l'encadrement des régions libérées), trop à gauche.

(1) *Confluent*, o. c., p. 525.

Mais les colons ne revinrent pas en octobre, et il fallait assurer les labours et les semailles. Ben Bella lança la « campagne des labours », qui visait à remettre en culture les terres abandonnées par les Pieds-noirs, et à permettre aux paysans de retourner travailler dans les zones interdites pendant la guerre. Il s'efforça de contrôler le mouvement par l'aide matérielle (tracteurs, semences), mais c'est l'initiative très large des paysans qui contribua au succès et permit une très belle récolte. Restait à régler le problème de la propriété. A qui appartenaient les terres travaillées par les comités de gestion ? Le Programme de Tripoli proclamait bien que la terre est à ceux qui la travaillent, mais, dans ce texte, il y a tant de formules creuses et démagogiques ! En fait Ben Bella était loin derrière le mouvement. C'est ce qu'écrit M. Goué :

« Il semble bien que, pendant les premiers mois de son existence, le gouvernement algérien ait agi avec une extrême prudence. La seule mesure qui ait été prise a consisté à faire cultiver par les fellahs les terres « vacantes », c'est-à-dire celles qui risquaient de n'être pas exploitées. Mais les droits des propriétaires étaient alors réservés » (1).

Cependant, les paysans s'organisaient. Les militants de l'U.G.T.A. développaient les comités de gestion et les organisaient. Ces initiatives exercèrent une très forte pression sur les dirigeants de la centrale syndicale, qui voulurent défendre son autonomie. Mais Ben Bella ne pouvait le tolérer. Il intervint pour faire de l'U.G.T.A. un appendice du F.L.N. Il restait toutefois à régler le problème des terres vacantes et des comités de gestion. Ne pouvant utiliser l'A.N.P., Ben Bella nationalisa les terres pour les soustraire au contrôle des paysans. Cela est très net pour le domaine Borgeaud, où ce furent les paysans qui imposèrent le départ de Borgeaud et de son personnel européen. Ce n'est qu'après que Ben Bella nationalisa les terres, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Mais les nationalisations ce n'est pas encore le socialisme.

« C'est, semble-t-il, sous la pression des paysans eux-mêmes que des décisions plus radicales ont été prises. En divers endroits, les fellahs ont occupé les terres abandonnées, empêchant le métayer algérien qui avait passé accord avec le propriétaire européen de labourer les champs. Il est probable que les responsables algériens n'avaient pas entièrement tort lorsqu'ils déclaraient, après la nationalisation de plusieurs grands domaines, qu'ils avaient dû se résoudre à de telles mesures pour éviter les troubles.

« Bien souvent le gouvernement s'est borné à entériner, purement

(1) *Monde diplomatique*, septembre 1963.

et simplement, les initiatives prises par les paysans. C'est ainsi que les comités de gestion, qui dirigent légalement l'exploitation de certaines propriétés, ont été à l'origine spontanément créés par les fellahs. Les dirigeants n'ont fait que codifier une expérience qui tendait à se généraliser.

« Tout cela explique vraisemblablement les contradictions qu'on peut relever entre les nombreux et différents décrets concernant les biens vacants » (1).

C'est dans ce contexte que les décrets de mars 1963 sur l'auto-gestion ont été pris. Ces décrets, ainsi que les mesures de nationalisation prises en octobre 1963, ont-ils transféré la propriété des terres européennes aux comités de gestion ? Nous verrons plus loin qu'il n'en est rien. Mais il faut tout d'abord parler des institutions de l'économie algérienne.

INSTITUTIONS GLOBALES

5° L'organisme le plus important de l'économie est la *Direction Générale du Plan et des Etudes Economiques*. Créée par l'exécutif provisoire, elle a été rattachée à la présidence du conseil. Bien qu'il manquât de techniciens et d'études de base (statistiques, comptabilité nationale), son directeur, le ben-belliste Témam, a cherché non seulement à coordonner l'activité économique, en liaison avec le conseil national du plan et les commissions spécialisées, pour élaborer le plan de l'Algérie, mais à contrôler toute l'activité économique du pays. De là son intervention dans tous les domaines.

A ses côtés, la Caisse Algérienne du Développement, dirigée par le conseiller économique du président Ben Bella, Smaïl Mahroug. Cette Caisse doit être « l'organisme financier d'exécution des plans et programmes que la Direction du Plan élabore ».

L'extension des pouvoirs de l'Office National de la Réforme Agraire (voir plus loin) et de la Direction du Plan démontre quel genre de planification « socialiste » s'édifie en Algérie. A quel échelon entend-on la voix et la décision de l'ouvrier ou du fellah ?

LE B.N.A.S.S. (Bureau National d'Animation du Secteur Socialiste) a succédé au Bureau des biens vacants, créé pour gérer les propriétés européennes abandonnées. Il s'occupe du secteur « socialiste ». Le directeur en est A. Maachou, partisan du pouvoir, mais Pablo et ses amis semblent influents dans cet organisme, où l'on trouve également le communiste égyptien, Lutfallak Soliman. Un

(1) Idem.

conflit aigu s'est déroulé entre Ouzegane (ministre de l'Agriculture), Pablo (B.N.A.S.S.) et Mahsas (O.N.R.A.) pour l'orientation de l'économie (1). C'est Mahsas qui l'a emporté, et le dernier remaniement ministériel l'a consacré responsable de tout le secteur « socialiste », c'est-à-dire la presque totalité de l'ancien secteur moderne européen (2). Au cours du dernier congrès de l'autogestion, de vives critiques se sont élevées contre la gestion étatiste, et, d'après Rousset, Ben Bella a tranché en faveur du B.N.A.S.S. (3), mais en fait toute la structure étudiée plus haut est demeurée en place.

INSTITUTIONS SPECIALISEES

L'O.N.R.A. (Office National de la Réforme Agraire). Cet organisme, qui dépend de la présidence du conseil, et qui est dirigé par Mahsas, très fidèle à Ben Bella, est devenu le plus important des organismes de l'agriculture. Il dispose de 1.100.000 ha de terres et s'est trouvé renforcé par les dernières nationalisations d'octobre 1963. Il a éliminé peu à peu le ministère de l'agriculture, et relégué le ministre Ouzegane à un simple rôle de figurant. De même, il est entré en conflit avec le B.N.A.S.S., et tend à l'absorber, malgré les décisions prises au dernier congrès de l'autogestion. Il décide pratiquement de l'orientation de l'économie, du volume des investissements, des rythmes et de l'ampleur de la croissance.

L'O.N.A.T. (Office National du Tourisme) n'a pas encore décidé s'il développerait un grand tourisme avec clientèle étrangère de luxe ou tourisme populaire. En attendant cette décision qui ne peut être que politique, l'O.N.A.T. assure, depuis avril, la gestion des hôtels sous comité de gestion et des biens vacants à caractère touristique.

L'O.N.A.C.O. (Office National de Commercialisation), créé fin décembre 1962, devait régulariser les cours des principaux produits du pays, organiser le secteur coopératif et les débouchés extérieurs, favoriser la reconversion des productions. Mais, privé de perspectives politiques et de cadres, l'O.N.A.C.O. s'est cantonné dans le secteur de commerce extérieur. Après les décrets de mars, l'Office fut chargé de la commercialisation des produits des comités de gestion. Ch. Verneuil juge sévèrement l'extension des attributions de l'O.N.A.C.O., mais il ne comprend pas les raisons politiques de cette mesure. Il s'agit, d'une part, de séparer dans l'agriculture les opérations agri-

(1) Voir R. Delisle, dans *France-Observateur* du 19 septembre 1963.
(2) David Rousset, dans *France-Observateur* du 28 novembre 1963.
(3) *France-Observateur* (Idem).

coles souvent déficitaires et la commercialisation rentable (1), de manière à ne distribuer aucun bénéfice en fin d'année aux membres des comités de gestion ; d'autre part, de créer l'appareil bureaucratique qui doit coiffer le secteur « socialiste » et supprimer, par le biais de la commercialisation et de la comptabilité centrale, tout pouvoir réel aux comités de gestion.

Le B.E.R.I.M. (*Bureau d'Etudes de Réalisation et d'Interventions Minières*), créé récemment, doit s'occuper des entreprises à caractère public ou semi-public. Mais, en fait, il n'a pas de tâche très précise, car il entre en concurrence avec la Direction du Plan, et la Caisse du développement avec lesquelles il manque de coordination.

LES COMITES DE GESTION

Nous allons maintenant étudier la structure et le fonctionnement des comités de gestion. Prenons un exemple, celui de la fabrique de limonade Aïssat Idir, à Bab-el-Oued (c'est-à-dire à Alger). L'entreprise, fermée par le propriétaire, chef de secteur de l'O.A.S., est rouverte, en août 62, par les ouvriers qui se cotisent pour réparer le matériel saboté. L'entreprise comprend 26 travailleurs qui élisent 5 d'entre eux pour former le Comité ; celui-ci se réunit le soir, une ou deux fois par semaine, et discute de la marche de la fabrique. Les ouvriers soumettent toutes les suggestions (renouvellement du matériel, achat d'une nouvelle machine...) au gouvernement qui prend seul les initiatives en ce domaine. Les comptes finaux sont supervisés par l'expert comptable du gouvernement. *La législation antérieure a été maintenue.* Les ouvriers se considèrent eux-mêmes comme des gérants d'une entreprise d'état ; c'est l'état qui décide des investissements, de l'achat et de la vente des produits, et du pourcentage des bénéfices qui seront distribués aux salariés en fin d'année. Cette somme est considérée par eux-mêmes dans le cas de cette entreprise comme une prime, et non pas comme une partie intégrante de leur salaire. Il en va tout autrement, comme nous le verrons, dans d'autres entreprises.

Si nous prenons d'autres entreprises industrielles, on peut noter également que les achats de matières premières et la vente des produits finis sont effectués par l'O.N.A.C.O., et que le Comité élu — très démocratiquement — par les ouvriers se borne à surveiller

(1) C'est ce qu'a expliqué le directeur de la Caisse régionale du crédit agricole, banque privée très importante d'Alger, à un journaliste. L'exemple choisi était celui de l'ex-domaine Borgeaud, non rentable pour la partie agricole, mais très rentable par la partie commerce (vinification).

la bonne marche de l'usine. Il ne peut pas prendre de décision majeure : ni débattre des prix d'achat ou de vente fixés par l'O.N.A.C.O., c'est-à-dire l'état, ni intervenir dans le choix des investissements, ni, bien sûr, dans le pourcentage prélevé pour l'impôt (25 %) ou les régions déshéritées (20 à 25 %) ni dans le pourcentage des bénéfices distribués.

A l'Assemblée générale de fin d'année, les travailleurs écoutent le bilan de l'entreprise, fait par le responsable du service Achat-Vente (qui est un fonctionnaire) et ils se bornent à soumettre des suggestions.

Dans le domaine agricole, en est-il autrement ? Nous allons nous limiter à l'étude de l'ex-domaine Borgeaud, à Staoueli, qui a fait l'objet d'une grande publicité dans *Le Peuple et Révolution Africaine*. Indiquons d'abord que c'est sous la pression des ouvriers — et non par une décision du pouvoir — que Borgeaud, protégé par la gendarmerie et l'A.N.P., a dû quitter le domaine qui fut confié à un Comité de gestion. Etudions maintenant le fonctionnement de celui-ci, en utilisant les notes d'un de nos correspondants qui a récemment quitté l'Algérie. Voici comment il rapporte un entretien qu'il a eu avec le directeur du domaine :

« Q : Quel est le statut du domaine ?

R : La meilleure comparaison à faire serait avec celui des biens Habous, qui existe en droit musulman. Le gouvernement possède la terre et dispose d'une partie des bénéfices, mais ce sont les ouvriers qui gèrent le domaine.

Q : Qui est ouvrier sur le domaine ?

R : Les ouvriers, ce sont les travailleurs à temps plein, les permanents. Ils doivent être de nationalité algérienne, avoir 6 mois de présence au moins, et ne posséder, comme capital, que leur force de travail. Enfin, ils doivent séjourner sur le domaine.

Q : Quelle est l'organisation du domaine ?

R : A la base, il y a l'assemblée générale des travailleurs permanents, qui se réunit 1 ou 2 fois par an. Cette assemblée générale procède à l'élection du Conseil des travailleurs (31 membres dont 1 femme) qui se réunit 1 fois par mois en principe (ici 2 fois), et surveille la marche et les initiatives prises par le Comité de gestion de 9 membres, élu par le Conseil, et qui comporte : 1 président élu, qui a tous les pouvoirs, mais est contrôlé par le Comité de gestion, et 8 responsables d'unités de travail, car il y a des équipes. Ce

Comité de gestion se réunit 1, 2, 3, 4 fois par semaine selon le travail, le soir et en dehors du travail. Ses membres ne reçoivent aucune rétribution.

Q : Y a-t-il une vie syndicale ?

R : La plupart des ouvriers sont affiliés à l'U.G.T.A., mais, pratiquement, il n'y a pas de vie syndicale, parce que le syndicat marche la main dans la main avec le gouvernement, ensuite parce que tout se passe au sein du Comité de gestion.

Q : Quel est le rôle du directeur ?

R : C'est le spécialiste des questions techniques et financières. Il est payé ici 1.200 F par mois. Il est sous la dépendance du président, cependant il a des pouvoirs ; par exemple, supposons que le président décide d'arracher de la vigne et de planter du lin à la place : il doit consulter le directeur. Celui-ci applique les décisions du gouvernement et peut refuser, soit parce que l'opération lui semble peu rentable, soit que le gouvernement n'ait pas prévu d'acheteur pour le lin. Le veto du directeur bloque toute opération. Ici la question s'est posée. Le président voulait planter de la tomate Saint-Michel. Le directeur procéda à une étude générale. Il constata que la plupart des autres comités de gestion avaient fait de la tomate Saint-Michel. Par ailleurs, le débit d'eau n'était pas suffisant. Après discussion, le président, convaincu, revint sur sa décision. Généralement, tout se règle à l'amiable, mais, en cas de crise, le directeur l'emporte sur le Comité de gestion, le Conseil des travailleurs ou l'Assemblée générale... Cependant le Comité de gestion peut faire appel au gouvernement et réclamer un expert, qui tranchera en dernier ressort. Donc, pour tout ce qui concerne la modification du statu quo (investissements, reconversions), c'est le gouvernement qui décide.

Q : Comment fonctionne ce domaine ?

R : Il y a 700 travailleurs permanents répartis en équipes, sous la direction d'un membre du Comité de gestion. Au début des vendanges, on réunit le Comité de gestion. Chaque responsable indique la quantité d'hommes nécessaires pour son équipe. On fait l'addition, et on procède à l'examen critique de ces mesures. Le plan final est soumis au Conseil des travailleurs qui accepte, par exemple, la décision d'embaucher 1.000 ouvriers salariés, c'est-à-dire des saisonniers ou des tâcherons. Pendant les vendanges, qui durent d'août au 10 octobre (environ 60 ou 70 jours de travail), ils seront payés au tarif syndical, soit 15 F par jour. Ils seront ensuite embauchés pour les oranges (novembre, décembre, janvier et 15 jours de février),

soit 100 jours environ. Au total, les saisonniers travaillent en moyenne 165 à 200 jours par an.»

En conclusion, on peut dire que, dans l'agriculture, le rôle de direction, appartient au directeur, représentant le gouvernement, qui fait appliquer le plan. Le Comité de gestion s'occupe des questions internes, mais n'a aucun pouvoir quant aux questions essentielles. Le président Ben Bella, la direction du plan, l'O.N.R.A., la Caisse algérienne de développement, les directeurs des comités de gestion, tels sont les véritables dirigeants de l'économie algérienne (1).

LES NOUVELLES COUCHES DANS LA PAYSANNERIE

Retournons au domaine Borgeaud, et citons de nouveau notre correspondant :

« Il y a donc une modification bien nette dans la condition des salariés. Autrefois, un patron tout puissant avec un personnel dirigeant européen largement payé (70.000 anciens francs par mois pour le plus bas salaire, en 1962) et jouissant de nombreux avantages : électricité gratuite pour les appareils électro-ménagers, législation sociale, accès gratuit aux produits de la ferme non commercialisés, et, en face, une masse presque indifférenciée de saisonniers non qualifiés, car les machines sont conduites par les Européens, avec un salaire fixé, en l'absence de syndicat, par la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire toujours en faveur de Borgeaud, avec des conditions de travail rendues encore plus difficiles depuis la guerre.

Maintenant, trois catégories :

1° Les tâcherons, main-d'œuvre composée d'immigrés temporaires et dont les conditions (salaires, emploi...) ont peu changé.

2° Les saisonniers (150 à 200 jours de travail par an), qui ne participent pas à l'Assemblée générale. Si leur situation générale

(1) Voici ce que dit A. Maachou, directeur du B.N.A.S.S., dans une interview à *Confluent*, n° 32-33 :

Q : Le directeur n'a-t-il pas également un rôle d'exécution des décisions prises par le Comité de gestion ?

R : Effectivement, il a un rôle d'exécution et également un rôle de surveillance. Tout ce qui se fait dans le secteur socialiste doit être conçu dans le cadre du plan national de développement. Il ne peut être question d'enfermer ce secteur socialiste et d'en faire une organisation à part... Il faut donc que les comités de gestion élaborent leur action en fonction du plan. Le directeur a le droit d'opposer son veto à toute action et à toute création qui seraient conçues en dehors des directives du plan. L'intérêt national l'exige. Mais en dehors de cela, la gestion est confiée librement et démocratiquement aux comités (p. 582.)

s'est améliorée, elle reste néanmoins très précaire. Avec le chômage massif des villes et des campagnes qui sévit actuellement en Algérie, un afflux de chômeurs risque de se produire, car des îlots de richesse ne peuvent subsister longtemps dans un pays misérable. Ou bien cette masse de travailleurs nouveaux sera utilisée par roulement sur le domaine, et alors la différenciation entre saisonniers et permanents ira en s'aggravant, ou bien les saisonniers actuels chercheront à entrer dans la catégorie des permanents, en forçant les portes de l'Assemblée générale et en obtenant un privilège d'emploi. Dans ce cas, ils se heurteront aux permanents qui seront obligés de partager avec eux leur privilège actuel, c'est-à-dire l'emploi permanent, car on comprend bien que le gouvernement ne va pas accepter que son entreprise soit déficitaire ; mais ils se heurteront aussi aux nouveaux arrivants, chômeurs absolus. Il semble bien que cette masse intermédiaire des saisonniers actuels jouera un grand rôle dans l'évolution de la paysannerie algérienne.

3° Les permanents, qui sont les bénéficiaires de la situation actuelle. Ils ont la sécurité de l'emploi avec les avantages sociaux annexes, une avance régulière sur leur paie. Ils participent à l'Assemblée générale et ont élus librement leurs responsables, payés au même tarif qu'eux. Les conditions de travail sont excellentes : plus de brutalités, de brimades, plus besoin de parler français, la langue du roumi exploiteur, plus besoin de se tenir sur la défensive constante. Le domaine est à eux : on le leur a dit, on l'a écrit dans la presse. Aussi travaillent-ils avec acharnement. Ils ne s'arrêtent qu'un instant pour manger, et il faut les chasser, le soir, des terres. Pas de repos le dimanche, et il faut voir avec quel amour ils s'occupent des arbres. Pour le moment, ils ne touchent que 15 F par jour, soit 400 F par mois environ. Mais attendent la rétribution finale, car ils ne considèrent pas du tout le bénéfice de fin d'année qui leur sera distribué, comme on leur a dit, comme une prime de rendement, mais comme une part de leur salaire. Ils ont fait, me disent-ils, une avance au gouvernement, mais il faudra nous rembourser. L'examen des comptes en fin d'année sera donc passionnant. Le bilan final sera présenté par le directeur, à partir de la documentation générale fournie par le service central des Achats et des Ventes.

LA NATURE DE L'ETAT ALGERIEN

Il est courant de qualifier l'Algérie de pays socialiste, en la comparant, en particulier, à Cuba (Pablo, le P.C.F., « Libération », etc.). Nous aurions là une forme universelle d'évolution des pays « neutralistes » vers le socialisme, et la vérification des thèses pablistes, selon lesquelles à notre époque, les contradictions les plus violentes de la Société mondiale s'accroissent dans les pays du « Tiers Monde » et que la tâche la plus importante du prolétariat européen et américain est de soutenir les gouvernements de ces pays, qui évoluent — nolens volens — vers le socialisme. Le prince du Cambodge, N. Sihanouk, n'a-t-il pas récemment provoqué une certaine émotion en Occident, en évoquant dans un discours l'exemple « *d'un Socialisme progressiste à la Ben Bella* ». Il faut donc nous pencher sur cette « voie algérienne vers le socialisme » et commencer par l'analyse des accords d'Evian, qui restent, nous le verrons, sa charte fondamentale. Nous verrons ensuite dans quelle mesure, la politique de Ben Bella a modifié ces accords, dont la base repose sur le Plan de Constantine.

Le plan de Constantine

En mars 1958, le gouvernement général publiait à Alger les « Perspectives décennales du développement économique de l'Algérie », qui envisageaient la réforme agraire et l'industrialisation, prévoyaient la création, en 10 ans, de 875.000 emplois (dont 780.000 pour les musulmans) et une augmentation de 5 % par an du revenu individuel.

Ces travaux ont servi de base au « Plan de Constantine » annoncé par De Gaulle, dans son discours programme du 3 octobre 1958, et qui fut mis en place en novembre 1959. L'orientation générale du plan est ainsi résumée par les auteurs du Club Jean-Moulin :

« Le plan de Constantine repose sur une hypothèse : la réduction de sous-emploi et le relèvement des niveaux de vie des masses algériennes, essentiellement des masses urbaines, doit amener la collectivité musulmane, simultanément mieux instruite, à admettre le maintien de la collectivité française, dans son nombre, dans sa structure socio-professionnelle et dans ses droits, à admettre également des liens politiques très solides entre l'Algérie et la France. » (O.C. p. 129.)

Le tableau suivant résume l'évolution du produit brut algérien, tel que le plan le prévoyait en pourcentage (1) :

	1954	1959	1964
	—	—	—
Agriculture :			
	33,4	26	16
traditionnelle	16,7	13	8
évoluée	16,7	13	8
Industrie	14,8	17	18
Pétrole	5,1	n:d:	12
Services	39,2	48	39
Bâtiment et T.P.	7,5	9	15
	—	—	—
TOTAL	100,0	100	100

LE PLAN ET L'AGRICULTURE

D'après ce tableau, la part globale de l'agriculture doit diminuer de moitié en 10 ans. Le secteur moderne voit sa production fléchir en pourcentage, mais non en valeur réelle, tandis qu'il y a acceptation de la paupérisation croissante du secteur traditionnel, avec, pour conséquence, l'exode massif rural vers les villes. Il ne s'agit pas

(1) Denis Lambert, « Le Développement économique de l'Algérie », P.U.F. 1962, p. 20.

seulement de créer ainsi un réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie algérienne et surtout européenne, mais aussi de provoquer une différenciation entre les musulmans, en créant une classe petite-bourgeoise, hostile au prolétariat rural ou urbain et solidaire des Européens, grâce à son niveau de vie élevé, dû aux ressources distribuées par le pétrole, l'industrie et les services.

Par ailleurs aucune réforme de structure n'est opérée. Les grands domaines, propriétés des trusts puissants n'ont pas été touchés. L'expropriation de quelques domaines contre indemnisation très forte a mis à la disposition de la Caisse d'Accession à la Propriété Rurale (C.A.P.E.R.) 200.000 ha, mais cette réformette ne visait pas tant à résoudre la question agraire qu'à créer un embryon de paysannerie liée au secteur européen. La délimitation des lots ne s'effectuera que bien plus tard.

L'orientation des cultures n'est pas modifiée. C'est toujours le blé et l'orge dans le secteur traditionnel, si déficitaire en production vivrière, et le vin, les agrumes et les cultures maraîchères dans le secteur moderne. Et cette production ne servira pas à l'Algérie, mais à la France. En bref, il y a une volonté systématique de déséquilibrer l'économie. Ainsi, pour les matières premières agricoles, le déficit des exportations sur les importations, qui était de 6,6 milliards en 1954, passe à 17,9 milliards (importations 25,2 ; exportations 5,3), les denrées alimentaires excédentaires de + 59,1 milliards en 1954 passent à - 6 milliards (importations : 114,8, sucre, conserves, lait ; exportations : 108,8, agrumes, légumes, etc.) (1). Ces quelques chiffres suffisent à montrer que, depuis 1954, l'exploitation de l'Algérie a été accentuée, et fortement, par le plan de Constantine.

LE PLAN ET L'INDUSTRIALISATION

L'essor industriel est basé sur le développement de l'énergie : gaz et pétrole saharien : « *Selon les prévisions de production, le Sahara fournirait, d'ici 3 ans (1964), 28 millions de tonnes de pétrole ; l'exploitation du gaz donnerait 2 à 3 milliards de mètres cubes par an* » (2). Ils seront acheminés, par pipe-line, à Bougie, Arzew, puis à Oran, Alger et Bône. Ce développement de l'énergie permettrait de lancer des complexes industriels : mise en valeur des phosphates du Djebel Onk, raffinerie de pétrole à Maison-Carrée, ensemble

(1) D'après R. Gendarme : Economie de l'Algérie (p. 285).

(2) Galissot : Economie de l'A.F.N., P.U.F. 1961 (p. 121).

pétrochimique à Arzew, complexe sidérurgique de Bône, contrôlé par les trusts français, et qui annonçait une production de 400.000 t de fonte et 450.000 t d'acier ; mais tout est remis en cause depuis la crise de l'été 1962.

L'objectif du plan n'est pas de développer une industrie lourde ou légère en Algérie, base d'une indépendance réelle possible, mais de continuer à piller les ressources du pays. L'implantation d'un grand complexe (Bône) n'est pas justifié, compte tenu de l'étroitesse du marché algérien, et ne servira qu'aux trusts français, qui profitent de l'énergie à bon marché et de la main-d'œuvre régionale pour tirer des surprofits qu'ils n'investiront d'ailleurs pas en Algérie. Non seulement cette industrialisation ne sort par l'Algérie de son sous-développement, mais elle l'accroît. C'est ce qui ressort de l'évolution de la balance commerciale :

Structure des échanges de biens et de services avec l'extérieur
(en milliards de francs)

	1954			Fin de période		
	Impor- tation	Expor- tation	Déficit ou excé- dent	Impor- tation	Expor- tation	Déficit ou excé- dent
Matières premières agricoles	13	6,4	- 6,6	25,2	5,3	- 17,9
Autres matières premières	2,1	19,8	+ 17,7	1,2	152,9	+ 151,7
Energie	9,7	0,4	- 9,3	17,5	6,5	- 11
Produits et services intermédiaires ..	60,8	31,1	- 29,7	171,1	74,2	- 96,9
Denrées alimentaires	34,9	94	+ 59,1	114,8	108,8	- 6
Biens industriels de consommation ...	67,7	3	- 64,7	119,5	8,1	- 111,4
Biens d'équipement	36,6	1,6	- 35,0	121,2	6,3	- 114,9
TOTAL	224,8	156,3	- 68,5	568,5	362,1	- 206,4

(Perspectives décennales, p. 60, cité par Gendarme, O.C., p. 285.)

Le déficit s'accroît pour les matières premières agricoles destinées à la consommation, mais le pillage des autres matières premières (phosphates, pétrole, fer...) augmentera très fortement (152,9 milliards sur un total des exportations de 362,1 milliards). De même, les denrées alimentaires (sucre, café, huile...) connaîtront un déficit, car les produits algériens (semoule, pâtes) ne seront plus protégés sur le marché français. Plus significatif est le déficit croissant de l'énergie, alors que la production de gaz et pétrole croîtra fortement. Enfin la diminution du déficit des biens d'équipement ne doit pas faire illusion. Loin de diminuer la pression des trusts français, il la renforce puisque le volume des importations passe de 36,6 milliards à 121,2 milliards.

Au total, le plan de Constantine, c'est le contrôle brutal de l'économie algérienne. La politique des grands complexes est néfaste en Algérie. Elle ne peut régler le problème de l'emploi, car elle ne crée pas d'industries intermédiaires : « *Les grands complexes industriels s'ils étaient mis en service, apporteraient ensemble au maximum, 15 à 20.000 emplois. Suivant l'avancement actuel des réalisations, moins de 10.000 emplois seront offerts en 1963.* » (Galissot, O.C. p. 123.) Ajoutons que, malgré l'importance des avantages fiscaux et financiers accordés aux industriels français : prime d'équipement, prime d'emploi, exonérations d'impôts sur les bénéfices, garanties financières contre les risques politiques, les trusts Boussac, de Wendel, Rhône-Poulenc, Ugine, etc., se sont montrés réticents à investir. L'état français a donc fait un effort supplémentaire. C'est lui, par le budget public, qui créera l'infrastructure algérienne, les trusts amortiront ainsi très rapidement leurs capitaux, et empêcheront des super-bénéfices qui seront rapatriés.

CONCLUSIONS

Nous avons dit que le but fondamental du Plan de Constantine était de créer un état algérien, lié à la France par des rapports économiques et sociaux tels qu'ils rendraient l'Algérie dépendante de la France, quel que soit le régime politique algérien. Il s'agit là d'une politique menée systématiquement, par-delà les péripéties de la politique intérieure française. Amorcée sous J. Chevalier, elle a été poussée jusqu'à son terme par De Gaulle, depuis 1958. Il est important de souligner encore l'esprit du Plan de Constantine, car l'essentiel en a été repris dans les accords d'Evian, et nous montrerons que la politique économique fondamentale de Ben Bella, compte tenu des bouleversements de 1962-1963, suit la même orientation.

1° Asymétrie de l'économie, paupérisation systématique du secteur traditionnel, encouragement de l'exode rural vers les villes ou la France.

2° Déséquilibre profond et permanent de la balance commerciale, dépendance totale de la France, car les produits exportés sont le vin (60 %), que seule la France peut acheter, le pétrole et le gaz, en concurrence avec ceux du monde arabe, les agrumes et les légumes, les autres matières premières : phosphate, fer...

3° Création d'une classe moyenne urbaine, petite-bourgeoise, par la place qu'elle occupe dans la production et par ses goûts, moderne, francisée, différenciée de la paysannerie arabe, inculte et fruste. Cette classe fournira à l'état moderne algérien ses cadres, sa police, son armée, ses innombrables fonctionnaires.

4° Enfin l'Algérie ne pourra briser le cercle de son sous-développement que grâce à l'aide extérieure massive (technique et financière) que, seule, la France peut fournir.

Ce sont ces thèses, et en particulier la dernière — politique de croissance (2 à 3 %) par an — qui seront longuement développées en avril 1961 dans le « Monde Diplomatique », à la veille des premières négociations d'Evian, et qui seront reprises dans les protocoles d'accord signés le 28 août 1962.

Les accords d'Evian

Réglons la question des bases militaires. La France dispose de la base aéro-navale de Mers-El-Kébir pendant 15 ans, temps nécessaire pour la reconversion de sa marine de guerre. L'ère des bases aéro-navales est périmée, même pour la France, qui évacue sans histoire Bizerte, la clef de la Méditerranée. L'essentiel reste les installations nucléaires d'In Ekker, Reggane et Colomb-Béchar, et les bases aériennes qui les ravitaillent. Cinq années, c'est le délai prévu pour la miniaturisation de la bombe atomique française.

Arrivons à l'essentiel. Le préambule de la déclaration des principes indique l'esprit général des accords.

En contrepartie de l'aide économique, « l'Algérie garantit les intérêts de la France, et les droits acquis des personnes physiques et morales ». Cette même déclaration contient l'essentiel des accords :

1° Le statut particulier des échanges précisera, « l'institution

de tarifs préférentiels ou l'absence de droits » et « les facilités d'écoulement sur le territoire français des productions excédentaires de l'Algérie » (titre II - art. 6).

La structure des échanges n'est donc pas modifiée. La France continuera à détenir une position de quasi-monopole. Elle pourra acheter, à un prix avantageux, les matières premières nécessaires, et à vendre les produits finis à l'Algérie, qui ne pourra aucunement développer son industrie nationale, faute d'une protection douanière. Mais derrière la question de la circulation des marchandises, il y a les structures économiques. Or, dans la mesure où la France contrôle les échanges de l'Algérie (82,9 % de ses importations, 80,5 % de ses exportations) elle impose la permanence des structures traditionnelles, c'est-à-dire dans l'agriculture, la division entre le secteur moderne avec son vignoble et le secteur traditionnel misérable avec ses productions céréalières. Or, il ne peut y avoir de développement en Algérie sans transformation radicale des structures, et en particulier sans l'arrachage du vignoble. Le « pacte colonial » n'est donc pas aboli.

2° « L'Algérie fera partie de la zone franc... » (titre III - art. 8), c'est-à-dire que malgré l'assouplissement des règles apportées dans la zone franc, « l'Algérie ne sera pas entièrement maîtresse de ses manipulations monétaires. Notamment, elle ne pourra pas dévaluer sa monnaie par une décision unilatérale sans entente préalable avec les autorités françaises » (1).

3° « Les transferts à destination de la France bénéficieront d'un régime de liberté (titre III - art. 10). La revue « Confluent » commente ainsi ce passage dans son numéro spécial de mars 1963, sur la coopération France-Algérie-Afrique.

« Assorti de quelques restrictions concernant « les impératifs du développement économique et social de l'Algérie », ce principe n'enlève pas moins à l'Algérie la possibilité de freiner la fuite de ses capitaux, si souvent dénoncée comme nuisible aux intérêts des pays sous-développés. Cette fuite de capitaux peut même aller jusqu'à anihiler les bénéfices de l'aide financière accordée par la France » (p. 67).

Le Code des Investissements, voté en juillet 1963, a garanti le libre rapatriement des capitaux et donné entière satisfaction aux trusts.

4° « L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers ou de transport accordés par la République française pour la recherche, l'exploitation ou le transport des hydrocarbures liquides

(1) J.-P. Gonon : « Les Accords d'Evian » et « La Révolution Algérienne ». Dans l'Algérie de demain, P.U.F. 1962, p. 119.

ou gazeux et des autres substances minérales des treize départements algériens du Nord » (titre IV - art. 14).

La France peut donc piller à sa guise les richesses du sous-sol : elle n'est soumise à aucun contrôle.

5° « L'aide financière et technique française s'applique notamment à l'étude, à l'exécution et au financement des projets d'investissements publics ou privés présentés par les autorités algériennes compétentes... » (titre I - art. 2).

La France n'accordera son aide que pour des projets qui lui conviennent. La conséquence, c'est la distribution d'un crédit « coup par coup ». Les cordons de la bourse ne sont desserrés que peu à peu pour des objectifs qui ne modifient pas la ligne d'Evian. J.-P. Gonon commente : « Théoriquement justifiée par des considérations technocratiques ou bancaires, cette forme d'aide est souvent un moyen déguisé d'orienter les investissements vers les secteurs où les intérêts de l'ancienne métropole sont dominants, et ceci en vue d'y consolider les positions acquises. D'autre part, et bien qu'un volume global semble être assuré à l'Algérie, au moins pour une première période de trois ans, le rejet par la France de projets d'une certaine importance risque de compromettre la réalisation de l'ensemble du plan de développement si d'autres ressources financières ne sont pas dégagées à temps.

Paradoxalement, le volume des projets qui, par suite de la modicité des ressources de l'Algérie, devront être financés par la France, apparaît comme un risque de limitation de souveraineté économique, aussi bien pour la détermination des objectifs du développement que pour la mise en œuvre des moyens propres à les réaliser » (O.C. p. 118).

La conclusion c'est encore J.-P. Gonon qui la tire : « La souveraineté économique de l'Algérie, reconnue par les accords d'Evian, n'est qu'un droit analogue à celui que confère à l'individu le suffrage universel, elle ne sera un pouvoir de fait que si l'Algérie peut mobiliser des ressources propres importantes, ou recevoir de l'extérieur une aide appréciable » (p. 122).

X A PROPOS DE L'APPLICATION DES ACCORDS D'EVIAN

Certains assureront sans doute que l'étude des accords d'Evian, la démonstration du fait que ces accords restent dans la ligne définie par le plan de Constantine ne présentent guère qu'un intérêt historique. Les nationalisations et le développement du « secteur socialiste » rendraient caducs ces accords, l'Algérie s'en émanciperait. Aussi serait-il faux de se référer aux accords d'Evian pour chercher à définir la fonction de l'état ben-belliste...

Qu'en est-il en réalité ? Nous avons montré que l'orientation fondamentale du Plan de Constantine, comme des accords d'Evian, reprenait la perspective tracée dès 1951 par J. Chevalier : faire sa place à une classe bourgeoise et petite-bourgeoise musulmane urbaine, différenciée des masses et solidaire des Européens par ses revenus comme par son mode de vie.

Tout reposait donc sur le maintien de la structure socio-économique pré-existante et, en ce sens, la garantie réelle, vivante, des accords d'Evian, c'était la présence des Européens, leur place dans la vie économique de l'Algérie. On sait que les accords d'Evian prévoyaient une période transitoire, destinée à « amortir » l'élan des masses algériennes voulant donner tout son contenu social à l'indépendance, destinée à préparer la collaboration administrative des représentants de la population européenne et des « élites musulmanes ». Le débile Exécutif provisoire ne pouvait tenir ce rôle qu'à la condition que le F.L.N. se montre capable d'imposer à la paysannerie et à la classe ouvrière algériennes le respect des règles édictées par les négociateurs.

Il n'en fut rien. Au cours de l'été 1962, les événements se précipitèrent. Tant dans les villes (par exemple, par l'occupation des appartements européens) que dans les campagnes, les masses, spontanément, montraient qu'elles n'entendaient pas voir l'indépendance se limiter à la conquête d'un drapeau. Le F.L.N. s'effondrait et, avec lui, naturellement, l'Exécutif provisoire. La Grande Peur s'emparait de la communauté européenne et, en masse, les Pieds-noirs quittaient le pays. Un vide politique extraordinaire et, à notre connaissance, sans exemple, se produisait.

Mais ce vide ne fut pas comblé par la prise en main des responsabilités politiques par des organismes nés de l'initiative et de l'activité des masses (dont des embryons se dessinaient au niveau des willayas). Il le fut par un pouvoir centralisé, imposé par l'armée des frontières et jouant du discrédit du G.P.R.A., signataire des accords d'Evian (1). Et ce pouvoir est le noyau d'un appareil d'état dont la tâche n'est autre que de préserver l'essentiel des accords d'Evian.

Expliquons-nous : après le départ massif des Européens, le respect littéral des accords d'Evian n'était plus possible. Il s'agissait de les adapter. Ce départ créa un déséquilibre social que la paysannerie algérienne commença à utiliser à son profit (prise en main des domaines européens abandonnés, etc.). Elle n'aurait pas toléré (Ferhat Abbas lui-même fut contraint de le reconnaître) que la bourgeoisie musulmane remplace les Pieds-noirs. Après septembre-

(1) Voir plus loin, « Qu'est-ce que l'A.N.P. ? ».

octobre 1962 (début de l'année agricole) Ben Bella dut se résigner à accepter la situation créée par l'évanouissement de la classe dirigeante européenne. Ben Bella a alors proclamé la vacance des biens européens, puis en mars les décrets sur l'autogestion pour canaliser et subordonner à l'état un mouvement généralisé de la paysannerie. Ces décrets, il faut encore insister sur ce point, n'accordent aux paysans que la gestion, la surveillance et non pas la propriété, ce qui évite de poser la question de l'accès à la terre — d'une véritable réforme agraire pour les masses du secteur traditionnel.

En même temps, Ben Bella créait les instruments d'une réorganisation de l'économie algérienne, mais dans le cadre défini par les accords d'Evian, c'est-à-dire en acceptant comme déterminante des « plans » et des options économiques la situation dépendante de l'économie algérienne vis-à-vis de l'impérialisme étranger. A cela se résume la politique de coopération prônée par le gouvernement Ben Bella.

Ce gouvernement ne peut s'émanciper de la situation qui l'a vu naître : la fuite brutale des Pieds-noirs interdisant à la bourgeoisie musulmane de se solidifier. L'impérialisme français lui aussi ne peut ignorer cette situation et s'est décidé, après le « suicide » politique de la communauté européenne, à sacrifier la propriété foncière européenne.

Dans ce cadre, Ben Bella lui-même a fort clairement défini sa politique : « *La coopération doit nous être mutuellement profitable. Dans cette mesure, il faut être clair au sujet des intérêts de la France en tant qu'état et distinguer les intérêts privés qui ne peuvent être considérés comme ceux de la nation française. Les intérêts de l'état français — pétrole, gaz, des usines comme Renault — doivent être sauvegardés* » (1).

Le rôle du pouvoir de Ben Bella a donc été, non pas de rompre les accords d'Evian, ce qui aurait entraîné la suppression du double secteur dans l'agriculture, une modification fondamentale des courants commerciaux et financiers, le contrôle sur les investissements, le rapatriement des capitaux, la suppression du code minier, le retour au peuple algérien des richesses détenues par cet « état français », dont Ben Bella parle avec tant de générosité... Il a été de les adapter à une situation nouvelle que ni lui ni De Gaulle n'avaient prévue.

Le pouvoir contre le syndicalisme ouvrier

L'U.G.T.A., créée en 1956, n'avait pu s'implanter en Algérie du fait de la guerre. Ceux de ses cadres qui n'étaient pas en prison furent absorbés dans les différents organes de l'appareil F.L.N., à Tunis, car dès l'origine l'U.G.T.A. fut un appareil du Front. En effet,

(1) *Le Monde*, 8 novembre 1963.

il fut créé par le F.L.N. quelques jours après la naissance de l'U.S.T.A., syndicat messaliste. Auparavant le Front acceptait le fait qu'en France les Algériens adhèrent à la C.G.T. C'est pourquoi, en dehors de quelques articles parus dans « L'Ouvrier algérien », l'U.G.T.A. fut incapable d'élaborer un véritable programme (structure, croissance, classes, plan, pouvoir ouvrier et paysan).

Après l'indépendance, quelques militants renforcés par des cadres venus de France ou de Tunisie se réunissent à Alger et commencent à réorganiser l'Union. Malgré des difficultés énormes, les unions locales naissent et se développent rapidement. Les militants affluent. A la fin de l'année le syndicat compte près de 300.000 adhérents effectifs (1). Deux grands problèmes se posent :

1° La crise du F.L.N. ;

2° La situation créée par le départ massif des Européens.

Sur le plan politique, l'U.G.T.A. affirme sa neutralité entre les tendances qui s'affrontent et définit alors la thèse qui sera défendue au Congrès, celle de l'indépendance du syndicat à l'égard du Parti et de l'Etat, et « sa participation au législatif selon le rôle prépondérant qu'elle joue dans l'économie du pays ». Sur le plan économique, la situation est tragique. Les Européens sont partis, les domaines restent vacants, le matériel est saboté, les ouvriers sont au chômage. Placée devant les problèmes concrets et urgents, l'U.G.T.A. va prendre de larges initiatives et définir son orientation. Dans son numéro d'août, « L'Ouvrier algérien » écrit :

« Pour nous, travailleurs, l'U.G.T.A. n'est pas un moyen d'amélioration sociale, mais un moyen de transformation sociale ». La réforme agraire doit être commencée par « la reprise des terres situées dans les régions riches où la prolétarianisation est assez poussée, leur cogestion par les services agricoles (Etat), d'une part, et les travailleurs (U.G.T.A.), d'autre part ». Cette orientation est bien timide et l'incapacité de l'U.G.T.A. à formuler nettement la question d'un pouvoir ouvrier et paysan, basé sur les syndicats et sur les comités de gestion, lui sera fatale. Cependant, sur le plan pratique, son action est plus hardie.

Partout où elle domine : Orléansvillois, Sud constantinois, Saïda, Boufarik, Bougie, l'U.G.T.A. remet en marche l'économie, développe les comités de gestion élus démocratiquement, dont elle contrôle

(1) Etudes anticolonialistes : le congrès de l'U.G.T.A. (5 février 63, p. 2), excellente brochure dont nous utilisons ici largement la documentation.

l'activité (recensement des biens vacants, commercialisation des produits, centralisation de la documentation, comptabilité, aide technique et financière) en liaison avec les ouvriers des villes (les dimanches gratuits). Les comités, à cette étape, représentent effectivement un embryon de pouvoir ouvrier et paysan qui allait se heurter au pouvoir du Bureau Politique. Voici entre autres ce qui s'est passé à Boufarik. Nous citerons longuement « Etudes anticolonialistes » :

« A Boufarik, l'équipe de l'U.G.T.A., menée par Si Mahmoud Bouamra, a dès le mois de juin 1962 pris l'initiative de la réforme agraire. Quand les colons sont partis, déclarait Bouamra à « L'Ouvrier algérien » (n° 2, 19-10-1962), j'ai été trouver les autorités mais personne ne voulait prendre ses responsabilités et, d'ailleurs, la plupart des autorités n'étaient pas encore en place, c'est alors que j'ai pris l'initiative de mettre la caisse de l'U.G.T.A. à la disposition des paysans, à condition qu'ils organisent les comités de gestion et qu'ils prennent toutes les dispositions utiles. Chaque ferme a sa propre comptabilité et la plus riche de toutes, Sainte-Marguerite (2.600 ha), nous sert de banque. »

Quarante-trois fermes de quelques dizaines à quelques centaines d'hectares, produisant des agrumes, du vin et du blé, furent ainsi reprises en main par leurs ouvriers agricoles. Le syndicat a joué un rôle d'animation et de coordination. Il fixa le salaire minimum à 850 AF par jour au lieu des 732 AF payés par le colon, et se donna pour tâche d'organiser une coopérative de production et de vente. Mais, au mois de septembre, la sous-préfecture de Blida retira à l'U.G.T.A. la responsabilité des comités de gestion. Elle vendit aux enchères les récoltes sur pied à des grossistes européens (qui les eurent, semble-t-il, à bas prix). Elle fit procéder à de nouvelles élections des comités de gestion, qui furent d'ailleurs tous réélus. Mais, depuis, en l'absence de l'autorité centrale d'une coopérative, certains comités ont pu commettre des abus sans être inquiétés.

« D'autre part, la sous-préfecture a pris en charge la direction financière et fait redescendre les salaires minimum à 732 F au mois de décembre, les investissements nécessaires (engrais, essence pour les tracteurs) n'étaient pas toujours faits. Les ouvriers agricoles, et en particulier les membres du comité de gestion, se plaignaient que la sous-préfecture ne se souciât pas de leurs problèmes et ne leur laissât pas les moyens de les résoudre eux-mêmes » (p. 3).

Peu après, le secteur de Boufarik allait être absorbé par Blida. Dans cette ville, l'U.G.T.A. fut menée par Boudissa, ancien syndicaliste en France et devenu officier dans l'A.L.N. en Tunisie. Il se constitua une équipe toute dévouée et, très rapidement, il contrô-

lait une part importante de l'économie de Blida et de sa région. Mais souvent les comités de gestion avaient à leur tête un responsable désigné par la coopérative. Le mouvement s'accroît avec l'arrivée de Slimane, ancien ben-belliste de la Fédération de France, qui vint pour la première fois à Blida contrôler l'U.G.T.A. Les cadres locaux réticents allaient se soumettre ou s'en aller. Le mouvement « coopératif » à Blida allait prendre une large extension, d'autant plus que, pour des raisons démagogiques, la sous-préfecture allait porter le salaire de l'ouvrier agricole à 900 AF par jour (contre 732 AF à Boufarik) mais l'ensemble des entreprises fut contrôlé par la comptabilité centrale de la ville, si bien que les responsables des comités de gestion ne devinrent plus que des contremaîtres et les ouvriers des salariés.

La différence entre les méthodes utilisées à Boufarik et celles de Blida recouvrent un conflit plus profond. D'un côté un embryon de pouvoir ouvrier-paysan avec des comités de gestion et une orientation collectiviste dans l'agriculture ; de l'autre une planification autoritaire, la transformation des biens vacants en fermes d'état et des paysans en salariés.

Le conflit n'allait pas tarder à éclater. Bouamra fut accusé d'être « un ennemi du peuple », ses adjoints menacés d'emprisonnement. Il faut comprendre l'importance du problème qui se posait. C'était toute l'orientation de l'agriculture et la nature même du régime algérien qui était en cause. C'est pourquoi le congrès de l'U.G.T.A. marque une étape importante dans la lutte des classes en Algérie.

LA PREPARATION DU CONGRES

Les 6 et 7 octobre, la Commission exécutive de l'U.G.T.A. décide de tenir son congrès et élit une commission de 15 membres chargée de la préparation du congrès. Le rapport qu'elle soumet au Conseil national est adopté à une très large majorité. C'est alors que le Bureau Politique intervient et constitue des sections et unions fantômes qui désavouent le Bureau National. Ces motions stéréotypées sont largement reproduites par « Al Chaab », le quotidien du Parti. Sous la pression, le Bureau signe, le 19 décembre, un accord avec le Bureau Politique, aux termes duquel l'U.G.T.A. conserve son autonomie vis-à-vis du F.L.N., mais la commission chargée de préparer le premier congrès est élargie, permettant à Cheikh Benghazi, ancien transfuge de l'U.S.T.A., de modifier l'ordre du jour et de distribuer les mandats, non pas sur la base de la représentation proportionnelle, la plus équitable, mais sur la base

du découpage géographique (tant de délégués par région indépendamment du nombre de militants). C'est dans ces conditions que se tient à Alger, du 17 au 20 janvier, le premier congrès de l'U.G.T.A.

Ben Bella prononce le discours d'ouverture dont les points essentiels sont les suivants : C'est le parti seul qui pense politique. Le syndicat doit être dirigé par les paysans et non par les ouvriers. Il doit se soumettre à la discipline nationale et encourager les ouvriers à travailler et non pas à revendiquer. Voici un passage significatif :

« Dans l'intérêt du pays, dans sa phase d'édification, il faut absolument qu'il n'y ait qu'une seule pensée politique. C'est le parti qui doit élaborer la pensée politique du pays... L'unité politique suppose nécessairement que toutes les organisations algériennes, et notamment les syndicats, se soumettent à une discipline nationale. Il faut se garder de certaines tentations qui existent en Afrique et qui portent un nom : l'ouvriérisme. Le congrès aura atteint son but si, dans ses prochaines assises, 80 % des délégués portent le turban, c'est-à-dire qu'ils seront des paysans. » (Cité dans *Informations ouvrières*, 2-2-1963.) Le reste de la journée, et au mépris de l'ordre du jour, des délégations étrangères viennent saluer la Révolution algérienne.

Le 18, le vrai congrès commence. Taher Gaid, du bureau sortant, fait un rapport complet : démocratie dans le syndicat — *« tous les organes de direction doivent être élus de la base au sommet par les travailleurs »*. Autonomie du syndicat vis-à-vis du Parti et de l'état — dénonciation de la corruption qui règne en Algérie :

« Les responsables de l'U.G.T.A. ont refusé les fonctions qui leur étaient offertes dans l'administration ou les ministères, qui leur auraient rapporté 250.000 F par mois ou plus, pour conserver leur salaire de 1954. »

Il se prononce pour un projet de réforme agraire et de planification économique dans l'intérêt des travailleurs. Enfin il affirme sa confiance dans la victoire finale du socialisme.

Le Bureau Politique allait réagir, le soir même, empêchant par toutes sortes de manœuvres que la discussion s'ouvre sur le rapport d'orientation.

Le 19, la tribune est occupée avant l'ouverture par des fidèles du Bureau Politique qui interdisent l'accès aux membres du secrétariat sortant, qui quittent la salle. Ils reviennent peu après et Deckar dénonce la manœuvre :

« C'est un coup de force pour enterrer l'U.G.T.A. Vous pouvez faire tout ce que vous voulez, mais les travailleurs ne vous suivront pas. Nous savons tous ici de quoi il s'agit. Le gouvernement et le Bureau Politique eux-mêmes avaient affirmé que la démocratie serait respectée. Vous avez violé en réalité toutes les règles démocratiques, mais attention, ce qui vient de se passer ici est extrêmement grave. Vous croyez avoir gagné, mais je vous dis : la partie est loin d'être jouée ! »

Sa voix est couverte par un chahut monstre dirigé par Boudissa ; Benghazi, Boumaza et Khider se succèdent à la tribune pour reprendre le congrès. Le samedi soir, deuxième coup de force. Le Bureau Politique a fait emplir la salle de chômeurs amenés par camions de la banlieue.

Toute intervention est désormais impossible. Les dirigeants et les militants sont menacés physiquement et expulsés de la tribune. Omar (A.G.T.A.) fut même séquestré tout l'après-midi au siège du palais Bruce (siège du F.L.N.).

Bourouiba parvint à dire quelques mots :

« Il faut organiser les travailleurs dans les villes pour pouvoir organiser et défendre les travailleurs dans les campagnes. Si l'unité se brisait, et je le regretterais, ce serait peut-être à partir de ce congrès. »

Le dimanche, les rapports sont votés à l'esbrouffe, le nouveau secrétaire est élu. Alors que la presse internationale dit que B. Bella use *« de méthodes au demeurant assez peu démocratiques »*, les responsables du Bureau Politique — Ben Bella, Bitat et Khider, revenus spécialement pour liquider le congrès — se félicitent de la démocratie :

« Nous sommes tous de véritables démocrates, car nous n'avons pas encore vu de ces cohortes de prisonniers devant la justice. »

L'U.G.T.A. est donc devenue un simple appendice du Parti comme le dit Bitat : *« L'U.G.T.A. est devenue, sous l'égide du parti F.L.N., une de ses organisations nationales »*.

Le congrès de l'U.G.T.A. revêt une très grande importance. Tout l'appareil du Bureau Politique est intervenu et a révélé ce qu'étaient le pouvoir du F.L.N. et la conception du socialisme de Ben Bella, sa conception du rapport entre les classes. Voici ce qu'un observateur écrit pour résumer le congrès : *« Les membres de l'ancien secrétariat... voulaient, d'une part, placer la paysannerie sous le contrôle du « prolétariat conscient » et, de l'autre, contenir par des nationalisations l'influence de la bourgeoisie. Ben Bella et le Bureau Politique, par contre, étaient convaincus qu'une politique*

de nationalisation précipitée n'aurait d'autre effet que de créer un climat défavorable aux investissements étrangers. En outre... pour Ben Bella, le syndicalisme ne sera valable que lorsqu'il pourra avoir dans sa composition 80 % de « turbans », c'est-à-dire de paysans. Contrairement à l'U.G.T.A., il pense que c'est à la paysannerie de contrôler le prolétariat et non pas l'inverse.» (Werner Plum : les problèmes du syndicalisme algérien, dans « Confluent », ouvrage cité, page 530.)

On comprend pourquoi De Broglie, ministre français invité par Ben Bella à Alger le 22 janvier, s'est montré satisfait et a déclaré que le gouvernement français serait compréhensif pour « la réforme agraire » projetée.

Il fallait insister largement sur le congrès, car les décrets tant vantés de mars sur l'autogestion, qui ne font que consacrer une situation de fait irréversible, se situent après le coup de force du Bureau Politique contre le syndicalisme ouvrier.

Qu'est-ce que l'A.N.P. ?

En 1962, l'armée algérienne est divisée en deux :

1° L'A.L.N. intérieure (essentiellement les willayas II (Constantinois), III (Kabylie), IV (Algérois) et la zone autonome d'Alger (Z.A.A.) qui a supporté pendant sept ans tout le poids de la guerre et a subi de très lourdes pertes (50 % de son potentiel lors des opérations Challe). Ses katibas ont éclaté, son armement est hétéroclite, ses liaisons précaires, ses cadres insuffisants et très jeunes. Mais les manifestations de décembre 1960, à Alger, organisées par la Z.A.A. ont prouvé au peuple que c'était bien lui et lui seul qui arrachait, par sa détermination et ses sacrifices, la victoire. Après les accords de mars, des recrues venues de l'armée française ou de la force locale, armée éphémère de l'Exécutif provisoire, désertent avec armes et bagages et vont gonfler les effectifs des willayas.

2° L'armée des frontières, regroupée en Tunisie et au Maroc, fortement dotée d'un matériel moderne, structurée comme une armée régulière, avec sa hiérarchie d'officiers sortis des écoles militaires françaises ou égyptiennes, son règlement intérieur, ses casernes, ses revues, son chef tout-puissant, Boumedienne, qui n'a jamais milité en Algérie et a passé toute la guerre à l'extérieur. Il fut nommé par Boussouf chef d'état-major en 1960, non pour ses talents militaires, mais parce qu'il joua un rôle décisif dans la répression

du « complot des colonels », vaste soulèvement de cadres et de soldats dirigé contre le G.P.R.A., qui refusait d'envoyer des armes à l'intérieur. Par des méthodes bureaucratiques et répressives, il sélectionne un appareil militaire qui finit par coiffer toute l'A.L.N. extérieure, et garde son autonomie vis-à-vis du G.P.R.A. Avant la crise de l'été 62, l'A.L.N. n'apparaissait donc pas comme « le fer de lance de la révolution algérienne », comme l'a écrit Pablo, impressionné par la phraséologie populiste et les références à Castro ou Mao utilisées dans quelques brochures, mais comme une composante décisive du futur appareil d'état algérien.

Après la signature des accords d'Evian, la crise éclata ouvertement entre l'A.L.N. des frontières et le G.P.R.A. qui chercha alors à s'appuyer sur les willayas de l'intérieur tellement délaissées pendant la guerre. Mais les objectifs du G.P.R.A. et ceux des willayas étaient contradictoires. Le G.P.R.A. n'avait d'autre ambition que de se faire valoir auprès de l'impérialisme français comme l'équipe la plus apte à faire respecter les accords d'Evian ; dans le phénomène du « willayisme » s'exprimait la volonté des combattants de ne pas se contenter d'une indépendance formelle, de bâtir leur propre pouvoir. Et le caractère social différent de l'armée des frontières s'est clairement exprimé dans la violence avec laquelle elle a œuvré à écraser « les militants de l'intérieur ».

L'A.L.N. de Tunisie entre en Algérie et s'installe facilement en willaya I (Aurès) et en willaya VI (Sud algérois). L'A.L.N. du Maroc entre facilement en willaya V (Oranie) très peu active. Elle exerce une répression féroce sur les cadres et les militants de l'Organisation Politique et Administrative, qualifiés de harkis, et liquide toutes les structures du F.L.N. Mais lorsqu'elle s'avança vers Alger, l'A.L.N., illusionnée par la décomposition du G.P.R.A., se heurta en septembre à Boghari (1.300 morts) aux militants aguerris et résolus des willayas II, III et IV, tandis que Yacéf Sâadi, encerclé par les forces de la Z.A.A., capitulait dans la Casbah. Boumedienne qui n'avait jamais utilisé son matériel lourd contre les Français, osa l'employer contre les djounouds. Mais, après Boghari, un grand nombre de cadres et de soldats quitta l'armée des frontières, soit en se faisant démobiliser, soit en emportant les armes. Les vides furent comblés par les débris de la force locale (harkis, mercenaires...). Les cadres algériens demeurés au service de l'armée française vinrent d'un commun accord entre l'état-major français et celui de « l'Armée Nationale Populaire » combler les vides laissés par les cadres révolutionnaires.

L'A.N.P. est devenue une armée régulière, pléthorique (100.000 hommes) avec son budget énorme, son matériel lourd fourni par la

France, l'Egypte ou les pays de l'Est, sa hiérarchie et ses cadres soigneusement épurés, provenant pour l'essentiel de l'armée française, des écoles égyptiennes ou des frontières, avec des différences de soldes marquées entre les soldats, les sous-officiers et les officiers (1).

L'A.N.P. possède sa presse intérieure et sa revue mensuelle « El Djeich ».

A côté de l'armée, la gendarmerie, la police et la sûreté générale sont devenues des annexes de l'A.N.P. depuis que Boumedienne est ministre de la Défense nationale et vice-président du Conseil.

L'A.N.P. a joué le rôle d'une « force de frappe » du régime, mais cela ne suffit pas à la définir. L'état algérien est encore trop fragile, les couches dirigeantes trop faibles, la crise sociale trop aiguë, pour que les différentes composantes de l'appareil d'état acceptent de se surbordonner aux besoins généraux de développement de cet état. « Etat dans l'état », l'état-major de l'A.N.P. deviendrait volontiers *tout* l'état. C'est dire que la dictature militaire est une solution fort possible à l'usure du pouvoir de Ben Bella. Dans l'actuelle décomposition en ces éléments simples de la société algérienne, la caste constituée par l'encadrement de l'A.N.P. peut fort bien jouer un rôle de direction de l'état et cela parce qu'elle dispose de la force autonome la plus structurée et la plus puissante du pays. Sur ce terrain, Boumedienne poursuit incontestablement ses propres objectifs et sa rivalité avec Ben Bella est l'une des clés de l'actuel imbroglio politique algérien (2). Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner, les attitudes contradictoires du pouvoir politique et de l'armée lors de la crise kabyle et de la « drôle de guerre » algéro-marocaine.

(1) Le soldat gagne 20.000 AF, pouvoir d'achat élevé en Algérie compte tenu de la misère générale, le sergent 53.500 AF, l'adjudant 107.000 AF. Il ne nous a pas été possible de connaître les soldes des officiers.

(2) Le conflit entre les deux hommes est permanent. Pendant la crise Ben Bella-Khider, Boumedienne s'est puissamment renforcé, d'autant que les masses, après le congrès de l'U.G.T.A., étaient hostiles au F.L.N. Pendant son voyage à Moscou, Ben Bella en a profité pour nommer à la tête de l'état-major un rival, Tahar Zbiri, porte-parole des officiers de l'intérieur et ancien chef des Aurès. Mais, dès son retour, Boumedienne, qui contrôle l'appareil policier et militaire, a lancé l'épreuve de force en Kabylie pour déconsidérer Zbiri et liquider le F.F.S. Le conflit avec le Maroc a procuré un répit à Ben Bella qui a tenu le congrès sur l'auto-gestion pour renforcer sa position chez les paysans, préparé des manifestations massives pour le 1^{er} novembre, négocié avec le F.F.S. un accord où il cédait beaucoup. Mais Boumedienne devait risquer le sabotage de l'accord de Bamako sur le cessez-le-feu et en obligeant Ben Bella à remettre en cause son accord avec le F.F.S., et tout projet de ressusciter le « vieux » F.L.N. et de former un gouvernement d'union nationale...

Mais, tout d'abord, il faut clairement répondre à une question décisive : le contenu social d'une dictature militaire serait-il différent de celui du présent régime ?

La phraséologie, l'idéologie de l'A.N.P., comme les solutions qu'elle avance pour répondre aux problèmes actuels de l'Algérie, sont des plus confuses. On y retrouve la trace des enseignements des « bureaux psychologiques » de l'armée française sur les techniques et les méthodes nécessaires pour encadrer et mobiliser les populations sous le contrôle des officiers. On y vante aussi Mao tsé-toung et les communes populaires. On assure que l'A.N.P., « fer de lance de la paysannerie », doit assurer par une mobilisation totale et autoritaire de toutes les énergies la solution révolutionnaire des difficultés actuelles...

Mais un marxiste ne saurait juger un groupe social sur ses proclamations pas plus que sur l'idée qu'il se fait de lui-même. Que des officiers de l'A.N.P. aient l'illusion d'être au-dessus des déterminismes sociaux ne change rien à l'affaire. Les « communes populaires » chinoises (d'ailleurs aujourd'hui abandonnées dans leur formes les plus extrêmes) ne sont pas une « technique » particulière d'organisation de la paysannerie. Elles ne peuvent se comprendre que dans un contexte, celui d'une révolution sociale qui avait donné la terre aux paysans, exproprié l'impérialisme, détruit les rapports de propriété capitalistes et la domination de la bourgeoisie nationale et qui avait pour point de départ une grandiose mobilisation révolutionnaire de la paysannerie.

Certes, une certaine « accumulation primitive » peut être réalisée en Algérie sous un strict contrôle bureaucratique de la caste militaire. Mais dans le cadre de quels rapports sociaux ? L'état, même sous la forme d'une dictature militaire, demeurerait le « tuteur » sur lequel s'appuie la faible bourgeoisie nationale pour se constituer en classe dominante ; il resterait le support du maintien de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Si l'impérialisme et la bourgeoisie nationale étaient amenés à favoriser — ou à accepter — une dictature de l'A.N.P., celle-ci ne serait pas plus « progressive » par rapport au régime de Ben Bella que celui de Nasser ne l'est par rapport à celui de Neguib.

On peut simplement dire que sur le terrain politique elle viserait à liquider toute forme d'organisation indépendante des masses. Elle ne se contenterait pas de se défaire des « politiciens » et de balayer l'assemblée nationale : elle en finirait aussi avec les comités de gestion que Ben Bella a dû accepter.

Pendant la crise de juillet 62, la willaya IV occupa Alger pour renforcer la Z.A.A. en lutte contre Yacef Sâadi, et pour barrer l'accès de la capitale aux « Tunisiens », mais les chefs de la willaya III négocièrent un accord avec le B.P. La willaya IV s'effondra. Boumedienne entreprit de « réorganiser » l'armée et de mettre fin au « willayisme ». Il démantela la II et la IV, mais lorsqu'il voulut toucher à la Kabylie, il se heurta à Mohand ou el Hadj, chef militaire populaire dans sa région, soutenu par la Z.A.A. Sous la pression du Bureau Politique, Boumedienne accepta de transformer la III en 7^e région militaire sans toucher aux cadres ni aux djounouds. La Kabylie devint donc la seule région d'Algérie où les anciens maquisards purent se réfugier lorsque l'A.N.P. commença une vaste répression contre les anciens djounouds. De nombreux cadres de la II, IV, V ou d'Alger vinrent à Tizi-Ouzou, Azazga, Dra-El-Mizan ou Michelet. Le problème kabyle est donc bien autre chose que du régionalisme, comme la rébellion des Aurès était autre chose que « la dissidence chaouïa ». La seule différence entre la Kabylie et le reste de l'Algérie, c'est que là l'opposition y était restée organisée.

La preuve que derrière le problème kabyle il y a autre chose que du régionalisme, contrairement à ce que disent les staliniens, mais tout le problème algérien, c'est que pour répondre au Front des Forces Socialistes — F.F.S. — (1), Ben Bella a pris trois mesures précipitées : nationalisations des dernières terres françaises, congrès de l'autogestion, promesse de tenir un congrès démocratique du F.L.N. !

La politique extérieure de Ben Bella

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. La réalité de la politique extérieure de Ben Bella apparaît clairement dans ses rapports avec l'impérialisme français.

En dépit de toutes les mesures prises par Ben Bella (décrets de mars sur l'autogestion, nationalisations), De Gaulle soutient fermement le régime algérien, non seulement à cause des bases militaires du Sahara, du pétrole, etc., mais aussi parce que dans l'actuel partage des zones impérialistes, c'est à la France qu'il revient de contrôler l'évolution de l'Algérie comme de l'ex-communauté. En cas de défaillance, ce seraient les Etats-Unis qui assureraient la relève avec, sans doute, la caution de l'O.N.U. Mais si Ben Bella joue bien

(1) Il n'est pas question ici de traiter *au fond* de la crise kabyle, ni de caractériser politiquement « l'opération F.F.S. ». Ces questions seront examinées dans l'article suivant qui analysera les différentes tendances politiques nées de l'éclatement du F.L.N.

sûr des rivalités inter-impérialistes, il demeure fidèle à une politique d'alliance prioritaire (coopération) avec l'impérialisme français et si Nasser est le « Grand Frère » d'Orient, le grand frère d'Occident reste Charles de Gaulle à qui Ben Bella empruntait assez comiquement son style et ses attitudes au plus fort de la « crise kabyle »...

Ben Bella peut parler de réforme agraire ou de « socialisme arabe », recevoir « Che » Guevarra ou Chou En Lai, tant que l'impérialisme français contrôle l'essentiel de l'économie algérienne et que le pouvoir politique n'entend pas remettre en cause ce contrôle, la base de la « coopération » existe.

C'est dès 1962 que De Gaulle a soutenu Ben Bella. Les crédits furent débloqués et le personnel de l'exécutif provisoire, avec ses cadres français, se rallia au nouveau régime. C'est avec l'accord de la France, lorsqu'il fut bien établi que le départ des « Pieds Noirs » était irrévocable, que la vacance des biens européens fut proclamée. La « coopération » entra solidement dans les faits après l'arrivée à Paris de Khemisti, ministre des affaires étrangères, et le voyage de de Broglie à Alger, à la veille du Congrès du l'U.G.T.A. La manière dont Ben Bella intervint à ce congrès rassura définitivement (s'il en était besoin !) le gouvernement français sur la signification du « socialisme arabe ».

Les décrets de mars furent accueillis sans colère car Alger avait prévenu Paris de son intention de codifier, pour mieux la contrôler, une expérience qui tendait à se généraliser. C'est pourquoi l'aide financière ne fit jamais défaut et que le vin d'Algérie continue à s'écouler sur le marché français.

Lors de ses passes difficiles, de son conflit avec Khider, de la récente nationalisation des terres européennes, de la « crise kabyle », de Gaulle ne ménagea pas son appui à Ben Bella.

De son côté, Ben Bella s'est montré respectueux de l'ex-communauté française, fait jusqu'à présent le silence sur les expériences nucléaires au Sahara, signe certes l'accord de Moscou, mais souligne qu'il comprend la position d'une France indépendante. Sa politique, avec son style inimitable, « *Le Monde Diplomatique* » d'octobre 1963, la définit fort bien : « *Les déclarations faites dans les derniers jours de septembre par M. Ben Bella, et l'envoi à Paris d'un ambassadeur d'évidente bonne volonté, M. Boualem Moussaoui, permettent d'envisager que le ton d'Evian soit donné à l'application de la politique de Tripoli* ».

Quant à la politique extérieure « générale » de Ben Bella, qu'en dire ? Elle ne se distingue en rien de celle des autres pays, nouvelle-

ment indépendants où des gouvernements bourgeois de divers types assurent le maintien de la domination indirecte mais efficace de l'impérialisme. Pour ceux qui assurent que cette politique est de caractère « socialiste », on aimerait savoir quels critères ils utilisent. On chercherait en vain, en effet, dans les actes et même dans les proclamations du gouvernement Ben Bella le moindre indice qui permette d'affirmer que les intérêts du mouvement ouvrier international, la nature sociale des régimes avec lesquels il traite, comptent dans les attitudes qu'il prend. Certes, on chante les louanges de Castro, mais cela n'empêche pas de donner le nom de Kennedy à une place d'Alger !

Il reste, assurent certains, que le gouvernement algérien soutient résolument ses « frères » du Tiers-Monde en lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes. Il faut dégonfler cette baudruche et c'est aisé.

La presse algérienne reste muette sur la situation réelle dans les pays de l'ex-communauté, sur les oppositions africaines et malgaches, sur l'immense corruption qui règne dans ces pays d'Afrique. On ne trouve rien sur la répression au Cameroun, sur les Syndicats de Côte-d'Ivoire et du Dahomey. « Le Moujahid » n'a dénoncé Fulbert Youlou... qu'après que le peuple congolais ait réclamé sa démission !

X
Même discrétion en ce qui concerne la Libye, le Soudan, les Somalies (sphère d'influence de Nasser), les pays prétendument « progressistes » comme le Ghana, le Nigeria ou le Kenya, et les pays sous contrôle américain comme le Libéria ou l'ex-Congo belge. Quant à l'Ethiopie, cette monarchie médiévale, elle a encore récemment eu droit à une page d'éloges dans « Le Peuple ».

Que reste-t-il ? Une dénonciation très vive de l'apartheid en Afrique du Sud, dont il faut certes féliciter le gouvernement algérien, mais on avouera que c'est insuffisant pour trouver un contenu révolutionnaire à la politique algérienne.

Et l'Angola ? La barbare domination portugaise est critiquée par l'impérialisme américain, favorable à une solution d'indépendance négociée. Sur ce terrain, Ben Bella avait les mains libres. Il favorisa l'installation de camps d'entraînement, donna des armes, promit des volontaires et alla jusqu'à soutenir, devant la conférence d'Addis-Abéba, le mouvement angolais le plus radical, le M.L.P.A., dirigé par Mario de Andrade. Mais, trois mois plus tard, à la conférence de Dakar, il s'alignait sur le grand frère Nasser et reconnaissait comme gouvernement provisoire de l'Angola, celui formé par le mouvement « modéré » de Robert Holden, qui bénéficiait ouvertement de l'appui des Etats-Unis.

Cette capitulation, comme celle semblable, accomplie à propos de la Guinée portugaise, manifeste la réalité de la politique algérienne sur ces questions :

« Dans l'affaire de la Guinée Portugaise, où la fraction de gauche (le P.A.I.G.C. d'Amilca Cabral) joue le rôle prépondérant, les dirigeants algériens n'ont pas voulu pousser leur soutien de ce dernier groupe au point de mettre en danger leurs propres relations avec le Sénégal, fort hostile à ce même mouvement. Comme quoi, on constate que, tout en menant une action révolutionnaire, le gouvernement d'Alger tient à rester vis-à-vis de ses partenaires d'Addis-Abéba, dans le ton de la diplomatie cordiale. » (J. Lacouture dans « Le Monde Diplomatique » d'octobre 1963.)

Dans tous les pays où le passage de l'indépendance formelle à l'indépendance réelle est posée, Ben Bella se tait parce qu'il ne peut dénoncer chez les autres ce qu'il pratique chez lui. En fait, aux côtés du Négus, de Senghor, de Keita ou de Nasser, il fait partie du groupe d'Addis-Abéba, Sainte-Alliance des dictateurs aux petit pied qui prospèrent à l'ombre de l'impérialisme.

Premières conclusions

Il n'est pas possible, à ce stade, de conclure complètement. Pour le faire, pour porter un jugement d'ensemble sur l'actuelle situation politique et sociale algérienne, il faudra d'abord revenir sur la crise du mouvement nationaliste algérien, sur les événements de 1962, sur l'évolution de la situation au cours de l'année 1963 ; approfondir aussi les problèmes théoriques posés. Ce sera l'objet d'un second article.

D'ores et déjà pourtant, à partir des faits que nous avons exposés, il est possible de donner une définition générale de l'état ben belliste.

Le trait le plus apparent du régime de Ben Bella c'est son absence de démocratie, non seulement socialiste mais même bourgeoise. Non seulement, il n'existe aucune institution qui permette aux masses d'exercer un contrôle quelconque sur les décisions prises par l'appareil d'état ; mais, de plus, les opposants ne peuvent faire entendre leur voix d'une manière organisée. Nous avons montré

comment le pouvoir avait brisé l'autonomie syndicale. Il suffit d'ajouter qu'en août 1963, il s'est pareillement comporté vis-à-vis de l'organisation étudiante, l'U.G.E.A., lors de son congrès. Le bureau sortant qui, au cours de l'été 1962, avait adopté une position de neutralité entre les tendances du F.L.N. — voisine de celle de l'U.G.T.A. — fut éliminé par des méthodes bureaucratiques. Une fois encore, le pouvoir intervint directement pendant le Congrès. Ben Bella employa tour à tour la flatterie et la menace contre ceux qui refusaient un ordre du jour imposé et contestaient la représentativité de certains délégués. Nombre d'étudiants quittèrent le Congrès en dénonçant son caractère préfabriqué...

Il est à remarquer d'ailleurs que c'est toujours contre la gauche qu'a joué à plein le caractère policier du régime : arrestations arbitraires, dissolutions, négation de la liberté d'expression. Pourquoi ? Parce que l'ennemi de ce régime a été d'emblée tout ce qui esquissait des organismes de pouvoir issus de l'activité des masses. C'est dans ce sens qu'allait la liquidation militaire de ce que l'on appelait improprement le « willayisme », l'asservissement à l'état de l'organisation syndicale. Ce n'est pas en s'appuyant sur les masses, *c'est contre elles que s'est constitué le nouveau pouvoir central, le nouvel appareil d'état.* Lorsqu'il lui a fallu donner une forme institutionnelle à l'élan pris par les masses (comités de gestion), c'est en écartant de toute responsabilité politique ces organismes. Il est extrêmement important certes de constater que le gouvernement cherche à imposer ses hommes dans les comités de gestion, que même à ce niveau il refuse la démocratie, mais l'essentiel n'est pas là. *Il est dans le fait que ces comités ne détiennent aucun pouvoir politique.*

Appuyé sur l'appareil du parti unique (parti d'état) et sur les cadres de l'A.N.P., le nouvel appareil d'état est bien un appareil de domination, séparé de la grande masse de la population, opposé à elle. Pour le compte de qui exerce-t-il ce rôle de domination, de centralisation ? C'est-à-dire quelle est sa nature sociale, sa nature de classe ?

Des avocats de Ben Bella, comme Pablo et ses amis, affirment que les dernières mesures prises par Ben Bella font de l'état algérien, un « état ouvrier » auquel il ne manquerait que quelques améliorations de détail, comme un peu de démocratie ouvrière pour être parfait. L'étude de la réalité sociale de l'Algérie démontre précisément le contraire.

Nous ne nions nullement l'importance de la fuite des Pieds-noirs, le désarroi de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie musulmanes

devant des responsabilités qu'elles se sentaient incapables d'assumer, la modification du rapport des forces en un sens favorable à la paysannerie qui en résulta. Pas plus ne nions-nous l'importance des nationalisations dans l'agriculture, la transformation de nombreux fellahs en prolétaires ruraux. Mais que l'état algérien ait été contraint de se substituer directement aux colons n'entraîne aucunement qu'on puisse le caractériser de socialiste !

Nous avons souligné l'importance des comités de gestion et vu que les problèmes réels qui s'y posaient débouchaient sur la question du pouvoir des ouvriers et des paysans. Mais si Ben Bella, à son corps défendant, a avalisé la situation de fait existant dans l'agriculture, rappelons qu'il ne l'a fait qu'après avoir liquidé les embryons de pouvoir ouvrier et paysan qui s'étaient manifestés dans certaines régions (comme la Mitidja) et liquidé les syndicats ouvriers comme organisation indépendante.

Ben Bella n'a tenu de congrès de l'autogestion que lorsque la pression populaire l'y accula, devant la menace de développement des maquis F.F.S. A ce congrès, les fellahs ont vivement critiqué la politique des investissements et de la commercialisation. Par le biais du problème de la mécanisation, ils ont posé la question de la liaison avec les ouvriers des villes, par leurs demandes sur la répartition des bénéfices mis en avant la question du contrôle du Plan par les travailleurs. C'est un événement considérable que les paysans aient pu confronter leurs expériences. Mais le congrès ne s'est pas transformé en organe souverain. La réalité du pouvoir demeure entièrement entre les mains du pouvoir central qui, ayant senti le danger, parle de tenir un congrès de « toute la paysannerie » pour mieux coiffer les comités de gestion.

Mais il demeure que les facteurs déterminants de l'Algérie, dix-huit mois après la signature des accords d'Evian, ce ne sont pas les transformations effectuées dans le secteur moderne de l'agriculture et encore moins les nationalisations d'hôtels. C'est le fait que la France contrôle 80 % de l'économie algérienne, que le gouvernement algérien ne bouleverse pas les structures agricoles (par exemple en lançant un plan d'arrachage de la vigne), qu'il ne touche pas au Code des Investissements et à la politique énergétique et minière, élaborée dans l'intérêt de l'impérialisme français. Qu'en un mot cet état défend les rapports capitalistes de propriété sous la forme prédominante qu'ils connaissent en Algérie : la domination du capital étranger, qu'il s'agit d'un *état bourgeois*.

Nous ne prétendons pas du tout épuiser la question par cette première conclusion. Mais c'est de là qu'il faut partir.

La bourgeoisie nationale n'a pas les moyens de gouverner directement. Elle doit s'en remettre à une bureaucratie politique parasitaire pour qu'elle construise un véritable appareil d'état. Cet état, au sens strict du terme, joue pour cette bourgeoisie un rôle de *tuteur*, assurant par l'animation d'un secteur nationalisé les conditions d'un développement économique. Par là même cet état dispose d'une relative autonomie : c'est en ce sens que le régime de Ben Bella élevé au-dessus des diverses classes sociales et jouant de leur contradiction est un régime *bonapartiste*. Qu'il ne satisfasse pas toutes les couches de la bourgeoisie algérienne est une évidence, mais elles sont bien contraintes, pour l'heure, de s'en contenter. Ce type de régime, appuyé sur un parti unique, se retrouve, avec certes des variantes, dans nombre de pays ayant récemment accédé à une indépendance formelle.

Ce que l'on peut ajouter dès à présent à propos du cas spécifique de l'Algérie, c'est que le caractère autoritaire du régime de Ben Bella ne doit pas faire illusion : il est fragile. Il a dû, nous y avons insisté, tenir compte de l'activité des masses (congrès des comités de gestion). La situation sociale n'est nullement stabilisée et la confusion politique révèle cette instabilité.

Les ouvriers et les paysans algériens n'ont pas dit leur dernier mot. Mais, au cours des prochaines crises il leur faudra parler leur propre langue. Il leur faudra un programme exprimant leurs intérêts fondamentaux, une organisation politique rassemblée sur ce programme.

M. AKLOUF.

(A suivre.)

Décembre 1963.

PERSPECTIVES du DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

(Cet article de Tom Kemp a paru dans le numéro de l'été 1961 de « Labour Review », la revue théorique de la Socialist Labour League. Par le caractère fondamental des questions qu'il aborde et qui concernent l'évolution du capitalisme il garde toute son actualité. Un autre article de Tom Kemp qui revient sur certains points traités dans cette étude a paru dans le numéro 13 de « Partisans »).

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le développement du capitalisme suit une courbe généralement ascendante ; et ce fait a fourni à beaucoup d'économistes la « preuve » que le marxisme s'est avéré faux. que le capitalisme s'est transformé et que ce système a réussi à obtenir un sursis de vie plus ou moins durable. En outre, nombre de marxistes, ou, plus exactement, de gens qui se revendiquent du marxisme, ont été manifestement incapables d'expliquer cette nouvelle phase du développement du capitalisme et de renoncer à la définition que l'on donnait entre 1930 et 1940 de la « crise générale du capitalisme ». Toutefois les théories de Marx n'y sont pour rien : un grand nombre de ceux qui se disent marxistes n'ont pas voulu ou n'ont pas su faire pour leur époque ce que Marx fit pour la sienne, étudier l'action des « lois de mouvement » du mode de production capitaliste dans sa phase la plus récente. Sans prétendre y parvenir dans le cadre limité d'un seul article, nous pouvons du moins tenter ici de ré-énoncer, compte tenu des événements contemporains, un certain nombre de principes essentiels et peut-être de dégager les grandes lignes d'une étude qui reste à faire.

Le modèle de Marx

La croissance de l'économie capitaliste dans son ensemble serait impossible si les entreprises capitalistes (« sociétés ») n'étaient capables d'extraire de la classe ouvrière de la plus-value et de la réaliser selon le processus que Marx nomme « reproduction élargie ». Il faut que la plus-value soit pour ainsi dire totalement réalisable, sous peine de voir se ralentir le rythme de la progression. Si l'on ne dispose pas de débouchés qui assurent le réinvestissement rentable d'une fraction suffisante des profits déjà tirés de l'exploitation des ouvriers, l'on ne peut réaliser intégralement la plus-value extractible, et les capitalistes n'ont donc pas intérêt à l'extraire. Lorsque cette situation se présente, le système s'y adapte par un ralentissement et généralement par une véritable contraction : dans ce dernier cas, nous trouvons l'origine du cycle économique courant ; toutefois peut survenir une période plus ou moins

prolongée, dont la durée représente plusieurs cycles économiques, et pendant laquelle les conditions de la réalisation se font extraordinairement difficiles : ce phénomène a été l'une des caractéristiques du développement du capitalisme (1). L'entreprise capitaliste individuelle (« société ») est organisée avant tout en vue de l'accumulation, qui se fait normalement tant que l'on peut réaliser la plus-value et par conséquent trouver le capital-argent indispensable à l'expansion. Ce qui se produit à l'intérieur du système pris dans son ensemble (« macro-économie ») est la résultante de ce qui se produit dans les différentes sociétés qui composent le tout, certaines d'entre elles pouvant se comporter autrement que le système pris dans son ensemble.

Si l'on réduisait en ses éléments le mécanisme du mode de production capitaliste et que l'on en déduisit un « modèle », ce n'est pas une possibilité que l'on verrait surgir, mais une infinité de variantes possibles. Le modèle théorique n'est jamais qu'une réplique imparfaite du monde réel : il reproduit plus ou moins fidèlement un aspect limité de la réalité et considère les autres éléments comme des constantes. Lorsqu'on rend le modèle plus conforme à la réalité en augmentant le nombre des variables, le tableau d'ensemble gagne en complexité. Etant donné que l'on doit affecter à chaque nouveau facteur une valeur et une importance plus ou moins arbitraires, la représentation, pour être devenue plus complexe, n'en reste pas moins abstraite et ne « colle » pas nécessairement de plus près au monde réel. En fait, le modèle risque bien de ne plus être que le hochet du théoricien, un jouet qui, tout en contribuant peut-être au perfectionnement de certains outils d'analyse, ne permettra pas de dégager une formule qui rende le monde réel plus intelligible. Dans le modèle économique, l'agrégat est la résultante de l'interaction de nombreuses entreprises individuelles dont chacune est à la recherche du profit (ce qui est le cas dans les conditions du système capitaliste) : les limitations de cette méthode sont valables au même titre pour l'économie marxiste et pour l'économie classique. En effet, il est facile de confondre les modèles simplifiés dont use Marx (par exemple, le schéma de la reproduction), et le fonctionnement réel de l'économie capitaliste : cette confusion a été la source de bien des erreurs (2). L'économie politique de Marx permet évidemment la construction de modèles différents dont les différences de comportement sont déterminées par ce que l'on y incorpore à l'origine. L'on

(1) L'on a déduit de ces faits d'observation historique un grand nombre de théories du cycle long qui se fondent sur l'analogie entre ce cycle et le cycle commercial (courant), et ont ceci de commun qu'elles correspondent à une conception mécaniste du problème, séparant artificiellement les forces économiques du processus historique d'ensemble. Ces thèses étrangères au marxisme ont été défendues par Kondratieff (v. *Readings in Business Cycle Theory*), Schumpeter et autres Rostow. Trotsky a consacré aux théories de Kondratieff un commentaire concis et dans lequel il définit la position des marxistes, et qui a été publié dans Fourth International de mai 1941.

(2) Cette confusion est à l'origine, entre autres, des erreurs commises par Rosa Luxemburg dans *L'accumulation du capital*, si brillantes que soient par ailleurs ces thèses.

n'a donc pas le droit de déduire de simples modèles, dont Marx se servait dans un but limité et spécifique, des conclusions applicables en toutes circonstances au système capitaliste pris dans sa totalité. Ce qui caractérise la méthode marxiste, c'est que Marx abstrait des mécanismes complexes du monde vivant un aspect limité qu'il désire soumettre à un examen approfondi, afin de dégager un rapport, de montrer quelle tendance jouera, les conditions du contexte étant connues (mais elles le sont rarement dans la pratique). A vrai dire, les diverses lois dégagées par Marx du mode de production capitaliste ont assez fortement fait sentir leurs effets à telle ou telle époque pour que l'on puisse dire qu'elles se sont vérifiées dans la pratique. L'observateur superficiel pourrait s'imaginer qu'à d'autres époques elles n'ont pas joué du tout : en réalité, elles ne se sont pas manifestées parce que des tendances contraires les en ont empêchées. Car l'histoire du capitalisme montre que l'action de « lois » qui se manifestaient très clairement dans un modèle abstrait a presque toujours pu être contrecarrée par l'action d'autres forces à l'intérieur du système.

Que ces problèmes se posent ne veut pas dire que les lois ne sont pas des lois ou que la méthode est mauvaise, mais qu'il faut user avec prudence des outils que Marx a mis au point en étudiant les secrets du développement du capitalisme au cours du XIX^e siècle. Marx ne prétendait pas donner dans son œuvre un modèle tout prêt qui permettrait d'étudier l'action ultérieure des lois régissant le développement du capitalisme ; il ne voulait pas non plus formuler un programme auquel il pensait que ce développement se conformerait. Quand il se laissait aller à faire une prévision (ce qui, chez lui, n'allait pas sans l'espoir que les hommes agiraient de façon à créer la situation dont il attendait l'apparition), Marx se trompait souvent. Mais aussi ne jouait-il pas au prophète, et surtout pas dans *Le Capital* : cela n'a donc pas de sens, que de discuter pour savoir s'il a eu raison sur tel point ou tort sur tel autre. Marx a montré que le développement du capitalisme est régi par des lois : ce système s'est effectivement développé conformément à ces lois, mais selon des combinaisons et dans des conditions déterminées créées par des forces vivantes et aboutissant à l'apparition de structures d'une richesse et d'une variété si grandes que nul modèle ne saurait en donner l'image. Le modèle est donc un instrument méthodologique indispensable à condition d'en reconnaître les limites.

Le capitalisme mondial

Lorsqu'on étudie l'histoire du capitalisme depuis Marx, il ne s'agit pas de comparer ce qui s'est réellement passé avec telle ou telle affirmation formulée par Marx alors qu'il étudiait un modèle à plusieurs variables abstrait d'un ensemble ; ce qui importe, c'est de voir comment la combinaison des différentes lois auxquelles Marx accordait la primauté permet de comprendre le système conçu en tant que tout en mouvement. De son temps, le capitalisme était un système encore jeune, qui n'occupait qu'une aire géographique

restreinte, lancé à la conquête du monde. Parti de deux ou trois secteurs, le capitalisme allait gagner du terrain, devenir un système mondial dont le centre, constitué par une minorité de pays avancés, tenait sous sa dépendance les pays sous-développés de toutes les parties du monde. Cette expansion géographique a pris pour ce faire une période historique tout entière (l'époque de l'impérialisme); elle a eu, d'autre part, pour effet de faciliter le développement intensif du mode de production capitaliste dans les pays avancés, et de faire apparaître le caractère inégal du développement d'ensemble.

Pour en revenir à notre point de départ, la transformation du capitalisme en système mondial a créé des conditions nouvelles qui permettaient d'extraire et de réaliser la plus-value à une échelle immense; cette expansion a permis de poursuivre l'accumulation sans que le taux de profit s'en ressente et, dans les pays capitalistes avancés, de sauvegarder également la stabilité de leur niveau de vie. A considérer la réalité de façon unilatérale, cet aspect l'emporte sur les autres. Les conditions qui ont permis le développement du mode de production capitaliste ont en même temps entraîné guerres mondiales, assujettissement des peuples coloniaux, crises et insécurité généralisée. Bien que ses contradictions en soient venues à un point d'extrême intensité, le capitalisme ne s'est pas effondré; la raison de sa survie est simple: partout où la bourgeoisie est restée la classe dirigeante, elle a su préserver l'existence du système à n'importe quel prix. Cette survie ne tient pas à la vitalité de ce système, mais à la faiblesse du mouvement ouvrier. Mais laissons de côté cet aspect du problème: il nous suffit, pour l'instant, de savoir que le capitalisme, non content de subsister, s'est étendu et développé, et cela en dépit du fait que depuis plusieurs dizaines d'années il ne soit plus le seul système au monde et que l'époque où il exerçait sur la terre une domination incontestée appartienne à présent à l'histoire ancienne.

Nous ne nous intéressons pas ici au capitalisme dans tel ou tel pays pris à part. Le capitalisme est essentiellement un système mondial avec lequel les divers capitalismes nationaux entretiennent des rapports définis, historiquement déterminés, et qui s'expriment sur le marché mondial. C'est l'état de santé du système mondial qui conditionne les perspectives de chacun des pays capitalistes et qui reflète les rapports entre les parties. A de très rares exceptions près, il ne saurait y avoir de développement de l'économie nationale que si le marché mondial est sain et en expansion; ces rapports permettent de comprendre pourquoi les maladies du capitalisme ont une portée internationale.

Les trois phases du capitalisme

Lorsqu'on étudie l'histoire du capitalisme, l'on peut distinguer schématiquement un certain nombre de longues périodes qui correspondent chacune à une tendance: ce sont les trois dernières périodes, 1873-1914, 1914-1939 et 1939 jusqu'à nos jours, qui nous intéressent particulièrement.

1. — Dans le dernier quart du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne allait cesser d'exercer sur le marché mondial une domination incontestée et la concurrence internationale s'engager dans une nouvelle phase. Cette concurrence commerciale, qui répondait à la nécessité de réaliser la plus-value, avait pour conséquences l'extension géographique du capitalisme et, surtout, l'exportation du capital. Tout accroissement du capital créait de nouvelles sources d'accumulation et par conséquent le besoin de nouveaux débouchés. Tant qu'il existait de nouveaux débouchés, il pouvait y avoir expansion continue ; mais cette expansion s'accompagnait d'une aggravation de la rivalité entre états capitalistes, en particulier lors du partage des régions sous-développées, qui s'effectuait sans tenir le moindre compte des besoins. Toutefois, pendant la première partie du XX^e siècle, la situation était généralement favorable à la reproduction élargie. Les principaux pays capitalistes, se développant, fournissaient des marchés aux produits de leurs concurrents, tout en menant une lutte encore plus acharnée pour s'installer dans les autres secteurs. L'afflux des investissements à l'étranger permettait de maintenir le taux de profit dans les pays avancés, tout en ouvrant aux produits industriels un marché tout prêt. Les monnaies nationales étaient stables, l'étalon-or internationalement reconnu, et le commerce se faisait suivant un système de rapports multilatéraux : dans ces conditions, le marché mondial jouait effectivement son rôle de marché mondial et connaissait une expansion relativement harmonieuse. Même les pays capitalistes qui n'avaient pas de colonies (ou qui n'avaient que des colonies insignifiantes) tiraient profit de celles des autres pays, sans que la lutte pour la redistribution des possessions en perdît le moins du monde de son acharnement (3). L'aggravation de la tension internationale favorisait elle aussi l'expansion par l'impulsion que donnait l'accroissement de la production

(3) C'est ce qu'oublie fréquemment ceux pour lesquels le développement économique est essentiellement développement d'économies nationales. La Grande-Bretagne retirait de ses colonies un revenu qu'elle pouvait employer à acheter des produits, par exemple, à l'Allemagne, dont la participation directe à l'exploitation coloniale était encore peu importante avant 1914. L'on remarque parfois que la Grande-Bretagne était l'un des meilleurs clients de l'Allemagne et vice-versa, et que, par conséquent, les causes de la guerre de 1914 ne sauraient être de nature économique. En fait, si l'Allemagne, à la faveur de ses rapports commerciaux directs avec la Grande-Bretagne, tirait profit des colonies de celle-ci, cette participation ne lui suffisait cependant pas. La lutte ne s'en trouvait que plus acharnée autour des marchés et des régions sans lesquels il ne saurait être question de reproduction élargie. Encore qu'elle ait donné de ce processus une explication erronée, Rosa Luxembourgeois en fait une description exacte ; elle parle de « *phénomènes contradictoires qui font que, d'une part, les vieux pays capitalistes se fournissent les uns aux autres des marchés de plus en plus importants, qu'ils se trouvent de plus en plus dépendants les uns par rapport aux autres, et que d'autre part ils se librent un combat d'autant plus acharné pour le commerce avec les pays non capitalistes.* » (Voir *L'accumulation du capital*, pp. 366-367.)

d'armements ; autrement dit, cette situation créait de nouvelles possibilités de réalisation de la plus-value.

Dans cette période, emplie de contradictions, qui précédait 1914, la reproduction élargie était possible, et l'on pouvait même croire, à n'en juger que sur les indices économiques, que l'expansion durerait toujours : c'est dans ces conditions que le « révisionnisme » put apparaître au sein du parti social-démocrate d'Allemagne. C'est à la même époque que les tendances à la constitution de monopoles se révélaient nettement (4). L'évolution de l'entreprise capitaliste se déroulait conformément aux prévisions de Marx.

2. — La première guerre mondiale était le résultat et le parachèvement de toute une période de développement du capitalisme ; elle n'avait rien d'un événement accidentel ou d'origine extérieure. Tout le monde connaît les conséquences politiques et économiques très importantes que cette guerre devait avoir : les Etats-Unis détrônaient la Grande-Bretagne et devenaient la principale puissance mondiale ; la révolution d'Octobre jetait les bases d'un système rival. La période qui s'ouvrait allait être dominée par l'instabilité et par les crises ; de son bilan, il faut surtout retenir le bouleversement du marché capitaliste mondial d'avant 1914 : désordre monétaire, protectionnisme et déséquilibre chronique en constituaient les manifestations les plus apparentes. Les pays les plus touchés par ce bouleversement étaient ceux qui, avant 1914, dépendaient le plus du marché international. Entre 1920 et 1930, la Grande-Bretagne connaissait des conditions de plus en plus difficiles, tandis qu'aux Etats-Unis et en Allemagne, par contre, régnait une prospérité relative qui devait durer jusqu'au grand krach de 1929 qui marquait l'entrée du monde capitaliste tout entier dans une crise profonde et généralisée.

Les difficultés propres à l'économie britannique entre 1920 et 1939 étaient dues à deux ordres de facteurs : d'une part, au fait que le marché mondial ne pouvait plus se développer au même rythme qu'auparavant, de l'autre, à des difficultés qui tenaient au développement historique de cette économie. Mais la Grande-Bretagne, tout comme les vieux pays capitalistes d'Europe, ne parvenait plus ni à développer son économie aussi vite et aussi harmonieusement que dans la période précédente ni à adopter les techniques modernes apportées par le XX^e siècle. Les entreprises appartenant aux industries les plus anciennes n'étaient plus à même de développer l'extraction et la réalisation de la plus-value ; cette incapacité tenait pour une large part aux « anomalies » des relations économiques internationales, à l'effondrement du marché mondial. Toutefois ce n'était pas toute l'économie qui se trouvait ainsi frappée : en fait, certains secteurs avaient connu entre 1920 et 1930 un développement vigoureux qui devait à peine se relâcher même pendant les pires années

(4) Ces tendances ont été étudiées par des économistes marxistes (Hilferding, Bauer, Boukharine, Lénine) ; la plupart des économistes non marxistes ont longtemps continué de faire de la « concurrence partaite » le cas général.

de la crise, et c'était eux qui supportaient le poids de l'économie tout entière. Non seulement on pouvait encore procéder dans ces secteurs à de nouveaux investissements rentables, mais encore les pays avancés continuaient à bénéficier du tribut que leur rapportaient les investissements réalisés antérieurement, et tout particulièrement dans les colonies et semi-colonies. Répétons-le, la Grande-Bretagne et la France, si elles étaient les principales destinataires de ce tribut, n'étaient pas seules à en profiter : pendant cette période, la chaîne des paiements multilatéraux, encore qu'en bien mauvais état, n'était pas entièrement détruit, et les revenus des investissements en constituaient un maillon essentiel (5).

Ces facteurs devaient permettre d'amortir le choc provoqué par la crise, mais la période 1930-1940 n'en demeure pas moins caractérisée essentiellement par le fait qu'il était devenu généralement plus difficile de réaliser la plus-value ; dans ces conditions, le taux d'accumulation était relativement peu considérable, de sorte que les industries de biens de production souffraient de façon chronique d'un excédent de capacité. Cette situation n'allait pas sans un chômage considérable, le nombre des chômeurs dépassait en fait largement l'effectif « normalement » souhaitable d'une armée de réserve ; c'était là un signe que la « dépression » était une crise chronique d'une gravité tout à fait exceptionnelle, due à une combinaison particulière des forces mises en jeu. C'était une période pendant laquelle des valeurs se trouvaient anéanties, tandis que l'investissement tombait à un chiffre inférieur à ce qu'il aurait fallu pour remplacer ce qui était détruit : il va de soi que cela permettait la reprise, mais une reprise que de nouveaux stimulants artificiels n'empêchaient pas de n'être que partielle et précaire. Dans un certain nombre de pays avaient lieu des changements de régime destinés à préserver par la répression les rapports de propriété capitalistes (6). Les programmes d'armement adoptés par certains de ces régimes permettaient de réaliser la plus-value dans des conditions plus favorables, et par conséquent favorisaient la reprise, tout en créant les conditions d'un nouveau conflit international.

En dépit de quelques découvertes techniques et de l'apparition de nouvelles industries, en dépit des efforts que faisaient les gouvernements pour suppléer par leur politique aux forces du marché, rien avant 1939 ne permettait de penser que le marché mondial se fût reconstitué pour de bon et de façon durable. En fait, si les économies nationales connaissaient une reprise, c'était surtout parce qu'elles s'étaient plus ou moins détournées et isolées du marché mondial : ne fût-ce que pour cette raison, une reprise effectuée à ce prix ne pouvait être permanente. Toujours est-il qu'elle s'accompagnait

(5) Voir note 3. Entre temps, bien entendu, la contrainte subie par l'économie des pays capitalistes les moins favorisés (essentiellement l'Allemagne, l'Italie et le Japon) se fit particulièrement lourde, avec les conséquences que l'on sait.

(6) Ce fut le cas dans les pays cités à la note 5 ; dans ces pays, le mouvement ouvrier fut écrasé, le gouvernement parlementaire supprimé et remplacé par des dictatures fascistes.

d'une âpre lutte pour la conquête des marchés, menée à coups d'accords bilatéraux, de contrôle des changes, de dévaluations monétaires et autres armes de la guerre économique. Les différents gouvernements avaient pour tâche de créer des conditions permettant aux entreprises nationales de réaliser la plus-value, fût-ce aux dépens des entreprises situées à l'étranger, car de cette réalisation dépendait l'importation de précieuses matières premières stratégiques. Mais l'intervention de l'état ne permettait d'ouvrir qu'un nombre limité de nouveaux débouchés, et souvent le profit de l'un se faisait sur le dos de l'autre.

Face à l'effondrement du marché mondial, tout le monde prenait des mesures qui en renforçaient et prolongeaient encore la dislocation tout en créant les conditions d'un nouveau conflit.

3. — L'économie des pays capitalistes était encore en pleine expansion lorsque la guerre survint. Le régime d'économie de guerre subordonnait la production aux besoins de la machine de guerre par l'intermédiaire d'un système de contrôle complexe : il était possible, dans ces conditions, de réaliser avec bénéfice toute la plus-value extractible. Etant donné qu'une part très importante de la production n'était pas lancée sur le marché normal, le problème de la réalisation recevait une « solution » idéale : il ne s'agissait plus que d'obtenir dans les proportions voulues les produits nécessaires à la satisfaction des besoins logistiques des armées en mouvement, besoins auxquels le marché civil se trouvait partiellement subordonné. Cela revenait à restreindre les pouvoirs discrétionnaires de l'entreprise individuelle, afin d'obtenir la structure d'ensemble recherchée, en prenant des mesures qui préservaient les droits dont jouissait la propriété et s'inséraient parfaitement dans le cadre du capitalisme (7). Toujours est-il que, de l'avis des deux camps belligérants, il s'agissait de la survie du système, qui valait bien de supporter quelques inconvénients.

La transition de l'économie de guerre au régime du temps de paix devait se faire dans des conditions différentes pour chacun des pays : ces différences tenaient essentiellement à l'appartenance de chaque pays pendant la guerre (camp des vainqueurs ou camp des vaincus), à l'ampleur des destructions provoquées par le conflit, à la politique adoptée, etc. ; les principaux traits du capitalisme mondial pris dans son ensemble, c'était d'abord le rétrécissement du marché mondial dû à la sécession de l'Europe orientale et, en 1949, à la révolution chinoise qui venait diminuer encore l'importance de ce système par rapport aux états non capitalistes, et ensuite le développement des révolutions nationales dans les colonies. D'autre part, le capitalisme américain avait connu un développement disproportionné qui créait un déséquilibre plus flagrant encore qu'entre les deux guerres et dont la crise du dollar constituait le signe le plus notable. Pour lutter contre la

(7) Ce genre de pseudo-planification a survécu à la guerre ; en fait, le programme de l'aile droite du parti travailliste ne défend pas une autre conception.

révolution, les Etats-Unis devaient se charger de rétablir le capitalisme mondial au moyen de prêts et de secours de toutes sortes qui devaient, avec le développement ultérieur de la guerre froide, prendre la forme de programmes d'aide militaire et d'aide au titre du Point quatre. Cette situation et le fait que l'économie capitaliste mondiale était encore plus délabrée en 1945 qu'entre 1920 et 1930 devaient avoir des conséquences paradoxales : le commerce international allait se trouver beaucoup plus vite rétabli qu'au cours de la période précédente. Ainsi le capitalisme avait, après la guerre, une base géographique amoindrie et une position mondiale plus précaire car il lui fallait affronter les états sino-soviétiques ; mais, dans sa propre sphère, les relations étaient plus étroites, les rapports entre les différents secteurs plus harmonieux qu'avant 1939. Le commerce connaissait encore des limitations considérables ; mais ces barrières correspondaient à une conception plus rationnelle, et l'on tentait d'en réduire l'importance. Convertibilité des devises et flexibilité du taux de change restaient rêves de théoricien, mais la création du F.M.I. permettait de donner au système monétaire une base plus saine qu'avant 1939. Le déséquilibre fondamental des premières années de l'après-guerre, le « problème du dollar », ne devait pas empêcher le développement économique ; il a d'ailleurs plus récemment pris un nouvel aspect.

Il n'est pas nécessaire de déterminer si la restauration du marché international a été cause ou bien conséquence de l'expansion générale de l'après-guerre, car c'était là deux faits inséparablement liés. La reprise du développement du commerce international, ainsi qu'une division internationale plus efficace du travail (cf. l'accroissement du volume du commerce entre pays avancés), ont facilité l'expansion économique à l'intérieur des pays intéressés. La création d'organisations du genre du marché commun européen prouve que la bourgeoisie est bien consciente de l'impossibilité de développer les forces productives modernes dans les limites imposées par les états nationaux (8). Les conditions nécessaires une fois réunies, les possibilités d'expansion sont plus grandes sur un marché d'une certaine ampleur que sur un marché limité

(8) « Le XX^e siècle a pu, grâce à son potentiel technique, développer un dynamisme qui devait tôt ou tard faire éclater le cadre historique que lui imposent les économies nationales des états européens. A l'époque de la production rationalisée en grande série, c'est seulement en investissant dans des zones économiques considérables que l'on peut réaliser l'emploi optimum des ressources et atteindre un niveau de production aussi élevé que possible. En outre, l'Occident ne peut tenir tête à l'Est et à la menace que l'Est fait peser sur les structures de notre société que s'il concentre ses forces productives de façon à les exploiter dans les meilleures conditions possibles. » Wilhelm Beutler, membre du bureau de la Fédération de l'industrie allemande, in the *The Financial Times*, supplément consacré à l'Allemagne occidentale, 28 mars 1960. Cependant les capitalistes au pouvoir dans ces différents pays sont absolument incapables d'harmoniser leur politique en matière d'économie et, ni la pression de Washington, ni la menace de Moscou ne peuvent les amener à contrôler la concurrence à laquelle se livrent nécessairement les états nationaux. Les impératifs économiques ont plus de force que les formules.

au territoire de l'état national ou que dans les conditions de désintégration internationale qui caractérisaient l'économie capitaliste entre les deux guerres. Le capitalisme mondial est toujours divisé en états nationaux dont les rapports sont encore aujourd'hui caractérisés essentiellement par la rivalité. Le fait important, c'est que le marché mondial constitue un ensemble plus unifié qu'avant la guerre, ce qui permet à l'économie de se développer davantage dans le cadre de l'état national qu'elle ne pourrait le faire dans d'autres conditions du marché.

Quelles sont donc les « conditions nécessaires » qui ont donné aux rapports entre économies capitalistes un semblant d'harmonie qui leur a permis en retour d'exercer plus complètement leur action ? Ou bien, pour poser la question autrement : pourquoi les pays capitalistes n'ont-ils pas connu de crise générale de surproduction ? C'est un fait que la forme cyclique du développement est réapparue de la façon la plus visible aux Etats-Unis, mais aussi dans l'ensemble du monde capitaliste, surtout depuis la récession de 1957. Mais ce monde n'a pas connu de dépression profonde et prolongée ; la production industrielle et le commerce international ont poursuivi leur expansion et l'on peut dire sans risque d'erreur que toute cette période se caractérise à long terme par la tendance à l'expansion ou à la prospérité. Marx n'a jamais affirmé qu'un tel processus d'expansion soit impossible ; ce phénomène ne saurait donc constituer une réfutation du marxisme. En réalité, l'expansion du système est possible tant que l'on parvient, dans le processus de la reproduction élargie, à réaliser une quantité sans cesse croissante de plus-value. Nous allons montrer rapidement quel a été le déroulement du phénomène.

L'expansion de l'après-guerre

Il n'est pas nécessaire d'aller chercher bien loin les raisons du « boom » des premières années de l'après-guerre. L'économie avait traversé entre 1930 et 1940 une longue période de relative stagnation, puis était venue la guerre qui avait consommé une grande quantité d'équipements de base : stagnation et guerre avaient créé des conditions favorables à l'accroissement des investissements. Les besoins de la reconstruction et de la reconversion, le fait qu'une grande partie de la demande restait insatisfaite dans le secteur civil et que les capitalistes avaient de l'argent frais, tout cela permettait de nouveaux investissements et donnait les moyens nécessaires au financement de l'expansion. En un sens, la guerre avait accéléré et parachevé l'œuvre entreprise par la dépression : la nouvelle remontée qu'elles préparaient toutes deux devait être de longue durée, il ne s'agissait pas d'un simple « boom » de quelques années comme l'on en voit après une guerre. Cependant, allaient se produire une série de faits nouveaux et inattendus, qui devaient transformer cette possibilité en réalité.

L'un des traits saillants de la nouvelle période, ce sont les découvertes techniques. Dans la période d'après-guerre, l'investissement se faisait sur une nouvelle base technique et à un niveau plus élevé qu'auparavant. La guerre avait stimulé le progrès technique, certaines des découvertes réalisées en temps de guerre pouvaient être adaptées à des usages pacifiques et certaines techniques, tenues jusqu'alors secrètes, pouvaient être mises au point. Il y avait une différence qualitative entre les investissements réalisés antérieurement et les nouveaux, car ces derniers avaient pour base des techniques nouvelles. Des produits nouveaux entraient dans le circuit général de la consommation, fréquemment des Etats-Unis vers l'Europe et le reste du monde, et créaient les conditions durables de nouveaux investissements industriels.

On voit bien que le développement des techniques, s'il n'a pas été le seul élément de l'expansion, en a été l'une des principales causes. Nous ne saurions dire quelle impulsion il aurait pu donner au système s'il n'y avait pas eu le puissant stimulant du réarmement. Toujours est-il que les dépenses militaires ont englobé à partir de la guerre de Corée des sommes plus considérables que jamais auparavant et que c'est dans ces conditions que s'est effectuée la nouvelle expansion du système capitaliste international. Au début des années cinquante, l'accroissement des dépenses militaires pour l'ensemble du système mondial du capitalisme était, sans doute aucun, la principale cause de l'expansion et même de la disparition d'une partie des disproportions qui risquaient auparavant de restreindre la capacité d'expansion. Les commandes militaires permettaient de donner une solution idéale au problème que posait la réalisation de la plus-value : elles préservaient par conséquent le taux de profit dans l'ensemble de l'économie et ouvraient aux industries qui ne fabriquaient pas d'armements des marchés dont elles auraient été privées en d'autres circonstances. Cependant, si le « boom » de la production d'armements avait mené l'économie jusqu'à un certain niveau, c'est dès lors essentiellement sous l'influence des forces du marché que l'expansion allait se poursuivre. Autrement dit, il s'agissait dès lors d'une expansion capitaliste de type courant : la multiplication des industries de biens de production et le développement du marché civil étaient les conditions qui permettaient de réaliser la plus-value. Il s'agissait là d'un processus international, mais il faut noter que le rythme de développement variait grandement d'un pays à l'autre sous l'influence de toute une série de facteurs spécifiques que nous ne pouvons étudier dans le cadre de cet article. Si l'expansion était devenue plus autonome vers la fin des années cinquante, c'est aussi qu'elle était plus sujette à fluctuations, ainsi que devaient le montrer les récessions de l'économie américaine en 1957-58 et 1960-61. Toutefois, exception faite des Etats-Unis, ces récessions ont eu des conséquences relativement peu graves : cela est surtout dû au fait que la situation est, dans les autres pays capitalistes, plus favorable à l'extraction et à la réalisation de la plus-value (ce qui incite les capitalistes américains à placer leur argent dans ces pays et permet en fait de maintenir le taux de profit aux Etats-Unis).

Si nous considérons le capitalisme mondial pris dans son ensemble (nous avons vu qu'il est à présent beaucoup plus intégré qu'autrefois en tant que système mondial), nous pouvons dire qu'il a traversé une phase d'expansion pendant laquelle le jeu successif ou simultané d'un certain nombre de facteurs a permis la réalisation de la plus-value. Il importe de revenir sur les aspects internationaux de ce phénomène. Si, par exemple, tous les pays capitalistes n'ont pas eu de programmes d'armement lourd, ceux-ci n'en ont pas moins contribué à créer les conditions économiques favorables en modifiant la demande sur le marché mondial, situation dont l'Allemagne, entre autres a bénéficié entre 1950 et 1960.

Si les pays avancés ont connu une grande activité, cela s'est accompagné du développement économique des pays sous-développés à la faveur de la demande en produits du secteur primaire et des formes nouvelles que prenaient les investissements réalisés sur leur territoire. Qu'il s'agisse d'investissements privés ou d'« aide » au développement (cette dernière étant destinée à consolider la position du capitalisme en tant que système mondial et à contrecarrer l'influence soviétique dans ces régions), l'exportation de capitaux des pays avancés vers les pays arriérés est toujours pour les entreprises capitalistes un moyen de faciliter la réalisation de la plus-value. En outre, pour les entreprises capitalistes des pays avancés, les pays sous-développés sont encore des champs d'exploitation, en dépit de la « décolonisation », c'est-à-dire en fait l'adaptation politique de l'impérialisme à la montée du sentiment national dans les colonies.

Crise et prospérité

Ceux qui font de la dépression des années trente la conséquence d'une crise de sous-consommation sont enclins à penser que le développement de la consommation a été la cause ou l'une des causes immédiates de l'expansion du capitalisme au lendemain de la guerre. C'est, en bref, l'opinion des disciples de Keynes. L'orthodoxie en matière d'économie politique, en U.R.S.S. et dans les P.C. des autres pays, consiste comme auparavant à affirmer que depuis la guerre les ouvriers des pays capitalistes continuent de subir la « paupérisation ». D'une part, ceux qui prétendent que la contradiction entre production et consommation a disparu ou qu'elle est dominée par un contrôle ; de l'autre, ceux qui prétendent qu'elle est plus aiguë que jamais. Examinons donc certains arguments typiques avancés par l'un et l'autre camp.

John Strachey, qui fut autrefois marxiste, est l'un des plus éminents

défenseurs du point de vue keynesien (9). Strachey s'appuie sur des citations soigneusement choisies pour affirmer que ce qu'il appelle « la théorie de la misère croissante » constitue le cœur de l'économie politique de Marx et qu'elle a été démentie par la réalité. Il va même plus loin : dans un livre paru récemment, il se fonde sur l'élévation du niveau de vie des salariés et des paysans dans les pays capitalistes (dont il voit la cause dans « l'existence

(9) Il s'agit de Capitalisme contemporain (*Contemporary Capitalism*) et de la fin de l'empire (*The End of Empire*). Les passages cités sont extraits de ce dernier ouvrage qui mériterait d'être discuté plus en détail dans une étude moins limitée que celle-ci.

Strachey a recours à des arguments dont un grand nombre sont, peut-être sans qu'il l'ait voulu, un plagiat des thèses en usage chez les révisionnistes au début du siècle. Ainsi, c'est Kautsky qui défendait la conception d'un capitalisme pacifique et non impérialiste, conception essentielle chez Strachey. Voici un texte extrait d'un ouvrage dans lequel Boukharine réfute les thèses de Kautsky ; on y trouve les éléments d'une réponse en bonne et due forme, et par conséquent aussi de quoi réfuter Strachey lui-même : « L'on sait que le capitalisme implique l'acquisition de la plus-value par les capitalistes ; l'ensemble de la valeur nouvelle n se divise en deux parties $n = v + s$ (v = capital variable ou salaires ; s = plus-value) ; envisagée d'un point de vue quantitatif, cette répartition dépend des rapports entre forces sociales (c'est Ricardo qui a le premier parlé de l'antagonisme des intérêts, conception à laquelle Strachey a renoncé, T.K.). La résistance de la classe ouvrière se développant, il est parfaitement possible d'imaginer que v va s'accroître aux dépens de s et que la répartition de n entre v et s sera plus favorable aux ouvriers. Etant donné cependant que l'accroissement graduel de la part qui échoit au prolétariat dépend des rapports réciproques entre forces, et qu'il ne connaît pas de limites, la classe ouvrière réduit la part des capitalistes jusqu'au point où ces derniers ne reçoivent plus que l'équivalent de simples salaires, puis elle se débarrasse pacifiquement du système capitaliste en faisant de ses représentants de simples employés ou encore, au pis, des pensionnés entretenus par l'ensemble du corps social. Ce tableau idyllique constitue visiblement une utopie réformiste. » Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, p. 134 ; première édition en 1917, avec une introduction de Lénine, dont Boukharine complète l'*Impérialisme* sur un certain nombre de points. Nous pouvons en dire tout autant de la description erronée que font du capitalisme contemporain Strachey, Crosland et leurs pareils. L'accroissement de v n'est pas rendu possible par le jeu universel des forces démocratiques mais dans certaines conditions de la lutte de classe et sur la base d'un certain rapport de forces ; v ne peut croître que dans des proportions strictement délimitées dans le cadre du système capitaliste. Ainsi, Marx qui pensait qu'un développement rapide du capital créait les conditions les plus favorables à l'augmentation des salaires (cf. *Travail salarié et capital*), soulignait toutefois que « l'augmentation des salaires... connaît des limites telles que non seulement elle laisse intacts les fondements du système capitaliste, mais encore qu'elle assure sa reproduction à une échelle plus « considérable » (*Capital*, Livre Premier, tome III, pp. 61-62, Editions Sociales). Marx ajoute que « l'accumulation » de par sa nature même, exclut toute diminution du taux d'exploitation de la force de travail, et tout accroissement du prix de cette force, qui risqueraient de porter gravement atteinte à la reproduction continue du rapport capitaliste à une échelle sans cesse croissante » (ibid.).

d'une démocratie politique qui s'est introduite dans tous les domaines ») pour déclarer que l'expansion impérialiste a cessé d'être indispensable à la reproduction capitaliste : celle-ci peut maintenant s'effectuer en « redistribuant le revenu national de façon à accroître considérablement les investissements sur le marché intérieur à un taux de rendement inférieur.

La suppression de l'impérialisme par l'élévation de la consommation nationale, cette solution proposée par Hobson et que Lénine jugeait inapplicable dans les conditions du capitalisme, serait à présent réalisée selon Strachey. Mais il ne cite pas un seul fait à l'appui de ses dires, et de plus il n'essaie même pas de démontrer pour de bon que l'on a résolu comme il l'indique le problème de la reproduction. Il ne cherche absolument pas à analyser en détail les raisons qui ont entraîné ces dernières années l'accroissement des investissements dans l'économie nationale pour certains pays, dont la Grande-Bretagne. Il oublie de discuter le rôle que jouent les armements, et ne dit pas non plus que, dans les principaux pays capitalistes, le relâchement de la domination politique exercée sur les colonies n'a pas empêché les investissements à l'étranger de redevenir un élément important de l'économie nationale.

Strachey argumente habilement, avec la ruse de celui qui cherche à marquer des points dans une discussion ; sa méthode n'a rien de scientifique.

Ainsi, ayant affirmé que le capitalisme pouvait se passer de l'exportation des capitaux pendant une certaine période (après 1945), il n'hésite pas à recourir à des arguments qui laissent entendre que cette possibilité aurait pu lui être ouverte à des périodes antérieures. Il déclare, par exemple, que le niveau de vie des ouvriers britanniques aurait été bien plus élevé si, avant 1919, l'on avait investi davantage en Grande-Bretagne et moins à l'étranger.

Mais cela implique qu'il s'est donné comme postulat qu'il y avait effectivement des débouchés profitables pour le capital en Grande-Bretagne, et également que la même quantité de capital eût été disponible pour l'investissement interne si aucun investissement à l'étranger n'avait eu lieu. Son affirmation que les ouvriers britanniques n'ont pas bénéficié de l'impérialisme avant 1914 n'est pas, elle non plus, justifiée par une analyse.

L'élément véritablement essentiel de toute l'argumentation de Strachey, nous le trouvons dans l'affirmation suivante : le capitalisme peut résoudre le problème de la réalisation en élevant le niveau de vie et en acceptant une baisse du taux de profit. Strachey parvient à cette conclusion sans utiliser des catégories marxistes : aussi, dans une certaine mesure, il n'existe pas de base commune de discussion avec lui. Tout comme Keynes, il voit le fond du problème dans l'insuffisance de la demande effective, et sa solution dans les mesures que devrait prendre l'état pour soutenir la demande. Sa conception du capitalisme est absolument différente de celle que nous défendons ici. Cependant il ne se trompe pas de beaucoup pour ce qui est de l'élévation

du niveau de vie, ni lorsqu'il déclare que, pendant la dernière période, les débouchés extérieurs sont devenus relativement moins essentiels au capitalisme pour la réalisation de la plus-value, sans ce que celui-ci puisse pour autant s'en passer. Les débouchés que le capitalisme a conservés sont toujours aussi indispensables, car ils assurent le soutien de l'expansion qui a permis au niveau de vie de s'élever comme il l'a fait. A vrai dire, cette amélioration, qui ne contredit pas en elle-même la théorie marxiste, n'a pas résolu le problème qui se pose au capitalisme. Que l'on se demande seulement pourquoi, lorsque le rythme de l'expansion s'est ralenti, il est devenu plus (et non pas moins) difficile d'obtenir des améliorations du niveau de vie au moyen d'accroissement des salaires. La redistribution du revenu en faveur des salariés, qui a fait l'objet de tant d'éloges, est demeurée fort limitée, lorsqu'elle n'est pas restée lettre morte. Rien ne prouve que, de nos jours, le taux du profit capitaliste ait diminué. Conformément aux prévisions de Marx, la reproduction élargie a pour conséquence l'accroissement du salaire réel. Conformément aux prévisions de Marx, les salariés ont réagi par l'action syndicale à la tendance que manifeste le capitalisme à réduire leurs salaires. Enfin, l'amélioration des conditions d'existence connaît des limites qui correspondent aux prévisions théoriques de Marx.

Pour ce qui est de l'Impérialisme de Lénine, nous admettons avec Strachey que l'exposé comporte des points faibles, mais nous ne lui ferons pas la moindre concession sur l'essentiel. S'il est vrai que, dans les pays avancés, le niveau de vie des masses est plus élevé que du temps de Lénine, il faut toutefois dire aussi que la bourgeoisie n'a pas cherché délibérément à utiliser ses « capitaux excédentaires » en vue d'obtenir cette amélioration. L'on pourrait se demander quelle est la valeur du « capital excédentaire » englouti dans les dépenses militaires, et si ce n'est pas faute de débouchés intérieurs rentables que l'on a poursuivi l'exportation des capitaux. Une classe capitaliste capable et désireuse de consacrer son excédent exclusivement à l'élévation du niveau de vie, en se contentant d'un taux de profit philanthropique, voilà qui ne s'est encore jamais vu. Les états, il est vrai, sont à présent contraints de recourir à cette méthode afin de sauvegarder le système, non sans que leur intervention provoque les plaintes et subisse les critiques de certains capitalistes qui ont de leurs propres intérêts une conception étroite et bornée à l'avenir immédiat. D'ailleurs, l'intervention de l'état risque bien plus de stabiliser le taux de profit pour l'ensemble du système que de le réduire.

Voici maintenant un point de vue qui contraste avec celui de Strachey, il s'agit de l'ouvrage de l'économiste soviétique M. Draguilev sur la Crise générale du capitalisme, dont la traduction en langue française a été publiée en 1960 à Moscou (10). L'auteur consacre un chapitre de son livre à l'aggravation des contradictions du capitalisme à l'étape actuelle. Une partie de ce même

(10) Draguilev, M., *La crise générale du capitalisme*, Moscou, 1960.

chapitre est consacrée aux caractères distinctifs de la reproduction capitaliste dans la période que nous traversons : Draguilev, tout en faisant quelques remarques valables, se révèle incapable de concilier ces caractères avec ceux qu'il attribue par ailleurs à la crise du capitalisme. Ainsi, tout en reconnaissant que ce système a pu s'engager dans un nouveau processus de reproduction élargie et qu'il n'a pas connu de crise générale de surproduction, il affirme sans cesse que ce phénomène se serait accompagné de l'aggravation de l'exploitation subie par la classe ouvrière qui aurait du même coup vu diminuer son niveau de vie. Selon Draguilev, les deux principales conditions de l'expansion, c'est-à-dire la « militarisation » (économie d'armements) et le renouvellement du capital constant, n'auraient été réunies qu'au prix d'une intense paupérisation des travailleurs. Il ne laisse pas subsister le moindre doute sur ce qu'il entend par « paupérisation » : à l'en croire, elle se traduirait par une dégradation quantitative et qualitative du niveau de consommation par rapport à la période d'avant-guerre. La classe ouvrière aurait en outre, par rapport à la même période, reçu une moindre part du produit social total. A l'inverse de Strachey qui affirme que c'est l'élévation du niveau de consommation qui a permis la réalisation de la plus-value, Draguilev pense que la reproduction élargie est en fait allée de pair avec la réduction du niveau absolu de la consommation ouvrière. Voilà deux conceptions diamétralement opposées qui, parce qu'elles sont fondées sur une argumentation partielle et spéieuse, déforment tout autant la réalité l'une que l'autre.

Nous n'avons pas l'intention de discuter ici la valeur des principaux arguments par rapport à la réalité. Nous supposerons démontré que Strachey se fait une idée plus juste que Draguilev du niveau de vie de la classe ouvrière. Cependant les erreurs de l'économiste russe tiennent à ce qu'il n'ose admettre que les autres phénomènes qu'il analyse sont non seulement tout à fait compatibles avec l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, mais encore, dans les conditions du capitalisme moderne, inséparables de cette amélioration. A dire vrai, la « crise générale du capitalisme est une sorte de dialogue entre le « moi scientifique » de Draguilev et les nécessités du dogme. Nous trouvons ainsi des passages où l'auteur parle de « paupérisation intensive de la classe ouvrière », et d'autres où il admet que cette affirmation n'est pas entièrement confirmée par les faits. En voici un exemple : « Si l'on constate, pendant une période donnée et dans un pays capitaliste donné, une certaine augmentation du salaire réel (il y aurait donc eu de ces cas ! T.K.), cela ne veut pas dire que la classe ouvrière ait cessé de se paupériser. La tactique des capitalistes consiste à agir de façon à renforcer l'exploitation dans un secteur lorsqu'ils sont obligés, dans certaines

circonstances, de céder du terrain dans un autre secteur » (11). Draguilev ne se montre pas plus franc lorsqu'il parle du chômage : il ne tente à aucun moment de comparer, la proportion de chômeurs avant et après la guerre par rapport à l'ensemble de la classe.

Strachey se trompe bel et bien quand il prétend que l'expansion du capitalisme au lendemain de la guerre tient pour une large part au développement de la consommation ; mais ce développement est néanmoins allé de pair avec le processus de reproduction élargie. La portée de ce phénomène échappe à Draguilev ; ce dernier décrit les choses de la façon suivante : l'élargissement de la reproduction et l'accroissement de la production ont permis d'extraire une plus grande quantité de plus-value qui a été entièrement réalisée sous forme de production d'armements et de nouveaux moyens de production. Mais cela serait très difficile à faire sans accroissement du capital variable et par conséquent de la masse monétaire mise à la disposition de la classe ouvrière pour sa consommation, même en tenant compte d'une dégradation du pouvoir d'achat de la monnaie. Il faudrait, pour y parvenir, détruire les syndicats et supprimer virtuellement l'incitation au travail résultant des salaires. Or le fascisme allemand lui-même n'a pas fait subir au salaire réel une réduction de cette ampleur entre 1933 et 1939. Bien que, dans le système pris dans son ensemble, le développement de la capacité de consommation des salariés ne permette pas la réalisation de la plus-value, l'expansion du secteur I (plus rapide que celle du secteur II) entraîne un accroissement de la masse des salaires payés, et l'on peut dire, sans risque d'erreur, que cet accroissement permet l'expansion des industries produisant les moyens de consommation (secteur II) au cours du processus de reproduction élargie. Lorsqu'il étudie la « militarisation », Draguilev se retrouve aux prises avec les mêmes difficultés : tout en concluant que la militarisation « entraîne une diminution du volume de la production » et « une aggravation de la paupérisation de la population laborieuse », il se rend compte que « la militarisation a pour conséquence un certain accroissement de la production des moyens de production » et, puisque cela permet d'employer davantage d'ouvriers, « un certain accroissement de la demande

(11) Op. cit., p. 294. Il ajoute que « même lorsque le salaire réel augmente, il demeure inférieur à la valeur de la force de travail et ne suffit pas à la reproduction normale de celle-ci ! » (p. 294). Page suivante : « Loin de s'être accrue, la consommation des ouvriers a, au contraire, diminué ». Afin de prouver ce qu'il avance, il cite des chiffres tirés des statistiques allemandes, hollandaises, danoises et britanniques pour la période 1938-1953 ! A en croire Draguilev, le repas de l'ouvrier américain comporte moins de calorie qu'à l'époque de la grande crise, et la margarine a remplacé le beurre dans son alimentation. Il insiste (p. 297) : dans les pays capitalistes, « les moyennes elles-mêmes ne laissent le moindre doute : la consommation de l'ouvrier a subi une diminution considérable par rapport à son niveau d'avant-guerre ». Même page : les ouvriers américains, qui ne peuvent plus se payer de vêtements en laine ou en coton, se sont mis à porter des salopettes et des survêtements.

en biens de consommation ». « Mais, ajoute-t-il, cela ne dure qu'un temps (combien de temps ?) et la paupérisation a tôt fait de reprendre ses droits. »

Une partie des difficultés auxquelles se heurte Draguilev tiennent au fait qu'il ne comprend absolument pas ce qu'est le capitalisme. A l'en croire, la reproduction élargie ne peut avoir lieu que s'il y a « reconstitution permanente..., en valeur et en nature..., des moyens de production consommés plus un certain accroissement de la masse de ces moyens ». Il affirme que la « militarisation », en retirant du processus de la circulation une partie du produit social, implique la consommation de cette partie et que cela « dénature » le processus de reproduction élargie. Ce n'est pas faux, mais le processus ne s'en poursuit pas moins et peut même s'en trouver facilité. Si la production d'armements représente une perte sèche pour une économie socialiste, elle peut être une bénédiction pour l'économie capitaliste dans laquelle la réalisation est une source de difficultés chroniques. Draguilev cite un texte dans lequel Marx déclare que, « du point de vue économique, faire la guerre revient au même, pour une nation, que de jeter à la mer une partie de son capital » (12). C'est précisément ce qui se passe : on se débarrasse d'un capital encombrant afin de pouvoir en produire encore davantage. Il est vrai, comme Draguilev le note à juste titre, qu'une partie de ces dépenses gouvernementales (y compris certaines de celles qui sont faites dans d'autres secteurs) n'est pas couverte par le revenu de l'impôt et qu'elles ont pour effet de multiplier le nombre des reconnaissances de dette, c'est-à-dire la masse du capital fictif. Le capitalisme évite la crise en se préparant de nouvelles difficultés et au risque de provoquer une inflation galopante ou une baisse du taux de change. Il est toutefois évident que l'on ne doit pas sous-estimer la durée pendant laquelle le capitalisme parvient à remettre à plus tard la solution de ses problèmes. C'est pourtant ce que Draguilev semble avoir fait : il nous donne une description fautive de la « crise générale du capitalisme ». Contrairement à toute réalité, il déclare imminent l'effondrement du système ; il se trompe dans son analyse du processus de reproduction élargie et surtout de ses effets sur la situation de la classe ouvrière. En fait, cette crise suit un cours plus complexe que Draguilev ne l'imagine. Dans les années trente, elle se caractérisait par un chômage massif et une baisse du niveau de vie ouvrier ; mais aujourd'hui les symptômes n'en sont plus aussi simples. Strachey a constaté l'absence de ces deux caractères et en a conclu à tort qu'il n'y avait plus de crise ; Draguilev, lui, s'est contenté de projeter dans les années cinquante les conditions particulières aux années trente et d'exagérer ou de déformer les faits, même lorsqu'ils venaient à l'appui de sa thèse.

(12) Op. cit., p. 296 : citation d'un texte des Archives Marx-Engels.

Germes d'une nouvelle crise

Avec l'essor qui suit la guerre, la crise du capitalisme change de forme. L'on voit disparaître les signes visibles de surproduction, le chômage diminue et, dans certains pays, la main-d'œuvre se fait relativement rare pour de longues périodes. L'état, en finançant avant tout les dépenses d'armement, mais aussi dans une certaine mesure les dépenses engagées dans d'autres domaines, stimule artificiellement une économie qui continue néanmoins à dépendre du marché. L'état joue dans la sphère économique un rôle de plus en plus considérable ; la « prospérité » règne ; le chômage est resté limité pendant une période relativement longue : toutes sortes de gens en concluent que le capitalisme a changé de nature ou même qu'il s'est transformé en quelque chose d'autre. Si le capitalisme a réussi, au cours de la période écoulée depuis 1945, à retrouver sa vigueur, pourquoi ne parviendrait-il pas à se maintenir plus ou moins indéfiniment dans cette voie, quitte à procéder à des réformes graduelles, en remettant le gouvernail aux mains de l'Etat, afin d'éviter que se reproduise une crise de l'ampleur de la « grande dépression » ?

Rappeler l'évolution de l'économie américaine depuis 1957, si pertinent que cela soit, ne remplace pas une réponse complète. La situation de cette économie laisse apparaître des signes de crise, mais il n'y a pas encore de crise manifeste et irrévocable. Lorsqu'on diagnostique un malaise profond qui ne s'est pas encore transformé en maladie pernicieuse, il faut en étudier les symptômes, si insignifiants soient-ils, et énoncer des hypothèses en se fondant sur le passé du malade. Il arrive même que la santé ne soit qu'apparente.

A examiner de plus près les caractères essentiels de l'expansion, l'on s'aperçoit qu'il n'y a pas de raison à ce qu'ils continuent à se manifester indéfiniment d'une manière favorable à la solution pour l'économie capitaliste de ses problèmes de réalisation de la plus-value. Bien au contraire les facteurs d'expansion tendent à cesser d'agir et à laisser la place au fonctionnement d'autres lois, dont l'action conduit à la crise. Pour les besoins de notre étude, nous allons être obligés de prendre séparément chacun de ces facteurs ; c'est évidemment là une méthode abstraite, car ces divers éléments agissent en se renforçant l'un l'autre dans une intime combinaison.

Examinons d'abord le problème des techniques. La mise au point de nouveaux produits et de nouvelles méthodes, le remplacement du matériel usé par un équipement meilleur encore, en bref le développement des forces productives, voilà quel a été le principal appui du capitalisme dans la période qui a suivi la guerre. Les spécialistes, dans l'industrie et ailleurs, ont bien vu quel rôle essentiel jouait la technique. Dans une situation où le marché était favorable, la poursuite de recherches systématiques en vue de rénover l'industrie a été l'une des conditions qui permettaient de mettre à profit les

possibilités d'investissement ; en fait, recherche et innovation se sont en quelque sorte intégrées plus étroitement à l'industrie et sont elles-mêmes devenues des centres d'attraction pour les investissements. Mais ces activités, en particulier dans le domaine qui correspond au concept d' « automation », ont généralement eu pour conséquence la substitution du capital constant au capital variable. Tant que s'est accrue la masse du capital et que l'expansion équilibrée du système capitaliste s'y est prêtée, ce phénomène n'a entraîné ni chute de la demande en main-d'œuvre ni baisse du taux de profit. Une grande partie du monde capitaliste se trouve, aujourd'hui encore, placée dans les mêmes conditions : le progrès technique n'a pas entraîné d'augmentation du nombre des chômeurs et l'on peut même dire que, dans une certaine mesure, la main-d'œuvre a manqué. Cependant, à force de travail égale, la masse de capital constant mise en mouvement est plus considérable qu'autrefois et la production s'est beaucoup plus accrue que le nombre d'emplois disponibles. Mais ces pays sont placés dans des conditions favorables, en ce qui les concerne, l'expansion du marché n'a pas encore pris fin, qu'il s'agisse du marché national et des débouchés qu'il offre aux produits des autres pays ou du reste du marché mondial. Là où ces conditions ne sont pas réunies, comme ce fut le cas, fin 1960, de l'industrie de l'automobile, de graves problèmes de surproduction se sont posés. Toutefois, aux Etats-Unis, on a constaté une diminution du nombre des ouvriers employés à la production et le chômage technologique est redevenu un phénomène chronique. En même temps, bien que la production d'armements soit toujours aussi considérable, l'ensemble de la production industrielle est menacé de stagnation. Il semble que la révolution technique ait cessé de jouer son rôle de stimulant ; les reprises s'effectuent avec plus de difficultés qu'auparavant et durent moins longtemps, tandis que les récessions, devenues plus fréquentes, provoquent un chômage plus difficile à résorber de reprise en reprise. Il ne faut cependant pas oublier que cela se passe dans l'économie la plus riche et la plus productive du monde, dans laquelle l'impulsion résultant de l'expansion est loin d'avoir totalement épuisé ses effets.

Avec l'expansion, le volume des échanges commerciaux sur le marché capitaliste mondial a pris des proportions de plus en plus considérables. Le moindre obstacle à l'expansion, si minime que soit son importance relative, provoque à présent des secousses de grande ampleur dans les principaux pays intéressés par ce commerce et surtout parmi les producteurs de matières premières. Les économies nationales ne sauraient se développer harmonieusement que si l'expansion se poursuit ; cette condition est aussi la seule garantie qu'elles aient de ne pas revenir aux politiques monétaire et douanière qui ont mené entre les deux guerres à la dislocation du marché mondial. De son côté, le marché mondial ne peut croître que si l'expansion se poursuit dans chacun des pays qui le composent : marché national et marché mondial sont à ce point liés que l'on doit toujours les considérer ensemble lorsqu'on fait des prévisions. Le rétrécissement du marché intérieur mène les entreprises

capitalistes à redoubler d'efforts, souvent avec l'appui direct ou indirect du gouvernement, pour s'introduire sur les marchés étrangers. De même, une réduction du volume des exportations ou un accroissement inférieur aux prévisions établies lors du précédent investissement, peut avoir sur la situation intérieure des effets désastreux. Les mouvements des capitaux, la spéculation et le désir de protéger le taux de change rendent encore plus délicats les rapports économiques internationaux entre pays commerçants. L'histoire récente des Etats-Unis a d'ailleurs montré que la situation à l'extérieur (dans ce cas, la pression exercée sur le dollar) peut constituer un obstacle d'importance lorsqu'on veut prendre des mesures contre une dépression qui commence à gagner le marché intérieur. D'autres grandes puissances ont eu et auront encore à résoudre des problèmes identiques. Dans la situation actuelle, l'on peut s'attendre à une lutte intense pour un commerce international en diminution ou en augmentation lente, ainsi qu'à une crise de la liquidité internationale. L'une comme l'autre auraient pour effet de précipiter des crises internes dont les conséquences seraient graves.

Revenons à l'économie des Etats-Unis, élément essentiel du capitalisme mondial, dont le sort déterminera en dernière analyse celui du système tout entier. Encore qu'elle puisse atteindre en chiffres absolus un haut niveau de production et de productivité (n'est-ce point là ce qui caractérise « la société de l'abondance » ?), l'on ne peut dire qu'elle ait été en bonne santé ces derniers temps. Ainsi, cela fait plusieurs années qu'elle ne connaît plus le « plein emploi », et son rythme de développement supporte fort mal la comparaison avec celui de la plupart des autres pays capitalistes, pour ne rien dire des pays du bloc sino-soviétique. En tant que forteresse du capitalisme mondial, les Etats-Unis, dans les premières années de l'après-guerre, ont dû se charger de remettre sur pied les économies capitalistes détruites par la guerre et sauver les régimes menacés de naufrage par la marée montante de la révolution. Cette tâche, qui s'est accompagnée de dépenses militaires considérables, a pu sembler fort coûteuse, mais c'était en fait une rare occasion qui s'offrait de procéder à l'indispensable réalisation de la plus-value et de maintenir le taux de profit ; d'autres occasions pouvaient dès lors se présenter. La prospérité d'après-guerre, dans les années quarante comme dans les années vingt, a fait naître des illusions quant à la possibilité d'expansion indéfinie, tout en entraînant une réelle amélioration des conditions matérielles d'existence des principales sections de la classe ouvrière américaine. Les découvertes techniques dont nous avons parlé plus haut se sont succédé à un rythme rapide et l'on peut trouver dans les écrits des économistes américains plus d'un éloge dithyrambique des vertus et des potentialités du progrès technique. On s'est toutefois aperçu depuis 1955-1960 que l'économie américaine était en proie à un profond malaise. L'armée de réserve industrielle est devenue armée permanente. Le progrès technique n'est pas suffisant pour éliminer la pression qui pèse sur le taux de profit. Il y a de moins en moins

de possibilités d'investissement sur le marché intérieur, et les capitaux sont de plus en plus nombreux à aller chercher le profit à l'étranger.

Les conseillers économiques du capitalisme américain ne sont plus aussi optimistes qu'il y a dix ans. Ils n'ont pas cessé de croire à un système qui, après tout, produit encore une masse considérable de biens et assure à la majorité un niveau de vie élevé ; mais, encore qu'ils n'emploient pas le langage des marxistes, l'on voit bien qu'ils peuvent de moins en moins refuser de reconnaître que « la réalisation est la source de difficultés chroniques ». S'ils espèrent en l'avenir, ce n'est pas au nom de la dynamique inhérente au système, mais en se fiant à des remèdes d'ordre secondaire. Par exemple, l'espoir le plus fréquemment exprimé, c'est que les consommateurs (bourgeois) se mettront à dépenser une plus grande part de leur revenu et qu'ils épargneront moins. Le gaspillage évident qui donne à cette économie son caractère absurde est devenu absolument indispensable à la poursuite de la réalisation de la plus-value et de l'accumulation. Autre espérance : que les dépenses publiques ne cessent de s'accroître ; mais ces dépenses conduisent à l'endettement et l'on hésite, surtout au niveau des autorités locales, à pousser le déficit jusqu'à l'insolvabilité. Devant la dégradation de la position internationale du dollar et par suite aussi des problèmes économiques internes dont nous venons de parler, l'on accorde plus d'importance aux exportations ; sur ce terrain, il faut affronter la concurrence du reste du monde capitaliste. Le volume des exportations s'est grandement accru en 1960, mais on pense que cela ne saurait durer : si l'on espérait faciliter ainsi la réalisation de la plus-value, les possibilités vont devenir moindres.

La stagnation relative dont souffre l'économie américaine tient au fait que les rapports capitalistes, de par leur nature, s'opposent à la réalisation complète des potentialités contenues dans le développement que les techniques du XX^e siècle ont permis de donner aux forces productives. Dans un rapport présenté au Congrès en mars 1961, les Conseillers économiques de la présidence des Etats-Unis notaient qu'il y avait entre le rendement réel et le rendement potentiel un fossé de plus en plus large, qui représentait alors une perte de 500 dollars par famille américaine (c'est-à-dire deux fois plus qu'on ne dépense pour l'enseignement). Le gaspillage occasionné par le régime capitaliste est toutefois bien inférieur à l'accroissement de ressources qui serait possible dans un système planifié fondé sur les rapports socialistes de propriété. Mais ce n'est évidemment pas la planification socialiste que les conseillers recommandent au président : en fait, ils sont bien en peine de lui indiquer ce qu'il faut faire pour que l'économie américaine cesse de tourner en n'employant périodiquement qu'une fraction de sa capacité de production. Amélioration des conditions du crédit, réductions d'impôts, méthodes destinées à inciter les gens d'affaires à investir, soutien aux revenus de consommation, augmentation des allocations de chômage, etc., tout cela mis bout à

bout n'est jamais que palliatifs, et des palliatifs que Kennedy, malgré tous ses grands discours n'a pas encore réussi à faire mettre en application.

Le capitalisme américain est encore riche et puissant, il poursuit son développement même, si ce n'est qu'à un rythme que ses partisans ne trouvent pas assez rapide ; l'immense classe ouvrière américaine n'a pas encore accédé à la conscience politique et n'a pas d'organisation politique propre. En outre, ce capitalisme, bien qu'il engage d'importantes dépenses d'armement, a de plus en plus de difficulté à découvrir de nouveaux débouchés qui assurent la capitalisation de la plus-value, c'est-à-dire à sauvegarder la santé et la prospérité du système. Il est en fait aux prises avec les contradictions classiques de l'économie capitaliste.

Face à la concurrence du bloc sino-soviétique et au risque d'une irrésistible extension de la révolution coloniale, la prospérité actuelle n'empêche pas l'avenir du capitalisme d'être extrêmement incertain. Le capitalisme doit maintenant se développer parallèlement à un système rival qui lui impose un rythme effréné, ne manque pas de sonder ses points faibles dans le monde entier, et l'oblige à continuer de consacrer aux armements des sommes extraordinairement fortes. A vrai dire, cette division du monde a jusqu'à présent paradoxalement favorisé l'expansion (aide américaine à l'Europe et à d'autres régions du globe, dépenses militaires, aide aux pays sous-développés) et permis au capitalisme de se transformer en s'ouvrant plus largement à l'intervention et au contrôle de l'état. Ce phénomène modifie les conditions dans lesquelles la crise du capitalisme parvient à maturité, mais au temps de la bombe H, il a aussi pour effet d'accroître les dangers de cette crise. La zone géographique sur laquelle s'exerce la domination du capitalisme se trouve à présent contenue dans des limites strictes. Il n'est pour ainsi dire pas question d'une extension du marché, mais il va devenir de plus en plus difficile de faire subir de nouvelles amputations à la zone d'influence du capitalisme sans risquer une intervention qui pourrait provoquer une guerre limitée ou même généralisée. C'est ce danger qui fait aujourd'hui de la révolution socialiste une nécessité si pressante.

Tom KEMP.

L'Économie américaine et le «dépassement du Marxisme»

A un moment où le «dépassement» du marxisme est un thème particulièrement à l'honneur dans les milieux intellectuels de «gauche», les renseignements officiels qui nous parviennent des Etats-Unis au sujet de l'économie américaine constituent, au contraire, le démenti le plus formel de la «mort» de la théorie économique de Marx, car ces renseignements nous permettent de constater sans équivoque possible que les lois fondamentales mises en lumière par Marx au sujet de l'évolution interne à long terme de l'économie capitaliste sont en voie de se réaliser sous nos yeux en Amérique.

Pour s'en persuader, il n'est que de lire, par exemple, les comptes rendus parus dans la presse européenne au sujet du Rapport sur la main-d'œuvre [Manpower Report] déposé par Kennedy, début mars, sur le bureau du Congrès américain. [Voir «Le Monde» du 13 mars 1963, «The Economist», 23 mars 1963.] Que trouvons-nous dans le rapport officiel du gouvernement américain comme dans nombre d'études empiriques récentes? L'aveu qu'une fraction toujours croissante de la classe ouvrière américaine ne trouvera plus jamais d'embauche au sein d'une économie où, malgré les commandes de matériel de guerre, il existe des capacités excédentaires de production très élevées, un excès fantastique de capital, et des problèmes de surproduction chaque jour plus insolubles. «La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même», écrivait Marx. Jamais cette affirmation, avec toutes les implications révolutionnaires qu'elle entraîne, n'est apparue plus actuelle, plus décisive.

*

**

Chacun sait que, dans le *Capital*, Marx montre que les «lois immanentes de la production capitaliste», qui s'imposent comme «lois coercitives externes à chaque capitaliste», lui imposent en particulier, sous peine de succomber à la concurrence que lui font ses rivaux, l'obligation absolue d'investir sans

cesse, d'agrandir sans cesse l'échelle de sa production, et aussi de trouver sans cesse des procédés nouveaux lui permettant de produire plus et moins cher, et donc de ravir à ses concurrents une fraction du marché.

Sous l'effet de ce processus la productivité du travail s'accroît sans cesse, ainsi que la dimension de la production finale ; mais, simultanément, augmentent les difficultés d'écouler cette production croissante — c'est-à-dire de réaliser la plus-value — sur un marché par définition restreint au regard des capacités toujours plus grandes de l'appareil productif, du fait de la distribution inégale du revenu national qui résulte de la nature antagonique des rapports de production et de distribution capitalistes.

Cette première contradiction fondamentale se double d'une seconde, qui l'accroît et l'aggrave encore, et qui est la suivante : la création, au cours du processus d'accumulation, d'une **armée industrielle de réserve**, d'abord fluctuante, aujourd'hui **consolidée** et permanente ; création qui exclut une fraction croissante de la classe ouvrière de toute participation à la production, donc de toute participation à la consommation (en dehors du minimum de subsistance donné en aumône par l'allocation de chômage). Le développement de ce chômage « structuré » diminue encore la dimension relative du marché intérieur capitaliste, et aggrave les problèmes de surproduction, tout en démasquant le caractère inique et scandaleux d'un système économique où « l'accumulation de richesse à un pôle, c'est l'égalité accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même ».

La source de cette seconde contradiction se trouve, tout comme celle de la première, dans les caractères profonds des rapports de production bourgeois. Il ne suffit pas en effet au capitaliste, « capital personnifié et agent fanatique de l'accumulation », d'investir. Il lui faut encore investir en accompagnant son investissement d'une **substitution progressive de machines au travail vivant de la classe ouvrière**. Faute de quoi, en effet, avec l'accumulation progressive, l'offre de bras viendrait à diminuer, et les salaires commenceraient à augmenter jusqu'à venir entamer le taux de profit capitaliste. Il s'ensuit que, pour rester capitalistes, les capitalistes doivent, non seulement accumuler, mais aussi chercher sans cesse à remplacer les travailleurs par un outillage toujours plus important et plus productif. Pour combattre la hausse des salaires, ils tendent ainsi à créer un chômage massif, et placent la classe ouvrière dans une situation où, « en produisant l'accumulation de capital et à mesure qu'elle y réussit, elle produit elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en **surpopulation relative** ».

Tel est le processus qui aboutit à la constitution de cette **armée industrielle de réserve** qui « fournit aux besoins de valorisation flottants du capital, et indépendamment de l'accroissement naturel de la production, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible », et qui le dote, pendant un temps, et aux dépens des travailleurs, d'une « élasticité merveilleuse ». A mesure, cependant, que l'accumulation progresse, que le

capitalisme vieillit, ce même processus contribue à rendre les contradictions du capitalisme de plus en plus insolubles.

En effet, tant que le rythme de l'accumulation est insuffisamment élevé, le taux d'investissement suffisamment fort, l'armée industrielle de réserve est périodiquement réintégrée par le capital dans le processus de production. Dans ce cas, tout en diminuant toujours de manière relative, la demande de force de travail continue à croître de façon absolue. Mais Marx souligne que « ce résultat ne s'obtient qu'au milieu de secousses et dans des conditions de plus en plus difficiles à remplir », et que, avec le développement inexorable des tendances fondamentales de la production capitaliste, il n'en serait plus toujours de même. Pourquoi ? Essentiellement pour deux raisons qui tendent toutes deux à diminuer progressivement le rythme de l'accumulation.

La première raison, c'est que le processus même par lequel la classe capitaliste cherche à maintenir son taux de profit à un niveau élevé et à combattre toute tendance à la hausse des salaires crée une **baisse tendantielle du taux de profit** par la voie de la modification de la composition organique du capital. La substitution du travail mort accumulé (machines) au travail vivant (ouvriers) diminue sans cesse la masse de travail vivant dont la plus-value est extraite. Ce processus de baisse tendantielle du taux de profit n'est pas aisé à déceler, et, au cours de la période de mûrissement des contradictions, il se manifeste surtout par l'absorption des petites sociétés capitalistes par les grandes, par un **processus de concentration et de centralisation croissante du capital**. Il n'en a pas moins lieu de manière inexorable.

La seconde raison, nous la connaissons déjà : elle tient aux limites imposées à l'écoulement de la production, donc, en dernière analyse, à l'investissement ou accumulation du capital par l'**insuffisance chronique de la demande** à l'intérieur des rapports de production d'une économie capitaliste pleinement développée. Ici le processus se manifeste de façon plus voyante et frappante par l'apparition de **signes patents de surproduction**, de capacités excédentaires dans l'appareil productif.

Baisse tendantielle du taux de profit et apparition de capacités excédentaires, inutilisées, dans l'appareil de production créent ensemble les conditions d'un **ralentissement progressif de l'accumulation**, c'est-à-dire d'un **taux d'investissement de plus en plus bas** et d'un **taux d'accroissement** toujours plus lent du revenu national.

Or, dans cette situation, la demande de force de travail et le nombre d'ouvriers embauchés ne diminuent pas seulement relativement, mais aussi de manière absolue, et une fraction croissante des ouvriers mis en chômage par le progrès technique ne trouvent plus jamais de travail, ne sont plus jamais réintégrés dans le processus de production. La surproduction relative prend alors un caractère permanent, consolidé, et au sein même de l'abondance de richesses créées par le travail à l'intérieur des rapports de production capitalistes vivent un nombre de plus en plus grand de travailleurs réduits au **chômage forcé à vie**, c'est-à-dire non seulement à la pauvreté, mais aussi à la forme la plus terrible de dégradation humaine et de souffrance

morale. Voilà — telle qu'elle se vérifie aujourd'hui même aux U.S.A. — « la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste ».

Car que trouvons-nous dans les rapports officiels du gouvernement américain comme dans les études des économistes bourgeois sinon la constatation, d'une part, que le rythme de l'investissement faiblit tandis que des capacités excédentaires s'accumulent (I), d'autre part, que le chômage structurel prend aujourd'hui, de ce fait, une forme de plus en plus permanente dans l'économie américaine (II).

I

Le premier fait que soulignent les observateurs, c'est l'extrême lenteur de la croissance américaine. Depuis 1955, année du dernier grand boom, la progression a été la suivante :

Produit national brut des U.S.A. en milliards de \$ 1954								
et en indices (1955 = 100)								
1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963*
392,7	400,9	408,6	401,3	428,6	439,9	447,7	474,8	489,4
100	102	104	102	109	112	114	121	123

*1^{er} semestre

Source : Survey of Current Business

L'accroissement du produit national brut américain au cours des huit dernières années se tient ainsi aux alentours de 2-3 % par an, bien inférieur aux 4,5 % qui seraient nécessaires, selon les dirigeants américains, pour obtenir quelque chose approchant le « plein emploi ». C'est ainsi un taux inférieur aux croissances enregistrées dans d'autres économies capitalistes au cours des dernières années [5-6 % par an en France de 1960 à 1962], ce qui n'implique pas une quelconque supériorité de ces dernières, mais donne un ordre de grandeur en matière de taux de croissance capitalistes récents.

Cet accroissement lent du produit national brut — important déjà en lui-même — recouvre un phénomène encore plus important : la **stagnation absolue de la production industrielle au sens strict** [secteur secondaire dans la terminologie bourgeoise]. Voici l'évolution enregistrée depuis 1959 :

	1959	1960	1961	1962
Milliards de \$ 1954	106,508	105,976	103,228	111,673
Indice	100	99,5	97	105

Source : idem.

Cette stagnation de la production industrielle, que n'arrive pas à compenser l'accroissement des « services » [secteur dit tertiaire], s'accompagne naturellement d'une **stagnation des investissements**, dont voici la tendance récente (en millions de \$ 1954) :

1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
22,5	25,0	24,6	19,4	21,4	22,7	21,0	23,8

Source : idem.

Puisque le produit national brut s'accroît tout de même lentement, cette stagnation des investissements signifie que la part des investissements dans le produit national diminue de manière constante.

Or, en dépit de cette stagnation de l'investissement, la productivité du travail qui résulte du progrès technique aboutit à la création de capacités excédentaires de production toujours plus importantes dans l'industrie, et, corrélativement, d'une baisse du taux de profit, comme, bien sûr, de ce chômage structurel devenu si inquiétant pour les dirigeants américains.

La capacité excédentaire, expression de tendances manifestes de surproduction, est réapparue dans l'industrie américaine dans la période d'après-guerre, au cours du boom 1955-56. Depuis cette date elle existe de manière permanente et son existence est sans cesse rappelée dans les rapports présidentiels, et en devient même l'un des leitmotivs. Le tableau suivant en montre l'ampleur :

Capacité excédentaire
Capacités inutilisées des industries de transformation 1956-60
en % de la capacité de production

	1956-1960 (moyenne)	Septembre 1960
Fer et acier	19,1	48
Machines non électriques	23,1	28
Machines électriques	16,3	26
Autos, camions	13,5	19
Autre matériel de transport	26,4	27
Produits chimiques	18,3	23
Papier et pâte	7,3	10
Caoutchouc	14,3	15
Pierres, argile, verre	17,3	24
Raffinage pétrole	10,3	17
Produits alimentaires	17,7	19
Textiles	11,7	12

Source : Problèmes économiques, n° 733 du 16 janvier 1962.

De telles capacités excédentaires signifient l'existence d'un problème aigu de réalisation de la plus-value au stade technique atteint par les U.S.A. et à l'intérieur de rapports de distribution capitalistes. Elles entraînent également nécessairement le développement d'un chômage permanent.

II

Kennedy et ses conseillers économiques soulignent en effet dans leur rapport de 1963 les faits suivants :

1° La diminution absolue — à un rythme rapide — de la demande de main-d'œuvre, et le ralentissement catastrophique de la création par le secteur privé de tout emploi nouveau.

Alors que 200.000 ouvriers agricoles sont mis en chômage par l'agriculture américaine et expulsés de la campagne vers les villes chaque année, le secteur industriel emploie aujourd'hui un million d'ouvriers de moins qu'il y a seulement six ans.

Pendant la même période (1957-62), alors que, du fait de la croissance démographique, le nombre de travailleurs s'est accru à une moyenne annuelle de 780.000, à peine 500.000 emplois ont été créés, et dans ce

total seulement 175.000 emplois nouveaux sont le fait du secteur privé. C'est dire que le fameux secteur tertiaire, loin de compenser la baisse de l'emploi dans les autres secteurs, ne peut même pas faire face à l'accroissement démographique normal. Citons « Le Monde », qui souligne la gravité de la situation pour l'économie capitaliste :

« L'élément le plus frappant est en effet que, en chiffres absolus, le secteur privé paraît avoir atteint un point de saturation : depuis 1957, le nombre des emplois nouveaux n'y a augmenté que de 175.000 par an. L'accroissement total de l'emploi, déjà trop faible pour absorber la progression démographique, est dû pour près des deux tiers à l'embauche du secteur public. Or ni les gouvernements ni les collectivités ne pourront continuer indéfiniment à recruter des nouveaux fonctionnaires. A ce rythme-là, de toute façon, les législateurs les freineront. Mais comment, d'un autre côté, fonder beaucoup d'espoirs sur une relance de l'économie, alors que chaque progrès dans ce domaine s'est soldé dans le passé par une réduction du travail manuel ? »

En dépit, en effet, des mesures prises pour freiner le progrès technique, pour ralentir l'application de l'automatisation et de l'électronique, pour utiliser l'énergie atomique uniquement à des fins militaires, la logique interne du développement capitaliste est telle que le progrès technique est aujourd'hui plus rapide que l'accumulation, et surtout que toute nouvelle accumulation s'accompagne toujours, comme par le passé, de progrès technique, et donc de chômage nouveau. Les forces de la concurrence et les nécessités de réprimer coûte que coûte, même maintenant, toute hausse de salaire, entraînent inexorablement l'économie capitaliste dans une fuite en avant effrénée.

2° La diminution absolue de la demande d'emploi s'accompagne d'une modification radicale de la structure de cette demande, qui aggrave encore plus la situation de l'économie, et qui aggrave aussi la situation de la classe ouvrière. Il y a une chute radicale dans la demande de travail non qualifié ou moyennement qualifié (O.S.).

Marx écrivait déjà : « Les ouvriers rejetés d'un genre d'industrie peuvent certainement chercher de l'emploi dans un autre (...) Encore leurs chances sont-elles des plus précaires.

« En dehors de leur ancienne occupation, ces hommes, rabougris par la division du travail, ne sont bons qu'à peu de chose, et ne trouvent accès que dans des emplois inférieurs, mal payés et, à cause de leur simplicité même, toujours surchargés de candidats. »

Or, au degré atteint par le développement des forces productives, la forme de progrès technique est telle qu'avec le développement des usines automatisées la faible demande de travail ne se porte plus que vers le travail hautement qualifié, nécessitant de longues études dont les fils de la classe ouvrière, aux U.S.A. plus encore qu'en France, sont, par définition, exclus. L'industrie américaine n'a besoin que de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs [que, par ailleurs, elle forme pourtant en nombre insuffisant]. Elle n'a que faire de la classe ouvrière que le capitalisme s'est formée pour ses besoins au cours des périodes antérieures de son développement, et,

aujourd'hui, elle voudrait donner à cette classe ouvrière un congé définitif sans phrases...

3^e L'armée industrielle de réserve prend une forme de plus en plus permanente, et s'alimente de deux manières principales. Le chômage permanent, l'oisiveté forcée à vie atteignent désormais deux couches précises de la classe ouvrière. D'abord les **vieux ouvriers** peu ou non spécialisés, ou dont la spécialité est devenue caduque, et qui sont trop âgés et surtout trop « rabougris » par la division du travail pour être rééduqués et pouvoir espérer trouver de nouveau un emploi. Ensuite les **jeunes**, dont un nombre croissant, et tout d'abord naturellement les noirs, puis tous les enfants des couches les plus pauvres, ou déjà atteintes par le chômage, de la classe ouvrière et à qui la société bourgeoise barre l'accès à des études poussées, **sont désormais certains en naissant et en grandissant de ne jamais trouver de travail**. Citons de nouveau « Le Monde » : « Evolution prévue depuis longtemps par les experts, américains en premier lieu, mais que la société américaine n'a pas sérieusement préparée. Il y a encore aux Etats-Unis une énorme masse de main-d'œuvre non qualifiée, inapte à tout reclassement sélectif ou abandonnée à son sort. C'est en particulier le cas des citoyens « non blancs », parmi lesquels le chômage sévit aujourd'hui à raison de 11 %. Ce pourcentage s'élève à 21 % parmi les jeunes gens de cette catégorie défavorisée, à 28 % parmi les jeunes filles (à ce taux-là, c'est miracle que la délinquance juvénile qui défraye la chronique des faits divers locaux, à Washington au moins autant qu'ailleurs, ne tourne pas à la sédition collective). C'est encore parmi ces déshérités et ces discriminés que se rencontre la grande majorité des 2,5 millions d'analphabètes et des huit millions de quasi-illettrés que comptent les Etats-Unis. » [Aveu terrifiant de la part de la société soi-disant la plus « avancée » du monde !].

Et notre journaliste bourgeois de conclure : « Autant qu'on puisse en juger par les données qu'en fournit le rapport présidentiel, la triste vérité est que le marché du travail américain est encombré d'un sous-prolétariat plus ou moins irrécupérable, qu'aucune mesure ne pourra réintégrer dans le processus productif. »

Qu'est-ce à dire, sinon l'aveu arraché à la bourgeoisie elle-même par le développement inexorable des contradictions internes de son système économique que « dans le développement des forces productives le mode de production capitaliste trouve une limite qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi ».

Ecoutons Marx une dernière fois : « Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. »

Plus que jamais la révolution est « à l'ordre du jour ». Plus que jamais il importe que, rapidement, « le prolétariat exécute le jugement que la propriété privée prononce contre elle-même ».

E. LAURENT.

HONGRIE :

LA LUTTE OUVRIÈRE CONTINUE

Les ouvriers hongrois ont montré dans les faits, en 1956, ce que signifiait pour eux le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Après la deuxième intervention soviétique (4 novembre), ce sont des Conseils Ouvriers qui ont exercé, pendant quelque temps, le pouvoir politique réel.

Le même gouvernement qui, hier, faisant appel à l'intervention étrangère, écrasait la démocratie ouvrière des Conseils, prétend aujourd'hui démontrer qu'il est l'artisan bienfaisant, et le seul concevable, de la sauvegarde du pouvoir de la classe ouvrière et de l'amélioration de ses conditions d'existence.

Les louanges que se décernent si généreusement les pouvoirs publics ne peuvent guère nous aider à tracer un tableau précis de la situation des classes laborieuses en Hongrie. Selon les tenants du gouvernement Kadar, le revenu moyen des ouvriers ne cesse d'augmenter.

La majeure partie des intellectuels qui ont, peu ou prou, participé à la révolution de 1956, ou du moins sympathisé avec elle, se contentent de faire chorus. A les en croire, il n'y a là aucun problème : le niveau de vie des ouvriers s'est indiscutablement élevé. Mais si on leur demande combien de catégories différentes existent dans une profession comme, par exemple, la serrurerie, quel est le salaire horaire de base de ces diverses catégories, quel est le salaire moyen de chacune d'elles, si on dépasse les normes, etc. ; voilà ces intellectuels révolutionnaires bien embarrassés.

Ils ne savent que répéter que la vie est aujourd'hui meilleure en Hongrie, mais ils ne voient pas l'intérêt que l'on peut trouver, dans une famille d'ouvriers, à comparer le montant d'un salaire de 1.200 florins et le prix d'un kilo de graisse (24 florins). Pour eux, ce ne sont que des aspects secondaires de la situation.

Ils ne peuvent donc, eux non plus, rien nous apprendre. Or, nous ne pouvons être entièrement satisfaits du seul fait que le revenu moyen des ouvriers ait augmenté. Il nous faut examiner la réalité de façon plus approfondie.

Selon une importante décision du dernier congrès du Parti (novembre 1962), l'augmentation de la production doit être assurée avant tout par l'augmentation de la productivité. D'autres décisions ont été prises depuis cette date par le parti stalinien, qui vont dans le même sens. C'est ainsi que l'une d'elles prévoit précisément que 75 % de l'augmentation de la production doivent résulter de l'augmentation de la productivité.

C'est précisément autour de ce problème qu'avaient tourné les discussions les plus importantes, au dernier congrès des syndicats, en mai 1963.

Ce problème ne se pose d'ailleurs pas qu'en Hongrie. Le plan septennal de l'U.R.S.S., ainsi que les plans des autres « démocraties populaires », visent le même objectif : l'augmentation rapide du rendement individuel du travail (ou de la « productivité ») constitue l'une des tâches essentielles assignées au « camp socialiste » par ses dirigeants.

Il est clair qu'on ne peut augmenter continuellement le rendement individuel du travail que de deux manières : on peut accroître, soit l'efficacité du travail, soit son intensité. Mais la première méthode suppose que la technique se développe, que la mécanisation s'étende, que l'emploi des procédés techniques les plus récents s'introduise et se généralise, afin que la capacité des ouvriers se développe elle aussi.

C'est d'ailleurs là ce qui explique le souci qu'a le gouvernement du développement de la technique. Mais, pour que cette méthode suffise à assurer la croissance de la productivité sur l'échelle prévue, il faudrait une véritable révolution industrielle dans le pays : ce qui, pour bien des raisons, n'est pas le cas ici. Il ne reste plus alors qu'à accroître au maximum l'intensité du travail et la masse du surproduit, par des méthodes qui rappellent les plus ignobles et à la fois les plus efficaces que connaisse l'exploitation capitaliste.

Le gouvernement estime donc que ce qu'il faut, avant tout, c'est perfectionner les formes déjà utilisées du salaire au rendement. Une large campagne a été lancée pour « démontrer » les avantages de cette nouvelle forme de salaire.

C'est ainsi que le quotidien du parti stalinien, Nepszabadsag, se félicite de constater que, dans l'industrie, le nombre d'heures

de travail faites par des salariés payés au rendement est passé de 48,2 % du total (1957) à 60,6 % (1962).

Cependant, malgré la diversité des méthodes employées par le gouvernement, la résistance des travailleurs ne cesse de croître. Une lutte sourde, mais acharnée, les oppose au gouvernement.

Le conseil des ministres doit constater que si, dans 20 % des entreprises, la prime annuelle représente près du double du salaire mensuel, dans 18 % d'entre elles, au contraire, il ne le dépasse pas. Autrement dit, dans les entreprises, l'appât d'un gain supplémentaire ne suffit pas à amener les ouvriers à dépasser les normes.

Or, il faut souligner que c'est justement dans l'industrie lourde qu'a diminué, en proportion, la part des primes. Le parti et le gouvernement prétendent que, si la production et la productivité ont diminué, c'est la rigueur de l'hiver dernier qu'il faut en accuser. Mais ils n'y croient pas eux-mêmes. Ils savent assez qu'ils n'ont rien négligé pour amener les travailleurs à produire davantage.

Le congrès des syndicats de mai 1963, que nous avons déjà cité, a lancé une offensive contre les « ouvriers paresseux ». Kadar a consacré presque tout son discours à ce congrès à l'analyse de la situation tendue et contradictoire qui résulte des formes prises par l'action revendicative des ouvriers, d'une part, du bas niveau de la productivité d'autre part. Les ouvriers veulent des garanties sérieuses en échange de leurs conditions de travail aggravées.

Le syndicat de la métallurgie a souligné que, pour 31.435 ouvriers embauchés par 40 entreprises en 1962, 28.482 avaient quitté leur emploi dans cette même année.

Dans les ateliers de montage de pièces détachées pour appareils téléphoniques, où les femmes sont en majorité, on a mis en vigueur le système des « trois huit ». La réponse des ouvrières ne tarda pas : elles furent nombreuses à quitter l'usine.

La lutte se poursuit dans chacun des pays du « camp socialiste ».

En U.R.S.S., le président du conseil central des syndicats a déclaré que, dans les chantiers sibériens de construction d'usines, plusieurs milliers d'ouvriers avaient quitté leur travail. Devant une assemblée du parti qui s'est tenue en octobre 1962, le secrétaire du parti pour la région de Léninegrad a longuement parlé des « retards injustifiés » qui, en 1961, ont fait perdre l'équivalent de 2 millions et demi journées de travail aux usines de Leningrad. A la session d'octobre 1962 du Comité central du P.C.U.S., le président du comité national du travail et des salaires, Volkov, a précisé que

l'instabilité de la main-d'œuvre faisait perdre 2 millions de roubles par an à l'économie nationale.

La lutte des ouvriers hongrois est la même que celle des ouvriers soviétiques, polonais, tchécoslovaques ; elle est la même que celle que mènent tous les ouvriers du « camp socialiste » contre l'ennemi commun : la bureaucratie, usurpatrice du pouvoir.

Les bureaucrates hongrois sont en train de « perfectionner » leur technique des salaires. Ils établissent petit à petit un système de classement des ouvriers, selon de nouvelles catégories. Là où il n'en existait généralement, jusqu'ici, que 7, il y en a 20 maintenant.

Les bureaucrates soutiennent que leur nouveau système n'a d'autre but que de rendre plus équitable la répartition des salaires. En fait, sa véritable portée est de constituer, entre les mains de la bureaucratie, une arme encore plus efficace pour diviser les ouvriers, que ne l'était, hier, la mise en vedette stakhanoviste de certains ouvriers. Son objectif est d'entraver le développement d'un mouvement revendicatif commun à toute la classe ouvrière, en la divisant et en suscitant des rivalités entre diverses catégories. Il facilitera l'étude et la fixation « scientifiques » des normes, c'est-à-dire des moyens les plus efficaces pour ôter aux ouvriers la possibilité de se défendre.

A l'heure actuelle, les rapports entre les salaires des diverses catégories sont réglementés par l'établissement des salaires moyens de chaque catégorie. C'est à partir de ces salaires moyens que l'on calcule les hausses (ou les baisses) de salaires. Cela permet donc d'augmenter davantage le traitement de quelques couches supérieures que celui du plus grand nombre.

En outre, les pouvoirs publics n'établissent pas de tarifs nationaux de salaires ; ce sont les ministères compétents qui déterminent les barres supérieures et inférieures des catégories de salaires, dont la fixation concrète incombe aux entreprises elles-mêmes, qui jouissent d'une large indépendance dans ce domaine.

Tout cela a pour effet que les salaires progressent inégalement selon les branches d'industrie.

Cette politique s'appelle : encouragement à la productivité nationale, réglementation destinée à favoriser l'essor de la productivité nationale, etc.

Le fardeau de l'augmentation du rendement du travail retombe tout entier sur les épaules des ouvriers. Des mesures draconiennes les obligent à accélérer sans cesse le rythme de la production.

Un symptôme alarmant de cet état de choses est l'augmentation continue du nombre des accidents du travail, sur laquelle les

bureaucrates se gardent de fournir des statistiques. Mais il y a mieux. Voici, d'après Nepzabadsag du 10 mai 1963, le langage qu'a tenu Brutyo, secrétaire général des syndicats, au congrès :

« Celui qui, par nonchalance, ne travaille pas bien, qui cherche à ne fournir que le minimum d'efforts, n'a aucun droit social ni moral à réclamer une fraction maximum de ce qui est bon et avantageux. »

Bien entendu, cet estimable bureaucrate ne manqua pas d'affirmer, à la même tribune, qu'en Hongrie, c'était la classe ouvrière qui était la classe dirigeante — cependant qu'il s'arrogeait le droit, pour lui-même et ses congénères, de décider à qui les lois sont applicables !

Certes, les ouvriers hongrois sont prêts à faire les plus grands sacrifices, même à accélérer le rythme du travail si la lutte pour le socialisme l'exige, mais à condition qu'ils soient les maîtres de leur pays, au lieu d'être soumis à la pire oppression bureaucratique.

Ils comprennent très bien quel doit être leur rôle ; ils l'ont montré en 1956 en formant ces conseils ouvriers dont ils gardent fidèlement le souvenir. Dans le même temps, sous les formes les plus diverses, ils résistent à l'aggravation de leurs conditions de travail, s'efforcent d'arracher pour eux-mêmes le plus possible de ce qu'ils produisent, et mènent une lutte acharnée pour la réalisation de la démocratie ouvrière dans les usines.

C'est ce dont la bureaucratie s'est aperçue : en échange des efforts de productivité qu'elle en exige, elle promet aujourd'hui aux travailleurs qu'elle va instaurer la démocratie ouvrière.

Il est vrai que Kallai, dans son discours d'avril dernier consacré à « Certains points de vue sur le développement de l'état et de la démocratie socialiste », s'est empressé de fixer les bornes de cette « démocratie ». Il a notamment déclaré que « l'élargissement des bases d'une direction démocratique doit être lié à une forte centralisation de la direction étatique de l'économie nationale ».

Le congrès de mai 1963 des syndicats a donné des indications plus précises sur cet élargissement limité de la démocratie. C'est ainsi que, pour la première fois, les membres des conseils d'usine sont tous élus ; il n'y a, parmi eux, aucun délégué des autorités supérieures. C'est là une concession arrachée à la bureaucratie : mais la lutte n'a pas cessé avec elle, bien au contraire.

Le gouvernement, conscient du danger, met désormais tout en œuvre pour contenir et utiliser à ses fins les aspirations ouvrières à l'élargissement de la démocratie. Dans ce but, il détermine les tâches des ouvriers dans l'exécution du plan, dans la protection de la propriété publique (c'est-à-dire étatique) et renforce le rôle personnel des directeurs d'usine.

Michel VARGA.

De l'étincelle à jailli la flamme

« La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ». Cette phrase du Programme de transition — maintes fois citée ! — il est difficile au militant révolutionnaire de ne pas l'avoir présente à l'esprit en revivant, page après page, dans le livre de P. Broué, cette histoire à hauteur d'hommes dont la lucidité, le dévouement absolu, la volonté, les faiblesses aussi, les tares parfois, contribuèrent tellement à créer la réalité de notre temps, celle que nous devons affronter et dont Trotsky pouvait écrire qu'elle « ne pardonne pas une seule erreur théorique ».

Le parti bolchévique, c'est effectivement dans l'étude approfondie de ce qu'il fut, puis de ce qu'il devint, que nous trouverons matière et justification de notre effort à bâtir cette direction révolutionnaire, « tâche centrale de l'époque de transition ».

Aux prises que nous sommes avec l'évidence vivante, ardue certes et multiple de la lutte de classe de tous les jours — ce moteur de l'Histoire — nous ne tirerons jamais assez toutes les leçons que renferme — pour qui veut seulement se donner la peine de penser par lui-même, c'est-à-dire hors des sentiers battus par la semelle des philistins, des sceptiques et des traîtres — l'exaltante, l'impitoyable, l'ultime guerre de classe qu'entendirent mener et que menèrent effectivement ces bolchéviques qui surent, sans trembler, oser mettre le socialisme à l'ordre du siècle.

L'ouvrage de P. Broué, avec ses analyses riches, claires,

complètes, ses faits nouveaux mis en place (je pense en particulier aux derniers chapitres), est l'un de ces outils de belle précision dont nous avons besoin et n'est, bien entendu, cet outil que par la maîtrise même dont fait montre l'auteur dans le maniement de la méthode marxiste, seule en mesure de tenir sans tricher la gageure de mener à bonne fin l'exposition, l'explication, la juste mise en valeur de cette expérience historique fondamentale de notre époque.

Tout y est : croissance, tantôt hésitante, tantôt portée par l'événement, maturité — peut-on dire — et c'est Octobre tranchant les amarres de l'avenir, puis dégénérescence thermidorienne de ce parti, le plus révolutionnaire qu'ait connu l'histoire, devenu aujourd'hui, après un tiers de siècle de syphilis bureaucratique, l'un des plus décisifs obstacles à cette révolution mondiale que Vladimir Illitch se séparait jamais des tâches que lui imposaient les nécessités de l'heure.

Pour la première fois nous pouvons suivre, ramassées en un fort volume, les soixante années d'existence fiévreuse, tendue, souvent si tragique, de ce qui fut le parti de Lénine, avant de devenir l'instrument à tout faire de Staline, pour n'être plus maintenant que l'appareil khrouchtchévien de la coexistence à tout prix avec l'impérialisme pourrissant.

Le marxiste P. Broué nous décrit, documents à l'appui, la longue lutte — car ce fut, avant tout, cela — de ces hommes que les circonstances et leur allant, leur audace devaient placer, un temps, à l'avant-garde de l'humanité, à l'avant-garde du combat sans merci ni concession contre une société qui ne tempère sa barbarie que pour se laisser prendre, l'espace d'un répit, au vague à l'âme de l'inconscience.

« *Pratiquement, les communistes, écrivaient Marx et Engels dans leur Manifeste, sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien.* » Voilà ce que surent être les bolchéviques, praticiens de la révolution prolétarienne, armés de la théorie la plus solide, la plus rigoureuse, que leur avaient léguée ces mêmes auteurs du Manifeste, face à l'impérialisme, *stade suprême du capitalisme*, ils ont été ceux-là

qui, avant tous autres, comprirent l'inéluctable nécessité, pour vaincre, de forger l'organisation à toute épreuve sans laquelle les masses risquent, quelle que soit la conjoncture, d'échouer au port où se règlent les derniers comptes avec un vieux monde qui s'accroche et objecte à sa mise à mort.

Le parti bolchévique, le vrai, c'est le principe du centralisme démocratique : liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action. C'est aussi : « *Ces gosses, étudiants et ouvriers, qui, dès leurs quinze ans, se lançaient dans l'action illégale, copiaient des tracts pour les distribuer dans les usines, risquaient des années de prison pour avoir exprimé en public ou en privé une opinion politique, organisaient pourtant inlassablement grèves, manifestations, cercles d'études, écoles clandestines* ». Et c'est enfin Lénine — le « *Vieux* », dit-on familièrement — dont on admire l'intégrité, la perspicacité, dont on apprécie les connaissances et l'expérience, dont on peut mesurer l'empreinte sur l'histoire récente et dont on sait qu'il est le constructeur de la fraction et du parti... Son objectif n'est pas d'avoir raison tout seul, mais de fabriquer l'outil qui lui permettra d'intervenir dans la lutte des classes et d'avoir raison historiquement, à l'échelle de millions, comme il aime à le répéter... »

1917 sera « *l'épreuve décisive* », « *ce mur où l'on voit le maçon révolutionnaire* », sera aussi l'année où Trotsky — « *ce grand oiseau voyageur* » que nous a décrit Panaït Istrati qui l'avait rencontré en 1912, à Bucarest — après des années de la polémique la plus virulente, rejoint la « *cohorte de fer* », cependant que Lénine, dans ses fameuses thèses d'avril, se ralliait tacitement au schéma de la révolution permanente, lorsqu'il affirmait : « *Le trait distinctif de la Russie consiste en la transition de la première étape de la révolution, qui remet le pouvoir à la bourgeoisie, à cause de l'insuffisance de la conscience et de l'organisation prolétariennes, à sa seconde étape, qui remettra le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie.* »

Le parti de Lénine et de Trotsky est en train de se forger la maîtrise et la flamme du vainqueur. La stratégie révolutionnaire aura raison contre les sceptiques de tous horizons. Et puis surtout, comme l'écrit P. Broué : « *Les bolchéviques croient à leur avenir parce qu'ils se croient simplement une avant-garde de la révolution mondiale, mais aussi parce qu'ils savent que leur fusion avec des éléments actifs de la classe ouvrière est si*

totale qu'on ne peut décider si c'est le parti qui les a gagnés ou s'ils se sont emparés du parti pour en faire leur organisation. »

Les années qui viennent permettront de le vérifier. La guerre civile et le communisme de guerre vont exiger de chacun qu'il dépasse ses propres forces et de tous, de vaincre ou de périr. Pierre Broué rappelle ce que, dans son *Histoire socialiste*, Jean Jaurès avait écrit sur la révolution française et qui pose sans fard, ni mauvaise conscience aucune, le problème de la terreur révolutionnaire : « *Quand un pays révolutionnaire lutte à la fois contre les factions intérieures et contre le monde, quand la moindre hésitation ou la moindre faute peuvent compromettre pour des siècles peut-être le destin de l'ordre nouveau, ceux qui dirigent cette entreprise immense n'ont pas le temps de rallier les dissidents, de convaincre leurs adversaires. Ils ne peuvent faire une large part à l'esprit de dispute ou à l'esprit de combinaison. Il faut qu'ils agissent, et, pour garder intacte leur force d'action, pour ne pas la dissiper, ils demandent à la mort de faire autour d'eux l'unanimité immédiate dont ils ont besoin. »*

1923 sera l'épreuve d'une autre sorte, celle du point critique. La guerre civile est passée par là. La N.E.P. est intervenue. Lénine va disparaître. La révolution allemande a échoué. Bientôt le parti bolchévique ne « *rythmera plus l'action* » ou, plus exactement, ne la rythmera plus dans un sens révolutionnaire. Bientôt il ne sera plus le parti bolchévique. Sous la pelisse du bureaucrate, Thermidor est en train de circonvier la dictature du prolétariat. Période décisive où prend corps cette Opposition de Gauche dont on peut dire du mouvement trotskyste (digne de ce nom !) qu'il en est l'héritier historique direct.

Le dixième anniversaire d'Octobre sonnera en fait le glas au parti de Lénine. Dès cette époque c'est en déportation, en exil, demain dans les prisons et dans les camps qu'il faut chercher ce qui survit du bolchévisme dont, moins de dix ans plus tard, Staline entreprendra l'extermination systématique à travers la liquidation physique de tous ceux-là, « *les rêveurs et les ingénieurs de l'histoire* » dont parle Peter Kuczka et qui avaient su être le « *fer de lance* » de la plus radicale révolution des temps modernes.

Et pourtant, en définitive, « *les lois de l'histoire sont plus puissantes que des appareils bureaucratiques* », à preuve ce cha-

pitre XIX où P. Broué analyse le phénomène yougoslave, puis les événements de 1953 à Berlin-Est, à Vorkouta, ceux de 1956 en Pologne, en Hongrie, ainsi que l'action clandestine de ces jeunes néo-bolchéviques à Leningrad, à Moscou, à Vilna, qui « *impriment et diffusent des tracts attaquant personnellement Khrouchtchev et la dictature du parti en général et réclamant l'établissement d'une démocratie soviétique et le retour à une ligne léniniste* ».

L'étincelle vit. L'impitoyable moloch bureaucratique n'aura réussi qu'à creuser sa propre tombe. N'en déplaise à tant de petits-bourgeois sociaux-démocrates, staliniens, centristes de tout cru, « *en fait, c'est le programme même de Trotsky qui est repris, développé, partiellement mis en pratique par une génération qui, non seulement ne l'avait pas lu, mais avait au contraire été soumise à un endoctrinement sans précédent. Dans des conditions qu'il n'avait pu prévoir s'esquisse l'application d'un programme qu'il avait déduit de l'analyse des forces de classe en U.R.S.S. à la veille de la guerre.* »

Il y a comme cela des vérités qu'il est bon, qu'il est absolument nécessaire de déceler, de dire et de diffuser. C'est ce que vient de tenter et de réussir P. Broué. Dans ce contexte, à ce niveau, la vérité est toujours révolutionnaire.

S. OBREON.

(1) Pierre Broué « *Le parti bolchévique* ». Editions de Minuit, 39,00 F.

Les marchands de vent

Les ouvrages récents de Serge Mallet et de Pierre Belleville ne renouvellent guère les idées qu'ils ont eux-mêmes contribué à introduire aux franges du mouvement ouvrier français. Leur lecture n'en présente pas moins le plus grand intérêt. « Sociologues » irresponsables, représentants d'une organisation agonisante et sans influence, MM. Mallet et Belleville peuvent en effet se permettre d'avancer à découvert sur un terrain infiniment difficile et dangereux : celui des problèmes de l'intégration des syndicats dans l'état bourgeois ; terrain sur lequel les partisans les plus autorisés de leurs thèses (bourgeois comme bureaucrates ouvriers) ne s'aventurent encore qu'avec la plus grande prudence. C'est ce qui nous vaut les exposés les plus clairs et les plus détaillés (mais bien insuffisants encore) de questions telles que la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et les objectifs réels de la « planification démocratique ».

Le livre de Mallet comme celui de Belleville se compose de deux parties distinctes : une série d'enquêtes et des conclusions générales. Les enquêtes de Mallet (Compagnie des machines Bull, Caltex, Compagnie française Thomson-Houston) complètent heureusement celles de Belleville (La sidérurgie lorraine, le textile du Nord, Neyrpic, la S.N.C.F.), les conclusions, légères et peu étoffées, sont, pour l'un comme pour l'autre de nos auteurs, l'occasion de développer leurs vues « théoriques » : elles sont indépendantes, et le plus souvent contradictoires avec le résultat des enquêtes. Ce qu'ils exposent, ce sont parfois leurs préjugés, toujours leur politique, mais jamais la nature des choses.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple caricatural de cette méthode, Mallet observe, exemples à l'appui (p. 10), que, dans nombre d'usines modernes faisant appel à une main-d'œuvre hautement qualifiée, les jeunes travailleurs supportent malaisément l'oppression dans l'atelier qui est le fait des agents de maîtrise. Et d'en tirer cette conclusion extraordinaire : « Ils rejoignent ainsi les points de vue des bureaux de méthodes, qui, dans la plupart des entreprises modernes, considèrent que les anciens cadres de maîtrise recrutés au choix... constituent un obstacle à l'amélioration de la productivité du travail, et à l'esprit de coopération qu'ils cherchent à établir avec les ouvriers ».

Pour Mallet, l'ouvrier qui se défend contre un contremaître abusif exprime donc son désir de collaborer avec l'ingénieur des méthodes qui, pour le compte du patron, pousse les cadences et intensifie le travail ! Dans ces conditions, il lui est facile de conclure que les aspirations naturelles des travailleurs (modernes) les poussent à s'intégrer à l'entreprise, et à partager avec le patron (non moins moderne) les responsabilités de la gestion (capitaliste), plutôt qu'à revendiquer pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Comment est-il possible de faire passer pour un travail scientifique sérieux pareille logomachie ?

Un autre exemple : Pierre Belleville (p. 288) remarque que le patronat n'accepte de discuter, au niveau professionnel ou national, que des taux minima de salaires, se réservant ainsi le contrôle des salaires réels, tant au niveau des régions (abattement de zones) que des entreprises (primes diverses). Il en conclut que les conventions collectives nationales sont désormais une méthode dépassée, et que, seuls, les accords d'entreprise permettent aux organisations syndicales d'obtenir des résultats. Il ne lui vient nullement à l'idée de revendiquer l'intégration des primes dans les salaires (de manière à ce que la discussion sur les minima ait un sens), et la suppression des disparités régionales de salaires.

Mieux encore : Belleville explique que le niveau extrêmement bas des salaires dans certaines régions est lié au « caractère marginal de l'industrie locale ». Certes, c'est ainsi que vont les choses en régime capitaliste. Est-ce une raison pour l'accepter ? Un tel raisonnement mène directement à la collaboration organique Capital-Travail dans le cadre d'une « politique des revenus » : les patrons garantiraient des augmentations correspondant à leurs

« possibilités ». Les travailleurs accepteraient de ne revendiquer que dans les limites ainsi tracées.

Il n'y a guère qu'une différence de « ton » entre nos deux auteurs. Nous allons résumer leurs idées, et les discuter point par point :

1° *Les caractéristiques techniques de la « société industrielle moderne » modifient profondément la composition et les objectifs de la bourgeoisie comme ceux du prolétariat.*

La bourgeoisie voit s'amenuiser, en son sein, la couche capitaliste proprement dite. Dans les entreprises, les conseils d'administration, qui, selon nos auteurs, représenteraient le capital, s'affaiblissent au profit de la nouvelle couche de « managers » qui, de plus en plus, tendent à imposer leurs décisions. Le capital traditionnel, malthusien par définition, cède la place aux directeurs, productivistes, imprégnés du souci de développer harmonieusement « l'économie nationale » avec l'aide des travailleurs.

Quel crédit peut-on accorder à une telle « théorie » ? Mallet lui-même affirme (p. 22) que « *la structure du marché financier est la clef de l'évolution des forces productives* ». Si les mots ont un sens, cela signifie que le capital financier domine l'ensemble de la société capitaliste, c'est-à-dire que les banques (et les grands trusts, les chaînes commerciales qui sont leurs instruments) exercent un contrôle réel sur l'ensemble de la société capitaliste, et, en particulier, sur les entreprises, celles qui sont vétustes — dont elles contrôlent le crédit et les échéances — comme celles qui sont modernes, auxquelles elles assurent le financement de leurs investissements. La marge de manœuvre des « managers », ces grands commis, comme ils s'appellent eux-mêmes, du capital financier, est ainsi étroitement limitée. Et il n'y a pas d'exemples, il suffit, pour s'en convaincre, de lire régulièrement la presse financière, qu'un conflit entre les bailleurs de fonds et les directeurs ait été tranché à l'avantage de ces derniers. De tels conflits sont d'ailleurs fort rares. Le plus récent d'entre eux, qui fournit à Belleville matière à l'une de ses enquêtes, opposa l'Alsthom, et derrière elle la Banque de Paris et des Pays-Bas, à la Société Neyrpic : il a été réglé par le renvoi sans façon du « manager » Dagallier, et par l'accession au poste de président-directeur général de Glasser, l'homme du capital.

Mallet lui-même, qui a enquêté à la Compagnie des machines

Bull, décrit les dirigeants de cette entreprise, « qui appartiennent bien aux tenants du néo-capitalisme » (pp. 81-82) : « Réalistes et modestes, ces managers du « nouvel âge » ne se paient ni de mots, ni d'idéologies... Ils voient s'ouvrir, à l'ère de la deuxième moitié du XX^e siècle, les perspectives d'une troisième révolution industrielle, offrant des possibilités illimitées de production et d'investissements, etc. » Or, pp. 85-87, nous apprenons que les moyens de financement de l'entreprise Bull proviennent, pour plus de 40 %, d'emprunts extérieurs, parmi lesquels les grandes banques se taillent la part du lion ; que les charges financières de l'entreprise sont plus élevées que les bénéfices distribués ; que l'endettement à long terme de la firme atteint le double de son capital social. Force nous est de conclure, comme Mallet lui-même, que, dans une entreprise moderne du type de la Compagnie Bull, « l'extension et l'utilisation de moyens de production de plus en plus coûteux renforcent encore la domination du capital financier sur le capital industriel ». Dans ces conditions, les « managers du nouvel âge » ne peuvent être autre chose que les fondés de pouvoir du capital : comme tels, ils gèrent l'appareil de production en fonction des exigences du marché capitaliste — tout comme par le passé. Il n'y a ni néo-capitalisme, ni « société industrielle ». Le développement des forces productives reste subordonné à la recherche du profit. Si la production industrielle a augmenté, depuis vingt ans, dans des proportions considérables, cela est dû, exclusivement, à la création de nouveaux marchés (matériel de guerre en particulier), et à l'extension des anciens, consécutive aux immenses destructions de la guerre mondiale, et non pas aux prétendues « méthodes nouvelles » des « directeurs ».

2° Selon Mallet et Belleville, le développement de cette couche de directeurs va de pair avec l'extension, au sein de la classe ouvrière, du groupe des techniciens et des travailleurs occupés aux différentes tâches de contrôle. Par ailleurs, le groupe des ingénieurs et cadres augmente rapidement en nombre, et ses fonctions tendent à le rapprocher de la classe ouvrière proprement dite (1).

Il est nécessaire ici de distinguer plusieurs problèmes que nos auteurs s'emploient à embrouiller avec une obstination digne d'une meilleure cause :

La question des cadres et ingénieurs, tout d'abord. Il faut,

(1) Pour un examen plus détaillé de cet aspect des thèses de Mallet, voir *La Vérité*, n° 516.

en premier lieu, exclusion de ce groupe, du point de vue où il nous intéresse, les cadres de direction proprement dits, qui, bien que salariés, appartiennent sans nul doute à la bourgeoisie : leur salaire n'est pas le prix de leur force de travail, mais une fraction de la plus-value prélevée sur les ouvriers. Il faut ensuite réserver le problème des cadres moyens. Bon nombre d'entre eux, nous dit Mallet (p. 245), voudraient simplement « *voir régler une bonne fois les problèmes sociaux* ». Reste le cas de toute une série de petits cadres, de techniciens et d'ingénieurs, dont « *la mentalité* », selon Mallet, « *est bien davantage déterminée par les rapports techniques de production que par leur statut* » (p. 10). La mentalité de ces couches est une chose : elle dépend largement de la capacité du patronat de leur offrir des salaires hors de proportion avec ceux des autres travailleurs, capacité qui va d'ailleurs en diminuant dans la mesure où les entreprises modernes doivent les employer en nombre de plus en plus élevé. Autre chose est la situation de ces cadres salariés, qui est déterminée non pas par les rapports techniques, mais par les rapports sociaux de production. Ils se trouvent, à cet égard, dans la même situation, vis-à-vis du patronat, que l'ensemble de la classe ouvrière. Que, dans une telle situation, ils puissent se joindre aux actions des autres travailleurs, les mouvements récents chez Neyrpic et la grande grève des mineurs nous en apportent la preuve. La tâche des organisations ouvrières est de développer la propagande et les efforts d'organisation en direction de ces catégories de travailleurs, qui sont de plus en plus sensibles au fait que la dictature du capital financier est aujourd'hui le principal obstacle au développement des forces productives. Pour eux, la réorganisation de l'entreprise sur une base corporatiste ne peut être qu'une voie de garage. Ce n'est que dans une société socialiste que le progrès technique cessera d'être subordonné au profit, et que l'humanité pourra enfin produire pour la satisfaction de ses besoins.

Quant aux « nouvelles couches » de travailleurs, ce prolétariat en blouse blanche, entendez cette fraction hautement qualifiée de la main-d'œuvre employée à l'installation, à l'entretien et au contrôle dans certaines branches industrielles faisant appel à des techniques très particulières (industrie électronique par exemple), Mallet explique lui-même, dans les pages les plus intéressantes de son livre (à propos de Bull et de la C.F.T.H.) à quel point elles sont encore peu nombreuses. Elles augmentent en nombre, certes, mais au prix de l'extension plus que proportionnelle du prolétariat misérable et sur-exploité que ces mêmes entreprises d'avant-garde emploient à la fabrication des pièces détachées dans leurs

usines de province. Par ailleurs, nombre de ces travailleurs sont affectés dans les usines-laboratoires à des tâches à ce point spécialisées et parcellaires que leur haute qualification n'est qu'une chaîne de plus qui les asservit à leurs exploiters : contrôle patronal de la formation professionnelle, constitution d'un « personnel-maison », qui ne peut retrouver sa classification dans d'autres entreprises, systèmes de salaires tendant à réduire le fixe par rapport au boni mensuel variable et aux primes, etc. Tous ces traits assimilent le travailleur des « couches nouvelles » au prolétaire de l'industrie classique, bien plus qu'ils ne l'en séparent. Mallet décrit ainsi ses conditions de travail : « *Dans les conditions de la technique moderne, les aptitudes individuelles du travailleur deviennent moins importantes que son adaptation au poste qu'il occupe... C'est, en fin de compte, les caractéristiques des machines utilisées qui vont déterminer celles de l'opérateur, comme elles vont déterminer le rythme de la production* » (p. 92). N'est-ce pas là la condition même qui est faite à l'O.S. de l'industrie classique ?

Enfin, l'extension d'entreprises du type Bull signifie, dans un autre domaine, la prolétarianisation de toute une couche d'employés : « *... La mécanisation poussée des emplois de bureau, tâche à laquelle est consacrée l'activité des machines Bull, aboutit à les standardiser et à les déqualifier ; les conditions de travail et de salaires tendent de plus en plus à se confondre avec celles des ouvriers des ateliers* » (p. 140).

Les observations de Mallet et de Belleville devraient donc les amener à conclure que les incidences du progrès technique, si complexes qu'elle puissent être, renforcent le prolétariat en nombre comme en homogénéité. Mais cet aspect des choses n'intéresse pas nos auteurs. Certes, ils ne nient point l'existence de la classe ouvrière. Tous les travailleurs ont, pour eux, cette caractéristique commune « *d'exercer un rôle productif et d'être exclus de la propriété ou de la gestion des instruments de production qu'ils desservent* » (Mallet, p. 13). Mais, dans les faits, ils ne lui reconnaissent aucune réalité, car ils n'admettent pas qu'elle puisse, en tant que classe, s'opposer à la bourgeoisie, et poser sa candidature à la réorganisation révolutionnaire de la société. C'est ce que, dans le langage lumineux qu'on lui connaît, Mallet exprime en ces termes (p. 27) : « *En fait, il n'y a jamais eu de « classe ouvrière globale », de « communauté sociologique », d'homogénéité culturelle prolétarienne. Cette illusion d'optique repose toutefois sur certains faits objectifs : ce qui a pu donner l'image d'une classe ouvrière homogène, c'est tout simplement la présentation tronquée qu'en donne le mouvement ouvrier organisé lui-*

même. Chaque période, chaque âge de l'organisation du travail tend, en effet, à créer une structure relativement stable de la classe opératrice des moyens de production. L'ensemble des facteurs socio-psychologiques que secrète toute société tendant à son unité, joue en faveur de cette homogénéisation. L'Etat, dans sa nature centralisatrice, le mouvement syndical lui-même, dans sa volonté de dépasser les différenciations, agissent dans le même sens. Ainsi, les représentations sociales prennent-elles un caractère totalisateur qui ne reflète pas la complexité des phénomènes réels. »

Les « phénomènes réels », ce n'est donc pas le mouvement ouvrier organisé qui se bat pour en finir avec l'exploitation, mais les millions d'individus pris un par un, usine par usine, qui subissent cette exploitation. C'est donc à la psychologie de l'ouvrier que l'on fait appel, ainsi qu'à l'assainissement des rapports humains dans l'entreprise. Ce qui signifie « un syndicalisme d'entreprise, dépassant le corporatisme, ouvert, situant ses problèmes dans ceux de l'économie nationale, mais cherchant d'abord à assainir la situation dans sa propre entreprise... » (Belleville, p. 228), cette entreprise qui « peut être considérée comme un complexe de production où la section syndicale représenterait le personnel, plus précisément incarnerait en permanence la présence du personnel, lui donnant une personnalité collective ». Et « la lutte pour la reconnaissance de la section syndicale aboutira à faire accepter cette conception » (p. 304). Voilà précisément ce que serait l'entreprise, cellule de base de l'ordre corporatiste.

Les « phénomènes réels », c'est aussi, pour Mallet et Belleville, la politique des appareils, qui sont invités à collaborer au bon fonctionnement du système capitaliste, en particulier par le moyen d'une politique des revenus qu'ils s'engageraient à faire respecter. Cependant, conscients de la garantie que représentent les bureaucraties syndicales actuelles, nos auteurs ne s'engagent pas sans inquiétude sur ce terrain. Ne faut-il pas craindre, demande Mallet (p. 128), de voir le mécontentement des travailleurs se traduire « par un « luddisme » agressif, et évidemment inefficace ? Les graves bouleversements sociaux qui en résulteront pourront-ils être dirigés par le mouvement ouvrier, ou créeront-ils les conditions d'un « néo-poujadisme » prolétarien ? ». Telles sont, en effet, les graves questions que posent les projets d'intégration des syndicats dans l'état. MM. Mallet et Belleville, quant à eux, ont pris parti : contre les ouvriers, pour la défense de l'ordre bourgeois.

H. CARIER.

(1) Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, 1 volume, Editions du Seuil, 1963.

Pierre Belleville, *Une nouvelle classe ouvrière*, 1 volume, Julliard éditeur, 1963.

Le noir et le libéral

Il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter à un livre qui n'est finalement qu'un ouvrage de propagande en faveur de la politique du gouvernement fédéral de Washington, s'il ne donnait l'occasion de rectifier l'image importée en Europe de la lutte des noirs américains.

M. Lomax est un libéral. Il prend le racisme tel qu'il se donne, c'est-à-dire pour une simple affirmation de la supériorité des blancs. Depuis près d'un siècle, c'est à partir d'une pareille attitude que le mouvement « d'émancipation », sous l'égide de la N.A.A.C.P. (1), a empêché toute tentative de s'attaquer à la racine du mal. C'est cette même attitude qui rejette actuellement les noirs militants du Nord vers la position séparatiste des « Black Muslims » (Musulmans noirs), dont le succès vient justement de ce qu'ils exploitent l'échec évident de la lutte juridique pour la conquête des droits élémentaires. La N.A.A.C.P., qui abandonne les noirs du Sud aux « tribunaux » et à la « justice », en s'organisant avec les libéraux blancs du Nord, ne fait pas autre chose que d'adopter le point de vue du gouvernement fédéral, point de vue que l'auteur exprime de la manière suivante :

« Le mouvement tournant de Kennedy indique la manière dont les problèmes de minorités doivent être résolus dans une société libre. »

« La société libre » est le centre des préoccupations de Lomax pour définir le cadre de la « révolte » et ses limites.

(1) National Association for the Advancement of Colored People, la principale organisation de noirs (aux Etats-Unis).

Et pourtant Lomax prétend parler au nom de la révolte. Il est lui-même un noir, un intellectuel, un professeur d'université. Il sait comment et pourquoi il écrit, et, surtout, ce qu'on attend de lui en tant que noir. Il est de la même catégorie qu'un Baldwin (1) ; ce sont là des valeurs sûres parmi les best-sellers américains. Sa « valeur », à lui, c'est de parler comme un noir « authentique », « révolté » ; le noir chargé d'expliquer qu'il n'est plus un être soumis, qu'il n'a pas envie de coucher avec votre sœur blanche, mais en a plutôt assez de l'avoir sur le dos. Il écrit pour le lecteur blanc, satisfait de voir un noir reprendre à son compte la revendication de l'égalité des races.

Pendant l'auteur reste incapable de définir les revendications noires autrement qu'en termes psychologiques ; il écrit :

« C'est à une situation culturelle qu'est due en grande partie la révolte noire actuelle... Il se trouve que le noir américain est le seul Américain qui doive individuellement dépasser son propre groupe pour satisfaire de façon absolue son besoin d'identification. En conséquence, nous autres noirs... »

Ce livre est une leçon de morale adressée aux révoltés eux-mêmes. Voilà la seule conclusion possible d'une logique prétendant concilier une politique libérale avec une révolte qui, précisément, est la dénonciation de cette politique. Les mots d'ordre généraux, repris par les noirs dans l'ensemble des Etats-Unis (Liberté maintenant - Kennedy no - Du travail pour tous) s'opposent à l'impuissance des solutions « démocratiques » ; ils constituent aussi une dénonciation des Etats-Unis comme « terre de la liberté ». Quant à Lomax, il écrit : *« Pour que le noir américain assume pleinement son rôle dans la vie américaine, il faudra développer son sens des responsabilités »*, cela pour déplorer le taux de criminalité trop élevé chez les noirs. M. Lomax n'est pas raciste, il le prouve, puisqu'il adresse des « critiques » aux noirs.

Lorsque l'auteur bénéficie de la distance historique (et également du fait qu'il évoque des vérités généralement admises et reconnues), il expose clairement le contenu social du racisme. La première partie de son livre explique très bien la restauration des lois raciales à la fin du siècle dernier, en rapport avec la crise économique qui conduisit à l'alliance réactionnaire des « bourbons » (1) et des petits fermiers blancs ; ceci, d'ailleurs, après l'échec d'une alliance entre les petits fermiers noirs et blancs

(1) James Baldwin est un romancier noir, porte-parole littéraire de l'idéologie « libérale ».

(1) Les « Bourbons » sont les grands propriétaires terriens sudistes.

(Daniel Guérin, dans le tome II de son livre « *Où va le peuple américain* », explique cela plus complètement). L'apparition d'une masse de travailleurs libres, par suite de la suppression de l'esclavage, et son intégration dans un Sud sous-développé et un Nord industriel sous la pression du chômage et de la concurrence d'une main-d'œuvre plus qualifiée venue d'Europe, tel est le terrain essentiel sur lequel les conflits raciaux se sont développés. L'« Urban League » (la Ligue Urbaine), défendue par Lomax comme faisant partie des luttes des noirs, n'était, en réalité, qu'un bureau de placement au service du capitalisme industriel du Nord. Elle organisait l'immigration comme, actuellement, le gouvernement importe de la main-d'œuvre porto-ricaine dans la région de New York.

Plus l'histoire devient de l'actualité, et plus l'auteur est incapable de comprendre et d'exposer la crise sociale aux Etats-Unis autrement que dans les termes de l'idéologie dominante. Non seulement il ne fait pas état du contenu des revendications des noirs, mais il est même obligé de falsifier l'histoire de la lutte elle-même. Dans l'analyse qu'il donne de la discussion sur les moyens d'action qui s'est déroulée au sein de la N.A.A.C.P., il parle d'un « certain Williams », en reprenant contre lui les accusations portées par le F.B.I. et le ministre de la justice Robert Kennedy. Ces accusations calomnieuses ont été lancées dans le but de réduire l'expérience de la résistance armée dans le Sud à un crime de droit commun : l'enlèvement d'un couple blanc par Williams. Ce mensonge, Lomax est bien obligé de le reprendre à son compte, car il dissimule la véritable situation dans le Sud, telle que l'a révélée ce qui est devenu « *l'affaire Williams* ». Nous allons nous y arrêter.

A Monroe (Caroline du Nord), le noir Williams essaye de reconstituer la section de la N.A.A.C.P. avec des noirs riches, reconnus dans la communauté. Devant son échec, il est conduit à organiser les domestiques, les semi-chômeurs et les travailleurs au salaire de misère qui constituent les véritables masses de la région de Monroe.

Il commence la lutte à propos de la ségrégation de la piscine locale, avec l'aide d'un docteur noir : Albert Perry. C'est alors que le Klan commence ses raids classiques de terreur. Le Klan est au-dessus des lois du Sud, ce qui lui permet d'outrepasser celles-ci en ce qui concerne le port d'armes. Williams décide de prendre avantage de cette situation de fait, et demande officiellement à l'Association nationale de tir de Washington, l'autorisation de créer une société à Monroe, sous le motif non moins

officiel d'organiser un groupe d'entraînement post-militaire... Il fait sa requête en tant qu'ancien combattant des « Marines ». Les libéraux blancs qui le soutenaient s'écartent alors de lui.

Voici l'atmosphère dans le Sud telle que la décrit un journaliste du *New York Times* :

« Chaque moyen de communication, chaque relation d'intérêt mutuel, chaque approche raisonnée, chaque centimètre de sol commun, a été fragmenté par la dynamite émotionnelle du racisme, renforcée par le fouet, le rasoir, le fusil, la bombe, le couteau, la torche, l'émeute, la police et quantité d'organismes de l'appareil d'état. »

Le Klan choisit comme victime le second de Williams, célèbre, jeune, et vivant dans une certaine aisance. Après une cérémonie sinistre de croix incendiées, de robes et de masques, qui regroupait plusieurs milliers de racistes, une caravane de voitures des hommes du Klan se dirige vers la maison du docteur. Ce jour-là, justement, se tenait, au même endroit, la réunion de l'Association de tir de Monroe. Les membres de l'Association s'entraînaient à une manœuvre défensive, conformément aux buts de l'association. Ils avaient placé dans des points stratégiques, autour de la maison, des sacs de sable pour constituer des abris. A l'arrivée de la bruyante caravane, en réponse aux tirs des hommes du Klan, l'association prend les agresseurs sous un feu en enfilade. La première voiture est atteinte, puis c'est le silence, brutalement interrompu par la fuite précipitée de douzaines de voitures. Le docteur est arrêté quelques semaines après. Le premier jugement est cassé parce que les noirs avaient été exclus du jury. Le second interdit au docteur l'exercice de la médecine dans la région.

Quelque temps après, c'est l'« affaire du baiser ». Deux enfants noirs de 7 et 9 ans sont arrêtés par la police pour avoir permis à une petite fille blanche de 6 ans d'embrasser le plus jeune sur la joue. La condamnation demandée est la maison de correction jusqu'à 21 ans. Conrad Lynn, le célèbre avocat noir, défendit la cause, mais l'état policier de la Caroline du Nord avait réduit à la terreur les femmes noires de la communauté de Newton.

En 1960, quand les démonstrations étudiantes contre la ségrégation atteignirent un point culminant, des étudiants demandèrent à Williams d'organiser des manifestations non violentes (sit-down strikes) dans un drugstore de Monroe. Williams, bien qu'opposé à la doctrine de non-violence, y participe. Dans une interview donnée à Chicago, il décrit lui-même la situation à Monroe en

termes de rapports de force. « Il y a moins de violence dans les « sit-down strikes » de Monroe que dans le reste des Etats-Unis. C'est parce que nous avons montré la volonté de nous défendre nous-même. Nous n'apparaissions pas dans les rues de Monroe comme des mendiants à la merci de la charité et de la générosité des blancs. Nous apparaissions comme des gens qui ont la force pour eux. Mais c'est là le genre de choses dont les partisans de la non-violence ne parlent jamais. Dans les autres communautés, les noirs se font fracturer le crâne, mais pas un mot impoli n'est prononcé. Cela veut dire que nous avons moins de violence ici, parce que nous avons montré notre volonté et notre résolution de nous battre. »

A diverses occasions, le Klan procède à de nouvelles attaques armées, jusqu'au jour où les voyageurs de la liberté viennent manifester. L'équipe de l'association de tir doit reprendre les armes. Mais, cette fois, les noirs se mobilisent en masse, dans l'intention de délivrer « les voyageurs de la liberté », qui sont en prison.

Dans la nuit du samedi 27 août 1962, un couple blanc s'égaré en voiture dans le quartier noir, où règne une tension voisine de l'émeute. Williams prend en charge le couple dans sa propre maison..., peut être, le lendemain, recherché par le F.B.I. Cependant, cette nuit-là, Williams, prévoyant le péril, se sauve avec sa famille pour se réfugier à Cuba, où il perd malheureusement toute possibilité de continuer la lutte qu'il avait commencée. L'affiche du F.B.I., placardée dans tous les postes des U.S.A., le décrit comme un homme dangereusement armé et schizophrénique. Un comité s'est formé pour la défense de Williams. Il a publié l'histoire véritable de Williams, telle que les libéraux ne veulent pas la connaître, pas plus qu'ils ne veulent voir que leurs sermons et leçons de morale sont sans rapport avec la lutte réelle des travailleurs noirs.

Ceux qui vivent dans le Nord, et qui sont favorables à une lutte progressive pour l'intégration du noir dans la nation américaine, ne voient pas que le domestique à 15 dollars par semaine, ou le semi-chômeur, ne sont pas intéressés par l'endroit où ils vont boire leur « ice cream soda » et où ils peuvent s'asseoir dans les bus, mais pensent qu'un moment viendra, dans les jours à venir, où une lutte à mort devra s'engager.

Les activités des libéraux dans le Sud, soutenues légalement par le gouvernement fédéral, ont fait la preuve de leur impuissance. Mais ce même Gouvernement fédéral a depuis démontré

également son incapacité d'abolir l'inégalité dans le Nord, là où il n'y a pourtant pas l'excuse d'une guerre raciale menée par les autorités locales.

Du Nord au Sud, c'est le gouvernement qui est visé, dans son impuissance à trouver une solution à ce conflit. La nécessité d'un parti ouvrier aux Etats-Unis est de plus en plus ressentie comme une question pratique. Mais l'organisation politique de la lutte des noirs, malgré son ampleur, en reste à un stade élémentaire de division en de multiples organisations, avec des directions qui ont réussi à empêcher toute coordination. Une tentative avait été faite autour de l'avocat Lynn (radical de gauche) pour créer un parti « Freedom Now », qui rassemblerait les forces noires des principales villes industrielles du Nord. Cette tentative n'a pas abouti.

D'un autre côté, le caractère de classe de la lutte s'affirme de plus en plus à travers le problème du chômage dans les principales villes industrielles. Des militants syndicalistes noirs, regroupés autour d'un organisme fédéral (Trade Union Leadership Council), se sont adressés aux dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O. après la grande manifestation de Detroit (juillet 1963) qui regroupait plus de 100.000 personnes. Ces militants contestaient aux délégués de l'A.F.L.-C.I.O. du Michigan, le droit qu'ils avaient pris de marcher en tête de la manifestation, alors que leur syndicat pratiquait la ségrégation. Cependant ils n'ont plus l'attitude d'un Randolph qui, encore récemment, demandait une lutte contre le racisme à l'intérieur du syndicat lui-même. Ils posent le problème central d'une lutte contre l'ennemi commun dans le sens d'une unité des ouvriers noirs et blancs.

Dans une lettre ouverte à Meany et à Reuther, dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O., voici comment ces syndicalistes noirs posaient le problème :

« Le chômage est incontestablement la question la plus sérieuse que les travailleurs américains aient à résoudre. Vous avez correctement souligné, et à plusieurs reprises, que le taux de chômage, pour la main-d'œuvre noire, est le double de celui des travailleurs blancs. Il n'en reste pas moins que 80 % des chômeurs américains sont aujourd'hui des travailleurs blancs...

« Qu'arrivera-t-il si le problème du chômage n'est pas résolu ? Les ouvriers noirs sont déterminés à conquérir, partout et à tous les niveaux, l'égalité des possibilités d'embauche. Ils y parviendront, mais ensuite ? N'en résultera-t-il pas un conflit ouvert

entre travailleurs blancs et noirs pour se disputer des possibilités limitées d'emploi. Qui pourra en profiter ? Les patrons d'abord, et les racistes blancs et noirs. Le mouvement ouvrier en sera sans aucun doute affaibli...

« Dans une première étape, vous devez faire jouer tout votre prestige et toute votre influence pour que les travailleurs qui ont actuellement un emploi ne posent plus la question sous l'angle du « partage des profits », mais sous celui du « partage du travail ». Pas un seul syndiqué ne doit faire des heures supplémentaires tant qu'un seul ouvrier restera sans travail. Voilà qui devrait devenir un principe inviolable de tout le mouvement ouvrier.

« Il faut en même temps mobiliser tout le mouvement pour une campagne permanente en vue de la réduction de la durée de la semaine de travail à un point tel que chacun puisse être assuré de trouver un emploi.

« Si vous rejetez nos propositions et restez sur une ligne d'inaction et de retraite, il vous faut accepter vos responsabilités dans la création d'une situation de concurrence sur le marché du travail, entre ouvriers noirs et blancs, situation qui serait désastreuse pour le mouvement ouvrier américain tout entier.

« Ce qui est passé est passé. Ce qui doit compter pour nous tous, c'est le futur. Mais le futur commence demain. Ce que vous déciderez, ce que vous choisirez de faire ou de ne pas faire, déterminera pour beaucoup le caractère de ce futur. Nous sommes prêts à marcher avec vous dans la lutte pour obtenir du travail pour chaque ouvrier américain. Nous sommes prêts *maintenant*.

« De quel côté de la barricade vous tenez-vous ? »

G. LANDRY.

(1) LOMAX : *La révolte noire*, traduit de l'américain, Editions du Seuil, Paris, 1963.

Gros sous, révolte et chansons

Sans même parler des yé-yé pour chérubins calamiteux et mercantis de tout poil, yé-yé qui sont au jazz ce que les cors aux pieds sont à la Pavlova et, à la chanson digne de ce nom, ce que l'étope est à la truite au bleu, sans plus tenir compte des onomatopées et autres tisanes, goulues ou zézayantes, de telle ou telle chèvre de cabaret, il fut un temps où l'on pouvait évoquer à juste titre les deux anars de la chanson, Léo Ferré et Georges Brassens, que Seghers, marchand de poésie bien connu, vient d'éditer dans sa collection « Poètes d'aujourd'hui » (N^{os} 93 et 99).

Puisque cela donc a existé, qu'en est-il à ce jour de la révolte en question, de la poésie que l'on chante et de l'anarchie de music-hall ? Il y a à boire et à manger dans ces contrées où Casque d'Or s'en est venue valser, l'espace d'un Temps des Cerises, au bras d'un escarpe à Bruant.

A boire — oui — et souvent du meilleur avec Georges Brassens, dont le présent recueil nous offre le plus connu et le plus réussi du répertoire, depuis cette *Mauvaise réputation* qui fit la sienne et qu'il chantait, il y a maintenant dix ans, aux *Trois baudets*, jusqu'au récent *Assassinat*, en passant par les *Croquants*, la *Marche nuptiale*, le *Vin* — ce chef-d'œuvre — et ce *Grand-père* plutôt fumant dont il est juste de citer au moins ce quatrain :

« C'est depuis ce temps-là que le bon apôtre

Ah ! C'est pas joli

Ah ! C'est pas poli

A un' fess' qui dit merde à l'autre. »

On doit dire de ce gros matou des gouttières sous la lune qu'il a su garder intacte une inspiration, une verve, une rudesse tendre et de bon aloi qui font de lui le compère Guilledou d'une romance à la fois neuve et lointaine qui, sur un branle de guitare et de bistro en cimetière, nous promène au pays de Villon et de Corne d'aurochs, où des filles et des malfrats sacrent des « putain de toi ! » à l'enseigne d'un mauvais larron qui garde au cœur une pervenche. Et si la muse de ce loup-garou, bacchante ou tendron, selon l'humeur, n'a peut-être pas que des bonnes mœurs, il n'empêche, elle n'est pas encore à vendre. Ici la qualité survit à la notoriété.

Ce qu'on ne saurait dire du Léo Ferré nouvelle manière.

Où sont *M. Tout Blanc* et *l'Inconnue de Londres*, la *Chanson du scaphandrier* ou ce *M. William* de la 13^e Avenue ? Qu'est devenu le méphisto en duffle-coat de l'époque de l'Arlequin ?

Si Satan savait ça, Ferré : la Jaguar, la télé, Paris-Match, le château dans l'île... et les ronds de jambe en l'air pour mettre en fête tous ces petits crevés de la mère patrie que ta « gueuse » en tricolore rassérène au bon moment.

Monsieur mon passé qui s'en va sur la pointe de ses pieds fourchus, le *Temps des roses rouges* enfui, arrive le temps des vaches grasses. *La vie est louche. La fortune. La grande vie*, quoi ! T'en croqu' coco. Thank you Barclay.

Drôle de type, vraiment, ce poète aux colères pour rupins venus s'encanailler à deux pas du boulevard du Crime, colères garanties digestives et monnayées en francs lourds dans un Alhambra sur mesure pour petits-bourgeois endimanchés, abonnés à l'Huma et va-t-en-paix d'un Tout-Paris qui-pense-à-gauche. Les cons.

Un vent de rébellion avait porté jusque dans nos murs de la vieille graine d'ananar et nous récoltons quoi ? De la bricole et du nanan pour les demi-vierges de la rive gauche.

Ta poésie fout l' camp, bonhomme ! Un pied aux *Lettres françaises*, un pied au *Monde libertaire* et le troisième chez les maquereaux de l'édition.

Pauvre Ferré, tombé de Rutebeuf en Aragon pour chaisières — lequel, chacun le sait, est à la poésie ce que la syphilis est à l'amour — après avoir entre temps et sans vergogne saccagé Baudelaire soi-même. Il faut bien vivre. Tu parles.

G. L. V.

NOTES DE LECTURE

IDEAUX ET CARACTÈRES

On connaît la formule de la collection « Kiosque » : présenter l'histoire d'une période déterminée à partir de la presse du moment. Cette méthode, qui reflète un louable souci de coller au document vivant, et d'évoquer de l'intérieur une période donnée de l'histoire, a donné quelques volumes très intéressants : *Le Cas Paris-Soir*, de R. Barrillon, *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature*, d'A. Grosser, *Le Front Populaire de 1936*, de L. Bodin et J. Touchard. Le petit volume d'I. et P. Sorlin est l'un des derniers nés de la collection.

Il retient d'abord l'attention grâce à ses principes mêmes : une abondante illustration (une soixantaine de photos et caricatures) et le grand nombre d'extraits de presse reproduits soutiennent constamment l'intérêt. On ne peut, par exemple, manquer de trouver savoureux ce texte de Staline, daté du 29 décembre 1925, et qui concerne la lutte contre l'opposition :

« Nous savions que la politique d'amputation est féconde en dangers nombreux pour le parti, que la méthode de l'amputation et de l'effusion de sang... est dangereuse et contagieuse. Aujourd'hui on en exclut un, demain un autre, après-demain un troisième. Que nous restera-t-il donc dans le parti ? » (p. 203).

Mais il ne suffit pas de nous présenter ainsi des « documents » auxquels le recul du temps donne une valeur ironique ou cruelle, il faut les situer et les expliquer, s'en servir pour comprendre l'histoire. En dehors de ces exhumations un peu faciles, on ne trouve dans ce livre que les traditionnelles rengaines de la banalité journalistique. Au cours de l'inévitable parallèle « scolaire » entre Staline et Trotsky, nous apprenons, évidemment, que « Trotsky ne sait pas s'attacher à un travail étroit, terre à terre, et utile. Aux lecteurs

de la « Pravda », qui s'interrogent sur l'avenir de l'économie soviétique, il explique, avec un sens esthétique remarquable, ce que doit être l'art socialiste. Trotsky n'écrit que pour les intellectuels. » (p. 226). D'ailleurs les auteurs n'écrivent-ils pas avec une perfidie malencontreuse que « Trotsky éliminé, l'U.R.S.S. s'engagea dans une extraordinaire transformation économique » (p. 6) : Cette phrase tend à présenter l'élimination de Trotsky comme la condition de cette transformation économique.

Staline, lui, c'est autre chose : « Il sait, lui, ce qui convient au Soviétique ordinaire, et il fait comprendre qu'il est celui qui peut le mieux répondre à ses désirs » (p. 227). Staline a si bien compris les besoins des « Soviétiques ordinaires » (?) qu'il en a envoyé près de vingt millions en camp de concentration, et qu'il a laissé l'U.R.S.S. dans un état de grande misère.

Cette absence navrante d'analyse politique sérieuse fait fleurir, sous la plume des Sorlin, des phrases prudhommesques comme : « La lecture des journaux révèle qu'en 1927, les Soviétiques s'engagent avec discipline dans une entreprise qui les satisfait et qui les détourne de toute préoccupation extérieure » (p. 222) ; « Le marxisme qui ne rend pas compte de la réalité de 1922 risque d'être débordé par un flot de gloses et de commentaires » (p. 225).

Nous pouvons sans doute nous consoler à la pensée que « Trotsky est, à tout prendre, sympathique, alors que le caractère de Staline suscite bien des réserves » (p. 226) ; ce professoral « suscite bien des réserves » est d'une pudeur charmante ! Le caractère ? C'est une analyse de la politique de Staline et de Trotsky, et non de médiocres considérations psychologiques de cartomancienes à la retraite, qui nous aurait intéressés. Pour cela, évidemment, il faudrait autre chose qu'un livre hâtif où nous apprenons, en passant, que « la révolution permanente » est, pour Trotsky, « un idéal » (p. 227)... sans doute comme le vrai, le beau et le bien ? Staline avait sans doute aussi son idéal, pas le même probablement, mais des idéaux, des goûts et des couleurs on ne discute pas. I. et P. Sorlin s'en sont bien gardés.

J.-L. SIMON.

(Pierre et Irène Sorlin, *Lénine, Trotsky, Staline*, 1 volume de la collection *Kiosque*, A. Colin, éditeur, 7,50 F., 1962.)

D'UN HISTORIEN DESTALINISÉ...

Le sujet choisi par Gilbert Badia est au cœur de l'histoire contemporaine, dont l'Allemagne, depuis 1918, a été le centre névralgique. Les marxistes savent que le parti social-démocrate allemand fut le premier parti ouvrier de masses, que l'Allemagne se trouva, à plusieurs reprises, au rendez-vous de la révolution prolétarienne : en 1918, en 1923, puis en 1930-32. Ils savent de quel poids décisif pesa la défaite de la révolution allemande, au lendemain de la première guerre, sur la destinée de la révolution mondiale et sur la dégénérescence du parti bolchévik et de l'état ouvrier russe. Ils savent aussi que c'est de la crise du capitalisme en Allemagne, de l'impuissance des dirigeants ouvriers allemands que s'est nourrie la victoire nazie, première étape vers la deuxième guerre mondiale.

On attendait avec curiosité le livre, depuis longtemps annoncé, de Gilbert Badia : la « déstalinisation » avait-elle libéré les capacités intellectuelles de cet historien, incontestablement doué, du carcan des directives staliennes ? Avait-elle enfin permis qu'un historien se réclamant du marxisme publie aux « Editions sociales » l'ouvrage marxiste dont l'avant-garde ouvrière avait besoin pour comprendre ce qui s'est passé dans l'entre-deux-guerres, dans ce secteur décisif du champ de bataille mondial entre le prolétariat et le capitalisme ?

Il faut avouer une déception, guère surprenante, il est vrai, pour qui a lu, à la page 9, que « François Billoux a suivi le développement de ce livre, du plan initial jusqu'à l'impression ». L'ouvrage de Badia ne sort pas du domaine de l'historiographie bourgeoise qui, depuis longtemps, a su allier, à la technique du travail historique, une compréhension minimum de la

lutte des classes. Comme elle, comme Vermeil, Eyck et consorts, Gilbert Badia s'arrête devant les problèmes de la révolution, restant très en deça, dans son analyse, de la compréhension manifestée, par exemple, par un social-démocrate de gauche comme Arthur Rosenberg. L'analyse globale du rapport des forces entre les classes, la compréhension du rôle joué, au service des intérêts bourgeois, par l'armée, par la bureaucratie, par l'appareil social-démocrate seraient correctement exposées, si elles ne se cantonnaient étroitement dans un cadre purement national, si elles n'étaient pas coupées d'une analyse de la situation mondiale, du point de vue de la bourgeoisie, et de celui du prolétariat, après 1917, seule capable d'armer le lecteur qui cherche, en étudiant l'histoire, à comprendre le présent. L'horizon de Badia ne dépasse guère le cadre national d'un bon historien démocrate, avec les inévitables coups de chapeau à l'U.R.S.S. et les désormais inévitables coups de patte à Staline, dont, pourtant, aucune critique sérieuse n'est entreprise.

Badia n'a pas compris grand-chose à la révolution allemande de 1918-19. N'explique-t-il pas (p. 91) que la « paysannerie et la petite bourgeoisie... ne disposent pas d'une organisation politique autonome », ce qui lui permet de déplorer que « l'influence des spartakistes ne déborde guère les milieux ouvriers » ? Sur les 10.000 conseils d'ouvriers et de soldats, il trouve seulement à dire qu'ils « sont composés d'éléments très disparates » et, plutôt que de rappeler l'existence des Soviets, préfère se référer « aux comités de libération en France en 1944 » (p. 110). Pas un instant, le lecteur ne sent que c'est de la révolution allemande, deuxième étape de la révolution mondiale, que la bourgeoisie a peur, et non pas seulement de la révolution russe « qui tient ». Tout en critiquant socialistes majoritaires et indépendants de parler seulement de socialisation, il n'hésite pas à écrire (p. 134) que c'est « étant donné la CARENCE DU POUVOIR CENTRAL » que les mineurs ont nationalisé les mines de la Ruhr. Il consacre trente lignes (pp. 125-126) au congrès national des conseils de décembre 1918, où s'affrontent révolutionnaires, tenants du pouvoir des Conseils, et sociaux-démocrates de tout poil, parlant de « démocratie renouée » et des vertus du bulletin de vote. Muet sur les divergences réelles entre dirigeants spartakistes à la veille de la fondation du P.C., il trouve seulement à reprocher aux communistes de ne concevoir leur lutte « que comme un élément de la révolution mondiale qu'ils espèrent et attendent », et d'avoir pour « objectif unique le socialisme, au moment où les conquêtes démocratiques étaient remises en question ». A-t-il seulement lu les articles où Lénine appelle les bolchéviks à préparer la prise du pouvoir en luttant pour la majorité dans les soviets ? (p. 129).

Il ne le semble pas, puisque dans la page même où il se tait sur les Conseils — ce cadre nouveau de l'état ouvrier — il va jusqu'à reprocher aux communistes allemands de « refuser l'appareil d'état comme moyen de former la conscience des masses ». Là est, en définitive, la clé de la « pensée » de Badia : il ne voit pas la révolution quand, née du développement de la conscience des masses, elle forme son appareil d'état — ces Soviets « formés

d'éléments disparates », comme il dit avec mépris — mais, par contre, souhaite la conquête d'un « appareil d'état » — l'appareil de l'état bourgeois? la bureaucratie toute prête? — dont il attend qu'il « forme la conscience des masses ».

Les insuffisances, les lacunes, les mensonges mêmes s'accroissent au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'époque contemporaine. Pas un mot d'analyse pour caractériser la situation révolutionnaire de 1923 qui balaie les racines sociales du réformisme. Pas un mot sur les délibérations de l'Internationale communiste, la décision de préparer l'insurrection, l'envoi de techniciens russes. Une timide critique de Staline — qui ne croyait pas à la révolution allemande — lui permet d'avancer cette explication que, s'il n'y avait pas, en Allemagne, de parti bolchévique c'était... en raison de la force de la bourgeoisie allemande (pp. 201-202), alors que, pendant des mois, celle-ci n'a pu se faire obéir même de ses flics. La description de la politique du P.C. allemand face à Hitler est du même niveau : un regret en passant sur l'abus, dans la propagande communiste, du mot « social-fasciste » pour désigner la social-démocratie ne suffit pas à absoudre une politique d'aveuglement sectaire qui faisait des sociaux-démocrates, et non des nazis, l'ennemi n° 1. Badia écrit : « En dernier recours, les dirigeants sociaux-démocrates... préféraient « laisser faire l'expérience nazie » plutôt que de lutter au coude à coude avec les communistes. » Il prend bien garde d'ajouter en note que le porte-parole de Staline, Manouïlsky, avait déclaré que le « fascisme serait la dernière étape avant la révolution sociale », ce que les cadres du P.C. traduisaient par l'affirmation : « Après Hitler, notre tour », lancée même après la victoire d'Hitler, au moment où le P.C., jusque dans les prisons, excluait à tour de bras les militants coupables d'avoir soutenu une véritable politique de Front unique, telle que Trotsky l'avait défendue dans de nombreux ouvrages, dont, bien sûr, Badia ne parle pas.

Avec une telle méthode d'analyse, rien d'étonnant si Badia reprend, avec le ton docte de l'historien « objectif », les pires calomnies staliniennes contre les ouvriers insurgés du 17 juin 1953, se taisant sur les revendications ouvrières, le rôle des « comités de grève » élus, mais parlant de l'action des « services secrets occidentaux » (t. II, pp. 303-304), affirmant que le dixième des ouvriers d'usine étaient d'anciens nazis, et soulignant le calme de la R.D.A., en 1956, lors de la révolution hongroise, pour affirmer le renforcement de la liaison avec les masses, comme si Ulbricht n'avait pas eu ses policiers et ses prisons...

Ce n'est donc malheureusement pas dans Gilbert Badia que l'étudiant marxiste trouvera la clé de l'explication de l'Allemagne (1) : l'historien « déstalinisé » est fidèle aux méthodes de l'appareil, et ce qu'il appelle l'histoire n'est que la pénible justification de la politique actuelle de la bureaucratie

(1) Rappelons que *La Vérité* a publié, dans ses numéros 515, 516 et 517-18, trois articles sur la révolution allemande en 1919, 1921 et 1923 (N.D.L.R.)

et de l'appareil, comme le prouvent les platitudes sur 1917, où l'auteur voudrait nous faire sans doute croire qu'une organisation « de masses » type Mouvement de la Paix eût été nécessaire. Mais nécessaire à quoi? Gilbert Badia ne s'intéresse ni à la révolution prolétarienne, ni au socialisme. Il le dit dans sa dernière ligne: son espoir, c'est « la coexistence pacifique », le maintien de la double domination de la bureaucratie et du capitalisme se partageant le monde. Et, en ce sens, un livre qui laisse entendre qu'au fond, tout ce qui est arrivé était inévitable, peut, en effet, contribuer à faire des adeptes à cette théorie, qui refuse au monde ouvrier des pays capitalistes un avenir socialiste.

F. M.

...A UN HISTORIEN SANS TABOU

Le premier volume de l'« Histoire du fascisme en Italie », de Robert Paris, a sa place dans la bibliothèque de tout militant. Sa lecture, après celle du livre de Badia, est une bouffée d'air frais, par son intelligence, son honnêteté, son souci d'analyse. Il n'y a pas de tabou pour Robert Paris, et c'est avec joie que l'on trouve, dans ses premières pages, l'épisode de la mission de Marcel Cachin auprès de Mussolini: les fonds gouvernementaux qu'apporte le « socialiste » qui sera, plus tard, le doyen des staliens français, vont décider l'ancien révolutionnaire à se déclarer pour la guerre. Un pas décisif dans la carrière du futur Duce...

Le livre commence par une passionnante analyse historique des conditions de la formation de l'unité italienne. L'intervention italienne dans la guerre de 14-18 est placée dans son cadre: « guerre des industriels », elle provoque l'aggravation des contradictions de la société italienne, que Robert Paris analyse l'une après l'autre avec beaucoup de soin. C'est dans ce contexte d'après-guerre que se situe l'essor du mouvement fasciste, soutenu par l'état et les grands capitalistes, qui s'y résignent après 1920 comme le seul moyen de venir à bout d'une résistance prolétarienne qui cherche et pourrait finir par trouver les formes de son organisation et de sa victoire. La terreur déchaînée par les *squadristi* contre le mouvement ouvrier, ses militants, ses locaux, sa presse, est décrite avec beaucoup de précision: le règne du *manganello* — le gourdin — a pour premier but de briser le mouvement ouvrier.

Le plus neuf, dans l'ouvrage, réside dans la quarantaine de pages consacrées à « la crise du socialisme ». Au lendemain de la guerre, malgré les conseils de prudence de Lénine, le maximalisme des anciens réformistes

— « Tout ou rien » — semble répondre au schématisme de Zinoviev et de ses envoyés en mission : les petits groupés autour de Bordiga et Gramsci ont quelque peine à faire entendre la voix de la sagesse, qui voudrait voir le parti s'adapter aux tâches révolutionnaires, et ne seront pas écoutés. Les grèves de 1920 discréditeront la direction réformiste, mais sonneront aussi l'heure de la défaite ouvrière. Robert Paris écrit : « L'œuvre interrompue, la révolution inachevée induisent, chez la classe ouvrière, un double processus d'inhibition et de scepticisme. Les uns, découragés, répugneront à combattre ; les autres, doutant de la capacité révolutionnaire du cadre traditionnel, souhaiteront s'en défaire, le faire éclater à tout prix, et fonder leur combat sur de nouvelles bases. » La fraction communiste groupée autour d'« Ordine Nuovo » se prépare à la conquête de la majorité du parti ; elle n'y parviendra pas, et le congrès de Livourne, en janvier 1921, consommera une scission dont « L'Humanité » va déplorer qu'elle « sépare de la masse du parti les éléments communistes les plus jeunes et les plus actifs ». Il n'y aura pas de parti ouvrier révolutionnaire en Italie pour barrer la route au fascio.

Le livre de Robert Paris est excellent, parce qu'il pose des problèmes, les véritables problèmes. La scission était, certes, inévitable, et Serrati, le leader de la majorité maximaliste, l'a pratiquement consommée en voulant à tout prix maintenir dans un parti adhérent à l'Internationale communiste des réformistes comme Tura'i, qui comparait les Soviets à des hordes barbares. Mais que penser de la direction de l'Internationale, de l'assurance de Zinoviev proclamant que « la révolution prolétarienne frappe à la porte... », comme si, après la défaite du mois de septembre précédent, le parti qui faisait défaut avait été constitué, et comme si la bourgeoisie n'était pas en train de préparer sa « contre-révolution préventive » ? Que penser de l'attitude des envoyés de l'Internationale, notamment Rakosi, commençant la carrière que l'on sait, que Paris qualifie de « messagers d'intransigeance et de sectarisme » ? Ce sont les mêmes hommes qui provoqueront la crise dans le jeune parti allemand, élimineront Lévi pour lancer, sous le drapeau de la « théorie de l'offensive », la folle action insurrectionnelle de mars 1921 en Allemagne, ceux-là même que Lénine et Trotsky devront combattre au 3^e congrès mondial pour imposer le « tournant vers les masses ». Le trotskyste allemand Walter Held, abattu par la Guépéou, écrivait, dans un article paru après sa mort (Fourth International, janvier 1943), que la conception bureaucratique de la discipline dans une Internationale qui n'était pas encore bureaucratisée était l'une des causes de l'échec de la révolution allemande de 1923. C'est là un problème sur lequel doivent se pencher les révolutionnaires, particulièrement au moment où la reconstruction de la IV^e Internationale est à l'ordre du jour.

F. M.

(Robert Paris, *Histoire du fascisme en Italie*, tome I, *Des origines à la prise du pouvoir*, collection « Cahiers libres », François Maspero, éditeur, 1962.)

S. P. E. L.

5, rue de Charonne, Paris (11^e)

L. TROTSKY :

De la révolution, relié, 656 pages	39,00
(comprenant « Cours Nouveau », « La révolution trahie », « La révolution défigurée », « La révolution permanente »).	
Histoire de la révolution russe, relié	39,00
Staline	12,00
Ma vie, édition intégrale	20,00
Journal d'Exil	12,00
Terrorisme et communisme	4,40
Ecrits (1928-1940), Tome I	10,00
Tome II (Où va la France)	5,00
Tome III (Allemagne-Espagne) ...	16,00
Vie de Lénine (Jeunesse), ouvrage rare	26,00
Les crimes de Staline	12,00

LENINE :

Cœuvres complètes, en cours de publication. Actuellement disponibles les tomes 1, 2, 4, 14, 20 à 29, 31, 32, 33 et 36. Chaque volume	7,00
--	------

I. DEUTSCHER :

Trotsky (Tome I, Le prophète armé)	24,00
--	-------

P. BROUE :

Le parti bolchevique, relié, 632 pages	39,00
--	-------

P. BROUE et E. TEMIME :

La révolution et la guerre d'Espagne, 544 pages	30,00
---	-------

E. MANDEL :

Traité d'économie marxiste, 2 volumes	45,00
---	-------

G. LUKACS :

Histoire et conscience de classe	19,50
--	-------

BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY :

L'A.B.C. du communisme (Préface de P. Broué)	18,30
--	-------

P. NAVILLE :

Trotsky vivant	9,90
----------------------	------

I. DON LEVINE :

L'homme qui a tué Trotsky	9,00
---------------------------------	------

CARL VON CLAUSEWITZ :

De la guerre, 760 pages	30,00
-------------------------------	-------

M. BOUDIAF :		
Notre révolution		11,00
Y. BOURDET :		
Communisme et marxisme		9,00
L. TROTSKY :		
L'état ouvrier, thermidor et bonapartisme, photocopié	0,60	
Le traité de Versailles, photocopié	0,30	
Sur la question juive, photocopié	0,10	
Lettre ouverte à Vanderwelle, photocopié	0,10	
Romain Rolland remplit sa mission, photocopié	0,20	
La révolution permanente (thèses), photocopié	0,20	
La révolution étranglée (Chine), photocopié	0,50	
Encore une fois sur la nature de l'U.R.S.S., photocopié ..	0,30	
Discussions sur le programme transitoire, photocopié	0,50	
L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV ^e Inter-		
nationale, programme de transition, imprimé	1,25	
Le marxisme et notre époque, imprimé	0,90	
Jean Jaurès, imprimé	0,50	
La Commune de Paris et la Russie des Soviets ; les		
leçons de la Commune, imprimé	0,90	
Lettre à Jules Guesde, imprimé	0,30	
Qu'est-ce que le nazisme ? imprimé	0,30	
Bolchevisme et stalinisme, imprimé	0,50	
Ma vie (édition condensée par Trotsky), imprimé, 22 p.		6,00
BLANQUI :		
Le Toast de Londres (février 1851), photocopié		0,10
R. LUXEMBOURG :		
Assemblée nationale ou conseils ouvriers ? 16 p.		0,50
R. LANGLADE :		
Comment de Gaulle a pris le pouvoir, 44 p.		1,00
P. LAFARGUE :		
Les 1 ^{er} mai 1890 et 1891 en France, 16 p.		0,50
LENINE :		
La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer	0,50	
Appel aux mères, photocopié	0,10	
F. MANUEL :		
La révolution bolivienne, 38 p.		0,50
S. SIMON :		
La grève générale belge, 62 p.		1,75
	Envoi franco contre mandat au C.C.P. 6032-01, Paris.	
	Peut fournir tout ouvrage.	

TABLE

EDITORIAL	1
M. Aklouf :	
CLASSES SOCIALES ET ETAT EN ALGERIE	5
— <i>Populations et classes sociales</i>	8
— <i>La question agraire en 1954</i>	20
— <i>La situation économique et sociale en 1963</i>	25
— <i>La nature de l'état algérien</i>	37
Tom Kemp :	
PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE	63
E. Laurent :	
L'ECONOMIE AMERICAINE ET « LE DEPASSEMENT DU MARXISME »	86
Michel Varga :	
HONGRIE : LA LUTTE OUVRIERE CONTINUE	93
CHRONIQUES	98
— <i>De l'étincelle a jailli la flamme</i>	98
— <i>Les marchands de vent</i>	103
— <i>Le noir et le libéral</i>	110
— <i>Gros sous, révolte et chansons</i>	117
NOTES DE LECTURE	119
— <i>Idéaux et caractères</i>	119
— <i>D'un historien déstalinisé...</i>	121
— <i>... à un historien sans tabou</i>	124

Une souscription est ouverte pour la réimpression du
Journal Officiel de la

Commune de 1871

(avec ses affiches et des textes inédits)

Ce recueil comporte, en outre, les documents sur :

- 1° Les Francs-Maçons et la Commune ;
- 2° L'affaire des Couvents ;
- 3° L'instruction publique sous la Commune ;
- 4° Les travaux de la Commission Culturelle.

Livré franco contre mandat de 23 francs.

Editions De DELPHES, 28, rue de Trévis, Paris (9^e).

Volume relié pleine toile, tirage limité.

